Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 144 DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS**
**COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 144**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS**
**COMPTES RENDUS ANNUELS D'ACTIVITE DES SERVICES DELEGUES**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet de présenter les différents rapports annuels d'activité 2023 des services délégués.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Direction Générale des Services Techniques | / | / |

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article 2 de la loi n° 95.127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public, précisant que : « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service »,

Considérant que les rapports annuels 2023 ci-annexés, visent à renforcer la transparence de l'information dans la gestion des services publics locaux. Ils comportent les indications techniques et financières qui sont définies dans le décret d'application n° 95-635 du 6 mai 1995,

Considérant que les rapports ont été présentés en séance de la commission consultative des services publics locaux le 10 septembre 2024,

Considérant que les rapports ont été présentés par les services gestionnaires en séance de la commission de contrôle financier le 10 septembre 2024,

Les services publics délégués concernés sont :

- La délégation du service public de distribution publique du gaz – GrDF,
- La délégation de service public d'enlèvement, mise en fourrière et gardiennage de véhicules – A.A.06
- La délégation de service public du Golf de Châteauneuf de Grasse
- La délégation de service public d'exploitation des parcs de stationnement - Vinci Park (INDIGO)
  - ✓ La Foux,
  - ✓ Honoré Cresp,
  - ✓ Hôtel de Ville – Cathédrale.

Les régies municipales concernées sont :

- La gestion et l'exploitation des parkings Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et La Roque - REGIE DES PARKINGS GRASSOIS.

Le conseil municipal est invité à prendre acte de ces rapports qui seront mis à la disposition du public, en mairie.
La présente délibération et ses annexes seront adressées à Monsieur le Préfet, pour information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-144-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

La commission consultative des services publics locaux ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 septembre 2024,

La commission de contrôle financier ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 10 septembre 2024,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Il est proposé au conseil municipal de :

- **PRENDRE ACTE** des rapports suivants :
  - La délégation du service public de distribution publique du gaz – GrDF
  - La délégation de service public d'enlèvement, mise en fourrière et gardiennage de véhicules – A.A.06
  - La délégation de service public du Golf de Châteauneuf de Grasse
  - La délégation de service public d'exploitation des parcs de stationnement - Vinci Park (INDIGO)
    - ✓ La Foux,
    - ✓ Honoré Cresp,
    - ✓ Hôtel de Ville – Cathédrale.
  - La gestion et l'exploitation des parkings Notre-Dame-des-Fleurs/Martelly et La Roque - REGIE DES PARKINGS GRASSOIS.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 145** **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
**CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE – OPERATION MARTELLY**
**CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE**
**AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 3 800 000 €**
**GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 145**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
**CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE – OPERATION MARTELLY**
**CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE**
**AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 3 800 000 €**
**GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la concession d'aménagement du centre historique et de l'opération d'aménagement du quartier Martelly, la SPL Pays de Grasse Développement doit contracter un emprunt bancaire de 3 800 000,00 euros, lequel doit être garanti par la ville de Grasse à hauteur de 80 % dans les conditions ci-dessous détaillées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | / | / |

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement du centre historique, confié par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement lors du Conseil Municipal du 30 septembre 1996, délibération n° 811-96 et de ses différents avenants ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'offre de financement de la Banque Postale annexée à la présente délibération ;

Considérant que la commune de Grasse a missionné la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public pour les travaux d'aménagement urbain du secteur Martelly ;

Considérant que la SPL Pays de Grasse Développement a besoin de financement pour parvenir à atteindre ses objectifs opérationnels sur l'aménagement du secteur Martelly ;

Considérant que plusieurs établissements bancaires ont été sollicités et que seule la Banque Postale a déposé une offre ;

Considérant qu'après analyse de l'offre, la SPL pays de Grasse Développement a décidé de retenir la proposition de la Banque Postale ;

Considérant que le financement de la Banque Postale permet de pallier le décalage de versement du Fonds Friche pour un montant de 3 824 282,70 € ;

Considérant que l'emprunt comporte une clause de remboursement obligatoire, son échéancier est directement lié à l'encaissement du Fonds Friche ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

Considérant les caractéristiques principales de l'offre de financement de la Banque Postale :

- Montant du prêt : 3 800 000,00 €
- Durée (tranche obligatoire) : 3 ans maximum
- Taux intérêt : 3,76 %
- Périodicité des échéances : annuelle
- Amortissement : constant
- Garantie : caution de la commune à hauteur de 80 %
  Cession Dailly à hauteur de 3 800 000,00 €
- Commission engagement : 0,10 % du montant du prêt

Considérant l'Offre de financement, annexée à la présente délibération, d'un montant de 3 800 000,00 €, émise par La Banque Postale (ci-après « le Bénéficiaire ») et acceptée par PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de Financement de la ZAC Martelly appartenant à la concession d'aménagement du centre historique de Grasse, pour laquelle la commune de Grasse (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement, pour sûreté du remboursement et/ou du paiement de toutes sommes dues et/ou encourues par l'Emprunteur au titre des Obligations Garanties (telles que définies ci-dessous) (ci-après « la Garantie ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous :

**Article 1er : Accord du Garant**

Le Garant accorde son cautionnement solidaire avec renonciation au bénéfice de discussion de l'article 2305 du Code civil et de division de l'article 2306 du Code civil, sans préjudice des limitations à la quotité garantie imposées par les articles précités du Code général des collectivités territoriales, pour le paiement et/ou le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités (y compris de résiliation), frais et accessoires, présentes ou à venir, de quelque nature que ce soit, dues ou encoures par l'Emprunteur au titre du contrat de prêt à venir entre l'Emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le Prêt ») (les « Obligations Garanties »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Garant renonce également :

- à exercer toute action, tout recours (y compris en vertu de l'article 2308 du Code Civil) et tout droit (y compris de subrogation conventionnelle ou légale) qu'il pourrait avoir au titre de la Garantie à l'encontre de l'Emprunteur, avant d'avoir lui-même intégralement payé et/ou remboursé au Bénéficiaire la totalité des sommes dues au titre des Obligations Garanties et (ii) à se prévaloir du bénéfice de tout droit, garantie ou sûreté consentie au Bénéficiaire au titre des Obligations Garanties ; et

- au bénéfice de l'article 2320 alinéa 2 du Code civil et s'engage en conséquence à ne pas poursuivre l'Emprunteur en cas de prorogation du terme accordée par le Bénéficiaire sans le consentement du Garant.

**Article 2 : Déclaration du Garant**

Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives à la quotité garantie, à la division du risque et au partage du risque.

Dès lors qu'une option de passage à taux fixe figure dans l'offre de prêt, le Garant déclare avoir connaissance de la possibilité offerte à l'Emprunteur de demander le passage à taux fixe aux conditions indiquées dans l'offre de prêt et s'engage à maintenir la Garantie dans l'éventualité où l'Emprunteur ferait usage de cette faculté.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

**Article 3 : Mise en garde**
Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement au titre de la Garantie tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement et avoir reçu toutes les informations lui permettant de considérer que les Obligations Garanties ne sont pas inadaptées aux capacités de l'Emprunteur.

Il reconnait par ailleurs être pleinement averti du risque de non-remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

**Article 4 : Appel de la Garantie**
En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, la Garantie pourra être mise en jeu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant.

Sans préjudice des dispositions de l'article [Communes L.2252-1, départements L.3231-4, régions L.4253-1] du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement, dans un délai maximum de deux jours ouvrés (définis comme les jours ouvrés où les banques sont ouvertes sur la place de Paris, France) à compter de la réception de la lettre visée à l'alinéa précédent du présent article, sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée du Prêt, à créer et à libérer, en cas de besoin, toutes les ressources nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

**Article 5 : Bénéfice de la Garantie**
Le Garant accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir la Garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire avec toute autre personne morale, même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

La Garantie bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants-cause. Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt bénéficiera de plein droit de la Garantie en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice de la Garantie soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit, conformément aux dispositions de l'article 1334 du Code civil, sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

**Article 6 : Durée**
La Garantie est accordée pour la durée du Prêt, jusqu'au complet paiement et/ou remboursement de toutes sommes dues et/ou encourues au titre des Obligations Garanties.

**Article 7 : Publication et transmission au contrôle de légalité de la Garantie**
Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité et de transmission au contrôle de légalité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-145-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

**Article 8 : Reprise du Contrat de Prêt conclu par le Concessionnaire**

Considérant la convention d'aménagement ou le traité de concession (ci-après « la Convention ») signée entre le Garant et l'Emprunteur, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que l'Emprunteur accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous, le Garant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Prêt n'est pas arrivé à son terme.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCORDER** la garantie d'emprunt de la ville de Grasse à hauteur de 80 % pour un montant de capital de 3 800 000,00 millions euros au bénéfice de la SPL Pays de Grasse Développement ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
Suivant le procès-verbal
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 146** **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
**CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE – OPERATION MARTELLY**
**CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE**
**AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 1 200 000 €**
**GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 146**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**
**CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE – OPERATION MARTELLY**
**CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE**
**AUPRES DE LA BANQUE POSTALE DE 1 200 000 €**
**GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la concession d'aménagement du centre historique et de l'opération d'aménagement du quartier Martelly, la SPL Pays de Grasse Développement doit contracter un emprunt bancaire de 1 200 000,00 euros, lequel doit être garanti par la ville de Grasse à hauteur de 80 % dans les conditions ci-dessous détaillées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | / | / |

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement du centre historique, confié par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement lors du Conseil Municipal du 30 septembre 1996, délibération n°811-96 et de ses différents avenants ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'offre de financement de la Banque Postale annexée à la présente délibération ;

Considérant que la commune de Grasse a missionné la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public pour les travaux d'aménagement urbain du secteur Martelly ;

Considérant que la SPL Pays de Grasse Développement a besoin de financement pour parvenir à atteindre ses objectifs opérationnels sur l'aménagement du secteur Martelly ;

Considérant que plusieurs établissements bancaires ont été sollicités et que seule la Banque Postale a déposé une offre ;

Considérant qu'après analyse de l'offre, la SPL pays de Grasse Développement a décidé de retenir la proposition de la Banque Postale ;

Considérant les caractéristiques principales de l'offre de financement de la Banque Postale :

- Montant du prêt : 1 200 000,00 €
- Durée totale : 4 ans
- **Phase de mobilisation** : 2 ans
- Taux intérêt : Index €str post-fixé + 1,45 %
- **Tranche obligatoire** : 2 ans

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

- Taux intérêt : taux fixe 3,82 %
- Périodicité des échéances : annuelle
- Amortissement : constant
- Garantie : caution de la commune à hauteur de 80 %
- Commission d'engagement ; 0.10% du montant du prêt

Considérant l'Offre de financement, annexée à la présente délibération, d'un montant de 1 200 000,00 €, émise par la Banque Postale (ci-après « le Bénéficiaire ») et acceptée par PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT (ci-après « l'Emprunteur ») pour les besoins de Financement de l'achat foncier Monoprix et travaux de construction du futur cinéma, pour laquelle la commune de Grasse (ci-après « le Garant ») décide d'apporter son cautionnement, pour sûreté du remboursement et/ou du paiement de toutes sommes dues et/ou encourues par l'Emprunteur au titre des Obligations Garanties (telles que définies ci-dessous) (ci-après « la Garantie ») dans les termes et conditions fixées ci-dessous :

**Article 1er : Accord du Garant**
Le Garant accorde son cautionnement solidaire avec renonciation au bénéfice de discussion de l'article 2305 du Code civil et de division de l'article 2306 du Code civil, sans préjudice des limitations à la quotité garantie imposées par les articles précités du Code général des collectivités territoriales, pour le paiement et/ou le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80,00 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités (y compris de résiliation), frais et accessoires, présentes ou à venir, de quelque nature que ce soit, dues ou encoures par l'Emprunteur au titre du contrat de prêt à venir entre l'Emprunteur et le Bénéficiaire (ci-après « le Prêt ») (les « Obligations Garanties »).

L'offre de prêt est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Garant renonce également :

- à exercer toute action, tout recours (y compris en vertu de l'article 2308 du Code Civil) et tout droit (y compris de subrogation conventionnelle ou légale) qu'il pourrait avoir au titre de la Garantie à l'encontre de l'Emprunteur, avant d'avoir lui-même intégralement payé et/ou remboursé au Bénéficiaire la totalité des sommes dues au titre des Obligations Garanties et (ii) à se prévaloir du bénéfice de tout droit, garantie ou sûreté consentie au Bénéficiaire au titre des Obligations Garanties ; et

- au bénéfice de l'article 2320 alinéa 2 du Code civil et s'engage en conséquence à ne pas poursuivre l'Emprunteur en cas de prorogation du terme accordée par le Bénéficiaire sans le consentement du Garant.

**Article 2 : Déclaration du Garant**
Le Garant déclare que la Garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment celles relatives à la quotité garantie, à la division du risque et au partage du risque.

Dès lors qu'une option de passage à taux fixe figure dans l'offre de prêt, le Garant déclare avoir connaissance de la possibilité offerte à l'Emprunteur de demander le passage à taux fixe aux conditions indiquées dans l'offre de prêt et s'engage à maintenir la Garantie dans l'éventualité où l'Emprunteur ferait usage de cette faculté.

**Article 3 : Mise en garde**
Le Garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'étendue de son engagement au titre de la Garantie tel que décrit aux articles 1 et 4 du présent engagement et avoir reçu toutes les informations lui permettant de considérer que les Obligations Garanties ne sont pas inadaptées aux capacités de l'Emprunteur.

Il reconnait par ailleurs être pleinement averti du risque de non-remboursement du Prêt par l'Emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

**Article 4 : Appel de la Garantie**
En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, la Garantie pourra être mise en jeu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée par le Bénéficiaire au Garant.

Sans préjudice des dispositions de l'article [Communes L.2252-1, départements L.3231-4, régions L.4253-1] du Code général des collectivités territoriales, le Garant devra alors effectuer le versement, dans un délai maximum de deux jours ouvrés (définis comme les jours ouvrés où les banques sont ouvertes sur la place de Paris, France) à compter de la réception de la lettre visée à l'alinéa précédent du présent article, sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Bénéficiaire ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée du Prêt, à créer et à libérer, en cas de besoin, toutes les ressources nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la Garantie.

**Article 5 : Bénéfice de la Garantie**
Le Garant accepte expressément, et sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification, de maintenir la Garantie en cas de fusion, scission, apport partiel d'actifs (ou toute autre opération ayant un effet similaire) du Bénéficiaire avec toute autre personne morale, même si cela implique une modification de la forme juridique de l'une quelconque de ces entités ou la création d'une personne morale nouvelle.

La Garantie bénéficie au Bénéficiaire, ainsi qu'à tous ses éventuels cessionnaires, subrogés, successeurs ou ayants-cause. Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt bénéficiera de plein droit de la Garantie en lieu et place du Bénéficiaire cédant ou transférant, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

Dans l'hypothèse d'un transfert par voie de novation à un tiers de tout ou partie des droits et obligations du Bénéficiaire au titre du Prêt, le Garant accepte expressément que le bénéfice de la Garantie soit de plein droit transmis au nouveau créancier et maintenu à son profit, conformément aux dispositions de l'article 1334 du Code civil, sans qu'il soit besoin d'une quelconque notification.

**Article 6 : Durée**
La Garantie est accordée pour la durée du Prêt, jusqu'au complet paiement et/ou remboursement de toutes sommes dues et/ou encourues au titre des Obligations Garanties.

**Article 7 : Publication et transmission au contrôle de légalité de la Garantie**
Le Garant s'engage à effectuer les mesures de publicité et de transmission au contrôle de légalité requises par les articles L.2131-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à en justifier auprès du Bénéficiaire.

**Article 8 : Reprise du Contrat de Prêt conclu par le Concessionnaire**
Considérant la convention d'aménagement ou le traité de concession (ci-après « la Convention ») signée entre le Garant et l'Emprunteur, notamment les clauses portant sur les engagements de subrogation que l'Emprunteur accepte de réitérer au bénéfice de la Banque dans les termes et conditions fixés ci-dessous, le Garant s'engage, selon les termes et conditions de la Convention, à poursuivre l'exécution du Prêt en cas d'expiration de la Convention si le Prêt n'est pas arrivé à son terme.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_146-DE
Date de télétransmission : 24/09/2024
Date de réception préfecture : 24/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCORDER** la garantie d'emprunt de la ville de Grasse à hauteur de 80 % pour un montant de capital de 1 200 000,00 million euros au bénéfice de la SPL Pays de Grasse Développement ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 147 RENOUVELLEMENT URBAIN**
**CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE**
**PROROGATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE**
**ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 147**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# RENOUVELLEMENT URBAIN
# CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
# PROROGATION DE LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
# ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Par délibération n° 2023-227 du 5 décembre 2023, une avance de trésorerie était accordée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement au bénéfice de l'opération d'aménagement du quartier Martelly, dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement.
Compte tenu de l'avancée de l'opération, il est vous est proposé de proroger la convention et le délai de remboursement des fonds d'une année, soit du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT |
|---|---|---|
| DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES | 2745 Dépenses – 2745 Recettes | 3 000 000 € |

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2, 4°,

Vu l'article 17 de la concession d'aménagement, qui prévoit que la SPL Pays de Grasse Développement puisse solliciter la ville de Grasse pour des avances de trésorerie temporaires dans les conditions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant l'avance de la trésorerie et la convention annexée,

Vu le projet d'avenant de la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe,

Considérant que par délibération en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement du centre historique à la SPL Pays de Grasse Développement, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-147-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que l'avancée de l'opération aura des impacts sur la trésorerie de la Concession au-delà de la fin de l'exercice budgétaire 2024, notamment sur le premier trimestre 2025.

Considérant que le besoin estimé maximum de trésorerie reste fixé à 3 000 000 euros, il vous est proposé de proroger son délai de remboursement d'une année soit du 31/12/2024 au 31/12/2025 ;

Considérant que ce montant reste le plafond maximum de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versé à la SPL Pays de Grasse Développement,

Dans ce sens, le projet d'avenant de la convention d'avance de trésorerie soumis à l'approbation du Conseil Municipal modifie les articles 2, 3 et 5 de la convention initiale.

Cette avance étant budgétaire, les crédits sont inscrits à la Décision Budgétaire Modificative n° 2 sur le chapitre 27 en dépenses et en recettes (compte 2745) pour un montant de 3 000 000 €.

Par ailleurs, l'avance de trésorerie consentie par la ville de Grasse dans le cadre de la présente convention ne donnera toujours pas lieu à versement d'intérêts au profit de la ville de Grasse, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet d'avenant de convention d'avance temporaire de trésorerie ci-joint, modifiant notamment le délai de remboursement de l'avance du 31/12/2024 au 31/12/2025 ;
- **DIRE** que les crédits seront inscrits à la Décision Budgétaire Modificative sur le chapitre 27 en dépenses et en recettes (compte 2745) pour un montant de 3 000 000 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Pays de Grasse Développement ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 148 EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MODIFICATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 148**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL – MODIFICATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Après l'adoption du nouveau Cadre Général du Temps de Travail entré en vigueur le 1er janvier 2022, la Ville de Grasse entreprend d'y intégrer un dispositif assurant une compensation horaire de sujétions liées à l'occupation de certains emplois particulièrement exposés. A cette fin, une modification du Cadre Général du Temps de Travail est proposée à l'approbation des membres du Conseil Municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique, notamment son article L 611-2° ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°2021-2024 du 7 décembre 2021 portant approbation du nouveau Cadre Général du Temps de travail de la Ville de Grasse applicable à compter du 1er janvier 2022,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de l'Aménagement du Temps de Travail approuvé par la délibération n°2021-2024 du 7 décembre 2021, l'Autorité territoriale se réservait le droit d'étudier la possibilité d'introduire un dispositif de réduction de la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent dans le respect des règles légales applicables au temps de travail et notamment le décret 2001-623 du 12 juillet 2001,

Considérant la volonté de l'Autorité territoriale d'introduire un dispositif assurant une compensation horaire de sujétions liées à l'occupation de certains emplois particulièrement exposés,

Considérant que la méthode retenue consiste à octroyer aux agents de terrain de deux secteurs d'activité que sont la Vie Scolaire et la Police Municipale une réduction de la durée de service en contrepartie de l'occupation d'emplois comportant des contraintes ou des sujétions particulières et constituant des facteurs de risque.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-148-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que la pénibilité se caractérise par deux éléments constitutifs :
- une exposition du travailleur à un ou plusieurs facteurs professionnels susceptibles de laisser des traces durables, identifiables et irréversibles sur la santé ;
- ces facteurs de risque sont liés à des contraintes physiques marquées, un environnement physique agressifs, certains rythmes de travail.

Considérant que les agents concernés pourront bénéficier de réductions de la durée annuelle de service à hauteur de 35 heures sur la période de référence (année scolaire du 1er septembre au 31 août pour la Vie Scolaire et année civile du 1er janvier au 31 décembre pour la Police Municipale).

Considérant que ce dispositif permet de corriger les contraintes spécifiques pesant sur certains emplois et de procéder à une réduction des obligations de service.

Considérant qu'il convient de modifier le Cadre Général du Temps de Travail institué par la délibération n° 2021-2024 du 7 décembre 2021 afin d'y intégrer le dispositif susvisé.

Considérant que ce nouveau règlement entrera en vigueur le 1er octobre 2024.

Considérant que le nouveau dispositif introduit le sera pour une première phase d'expérimentation d'un an et fera l'objet d'une évaluation, afin d'en améliorer les modalités d'application et de proposer des évolutions, le cas échéant, après avis du Comité Social Territorial.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération n°2021-2024 du Conseil Municipal du 7 décembre 2021 instituant le nouveau Cadre Général du Temps de Travail à la Ville de Grasse ;

- **APPROUVER** les modalités du nouveau Cadre Général du Temps de Travail modifié et autoriser son entrée en vigueur au 1er octobre 2024 ;

- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération et ses annexes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 149 GUIDE CONGES ET ABSENCES**
**FIXATION DE LA NATURE ET DE LA DUREE**
**DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**2024 - 149**

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**GUIDE CONGES ET ABSENCES**
**FIXATION DE LA NATURE ET DE LA DUREE DES AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le législateur a instauré des autorisations spéciales d'absences liées à certains évènements familiaux, de la vie courante et des motifs civiques. En l'absence de parution du décret d'application, il appartient aux collectivités territoriales de définir par délibération, après avis du Comité Social Territorial, le régime de ces autorisations.
A cette fin, un guide des congés et absences est proposé à l'approbation des membres du Conseil Municipal afin d'établir la liste des autorisations spéciales d'absence et d'informer les agents de la collectivité sur les congés et absences pouvant être accordées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique, notamment ses articles L 622-1 à L 622-7 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 17 septembre 2024 ;

Considérant qu'il appartient à chaque employeur territorial de fixer son propre régime d'autorisations spéciales d'absence ;

Considérant que la collectivité a souhaité, afin de se conformer à cette obligation, de se doter d'un Guide « congés et absences » remplissant le double objectif de dresser la liste des autorisations spéciales d'absence susceptibles d'être accordées sous réserve des nécessités de service et de constituer un outil d'information des agents de la collectivité ;

Considérant que ce Guide « congés et absences » entrera en vigueur le 1er janvier 2025.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-149-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les modalités du Guide « congés et absences » et autoriser son entrée en vigueur au 1er janvier 2025 ;

- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées par la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 150 RESSOURCES HUMAINES**
**MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX DES SERVICES JEUNESSE ET VIE SCOLAIRE AU DELEGATAIRE « ASSOCIATION INSTITUT DE FORMATION, D'ANIMATION ET DE CONSEIL »**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 150**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**RESSOURCES HUMAINES**
**MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX DU SERVICE JEUNESSE AU DÉLÉGATAIRE « ASSOCIATION INSTITUT DE FORMATION, D'ANIMATION ET DE CONSEIL »**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la restructuration de l'offre de la commune en matière d'accueil de loisirs péri et extrascolaire la commune a retenu, à l'issue d'une procédure de consultation lancée sur le fondement de l'article L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux délégations de service public, du lot n°1 relatif à la délégation de service « Service d'accueil de loisirs sur temps périscolaire et extrascolaire en maternelle et élémentaire », l'Association Institut de Formation, d'Animation et de Conseil, ci-après désigné IFAC, comme délégataire du service public.

Ainsi, et afin d'accompagner le déploiement de cette délégation de service public, la commune envisage la mise à disposition de quatre fonctionnaires territoriaux à temps non complet du service Jeunesse au profit du délégataire IFAC.

Le présent rapport a pour objet le projet de convention de mise à disposition de quatre fonctionnaires territoriaux du service Jeunesse de la Ville de Grasse au profit du délégataire IFAC.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Direction des ressources humaines | / | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L.512-6 à L.512-17 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu l'accord des agents concernés recueillis préalablement ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 17 septembre 2024 ;

Considérant que, conformément à l'article 1 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition, l'assemblée délibérante doit être informée préalablement de la mise à disposition d'agents faisant partie des effectifs de la Ville,

Considérant que la mise à disposition est une modalité particulière de la position d'activité d'un fonctionnaire, définie par l'article L. 512-6 du Code Général de la Fonction Publique comme « la situation du fonctionnaire réputé occuper son emploi qui, demeurant dans son corps ou son cadre d'emplois d'origine, continue à percevoir la rémunération correspondante mais exerce ses fonctions hors de l'administration où il a vocation à servir ».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-150-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que la mise à disposition ne peut avoir lieu qu'avec l'accord obligatoire des fonctionnaires et doit être prévue par une convention conclue entre l'administration d'origine et l'organisme d'accueil.

Considérant que cette mise à disposition donnera lieu au remboursement par le délégataire IFAC du montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par Ville de Grasse dans les conditions définies par la convention de mise à disposition ;

Considérant que cette mise à disposition entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2024 ;

Considérant qu'il est proposé à l'Assemblée Délibérante d'approuver la Convention de mise à disposition de quatre fonctionnaires territoriaux du service Jeunesse de la Ville de Grasse au profit du délégataire IFAC selon les clauses et conditions énumérées au projet de convention joint en annexe de la présente délibération.

Considérant l'intérêt de rationalisation et d'optimisation des ressources que revêt cette mise à disposition,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la Convention de mise à disposition de fonctionnaires territoriaux du service Jeunesse de la ville de Grasse au profit du délégataire IFAC ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ces derniers ne dénatureraient pas la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-151-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 151 CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-151-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-151-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 151**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet la suppression et création de postes en raison des réaménagements nécessaires au bon fonctionnement des services.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| RESSOURCES HUMAINES | CHAPITRE 012 | |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des actualisations consécutives aux mouvements internes relatifs à l'organisation des services ainsi qu'à l'évolution des besoins de la collectivité,

Il apparait nécessaire de procéder aux ajustements suivants sur les tableaux des emplois :

- Création d'un poste d'inspecteur de salubrité lutte contre l'habitat indigne à temps complet, au sein du service communal d'hygiène et de santé. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des techniciens territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique B.
  Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.
  S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Création d'un poste de chargé de mission à temps complet, au sein du service des relations internationales. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux ou attachés territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique B ou A.
  Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.
  S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Création d'un poste d'assistante administrative à temps complet au sein du service des espaces verts. Cet emploi sera pourvu en interne par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-151-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Suppression/modification d'un poste à temps complet d'agent d'entretien des écoles de la brigade de remplacement au sein du service vie scolaire, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 30.50 heures, d'agent d'entretien des écoles de la brigade de remplacement au sein du service vie scolaire. Ces emplois seront occupés par des fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique C.
  Ces postes donneront lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.
  S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application de l'article L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps complet à l'école maternelle Henri Wallon, relevant des cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM.
- Création/modification d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles à temps complet à l'école maternelle de Saint Mathieu. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM relevant de la catégorie hiérarchique C.
  Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.
  S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application de l'article L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 7 heures, de professeur de formation musicale au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 9 heures, de professeur de formation musicale au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 8 heures, d'intervenant en milieu scolaire au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 10 heures, d'intervenant en milieu scolaire au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps non complet, soit 8 heures, de professeur de violoncelle au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Création/modification d'un poste à temps non complet, soit 9 heures et 30 minutes, de professeur de violoncelle au sein du Conservatoire, relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de responsable de la communication au sein du service communication, relevant des cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux ou attachés territoriaux.
- Création/modification d'un poste à temps complet de chargé de communication au sein du service communication, relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé des expositions au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints du patrimoine ou assistants de conservation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-151-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Création/modification d'un poste à temps complet de responsable pôle arts chargé des expositions au sein du service bibliothèque et médiathèques. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant aux cadres d'emplois des assistants territoriaux de conservation relevant de la catégorie hiérarchique B.
  Ce poste donnera lieu à un appel à candidature interne et externe par le biais du Centre de gestion des Alpes-Maritimes.
  S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir une candidature d'agent titulaire, alors il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application des articles L 332-8 et L 332-14 du Code Général de la fonction publique.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé d'action culturelle au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine ou assistants territoriaux de conservation.
- Création/modification d'un poste à temps complet de chargé de bibliothèque lecture publique loisirs et savoirs au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine.
- Suppression/modification d'un poste à temps complet de chargé d'accueil au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadres d'emplois de catégorie C des filières culturelle et administrative.
- Création/modification d'un poste à temps complet de coordination accueil au sein du service bibliothèque et médiathèques, relevant des cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou adjoints territoriaux du patrimoine.
- Suppression de trois postes d'ATSEM à temps complet, relevant des cadres d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ou des ATSEM, suite à des fermetures de classe.
- Suppression d'un poste d'agent d'entretien des écoles à temps non complet, soit 25,86 heures, relevant du grade des adjoints techniques territoriaux.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les suppressions, créations et modifications de postes ;
- **DIRE** que les crédits sont inscrits aux budgets 2024 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_152-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 152 COMMANDE PUBLIQUE**
**PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES**
**DURANT LA PERIODE DE JUIN A AOUT 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_152-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024_152-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 152**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**COMMANDE PUBLIQUE**
**PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PERIODE DE JUIN A AOÛT 2024**

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**
En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de juin à août 2024, dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DGST / Service de la Commande publique et des Achats | / | / |

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal et ce pendant toute la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), Monsieur le Maire doit rendre compte au Conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du conseil municipal la liste globale des marchés notifiés pendant la période de juin à août 2024 (liste ci-jointe).

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-153-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 153 AMENAGEMENTS DE VOIRIE – ROUTE DE DRAGUIGNAN**
**ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION EY N° 695**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-153-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-153-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 153**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**AMENAGEMENTS DE VOIRIE – ROUTE DE DRAGUIGNAN**
**ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION EY N° 695**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Dans le cadre d'un projet d'aménagement de voirie le long de la route de Draguignan, la commune de Grasse souhaite réaliser un cheminement piéton sécurisé.
La réalisation dudit projet nécessite le transfert de propriété au profit de la Commune d'une portion de terrain, d'une superficie de 20 m², cadastrée section EY n° 695, appartenant à Madame et Monsieur [redacted]

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | DEPENSES | 1 € |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que la Commune de Grasse poursuit actuellement un projet d'aménagement de voirie le long de la route de Draguignan, à savoir la création d'un cheminement piéton sécurisé,

Considérant que ces aménagements de voirie ont pour objectif de sécuriser la circulation routière sur cet axe très fréquenté,

Considérant que la parcelle cadastrée section EY n° 695, d'une superficie de 20 m², sise 19 route de Draguignan, appartenant à des propriétaires privés, est située dans l'emprise du projet d'aménagement de voirie,

Considérant que les propriétaires, Monsieur [redacted] et Madame [redacted], ont donné leur accord pour céder à l'euro symbolique ladite parcelle au profit de la commune de Grasse,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le principe de l'acquisition à l'euro symbolique par la commune de Grasse de la parcelle cadastrée Section EY n° 695, d'une superficie cadastrale de 20 m², sise 19 route de Draguignan à Grasse, appartenant à Monsieur [redacted] et Madame [redacted];

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-153-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe Morel, Adjoint délégué, à signer pour le compte de la commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment l'acte authentique correspondant, ainsi que tous les actes préparatoires afférents ;

- **DIRE** que les crédits inhérents à cet acte sont inscrits au budget de la commune, qui présente les disponibilités nécessaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivi des signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-154-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 154 AMENAGEMENTS DE VOIRIE – CHEMIN DE CANTE PERDRIX**
**ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION BS N° 592**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-154-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-154-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 154**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**AMENAGEMENTS DE VOIRIE - CHEMIN DE CANTE PERDRIX**
**ACQUISITION PAR LA COMMUNE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION BS N° 592**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La commune de Grasse a entrepris la réalisation de travaux d'aménagements de voirie le long du chemin de Cante Perdrix, lesquels travaux ont empiété sur la propriété bâtie cadastrée section BS n° 240, appartenant à Monsieur [redacted] et Madame [redacted].
Il convient donc de procéder à l'acquisition par la commune de Grasse de ladite portion de parcelle, cadastrée section BS n° 592, d'une superficie de 101 m², issue de la parcelle cadastrée section BS n° 240, appartenant à des propriétaires privés.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE | DEPENSES | 10 000 € |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'estimation du Pôle d'évaluation domaniale n° 2024-06069-36314 en date du 4 juin 2024,

Considérant que la Commune de Grasse a réalisé des aménagements de voirie le long du chemin de Cante Perdrix,

Considérant que lors de ces travaux, les aménagements réalisés ont empiété sur la propriété privée bâtie cadastrée section BS n° 240, sise 21 chemin de Cante Perdrix à Grasse,

Considérant que Monsieur [redacted] et Madame [redacted] propriétaires de ladite parcelle, ont sollicité la commune de Grasse afin de procéder à la cession de la portion de parcelle correspondant aux aménagements réalisés, conformément aux dispositions de leur acte d'acquisition en date du 18 juillet 2022,

Considérant l'accord de ces derniers pour céder la parcelle cadastrée section BS n° 592, d'une superficie de 101 m², issue de la parcelle cadastrée section BS n° 240, au prix de 10 000 euros (*dix mille euros)*, montant compatible avec l'estimation du Pôle d'évaluation domaniale,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-154-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le principe de l'acquisition par la commune de Grasse de la parcelle cadastrée Section BS n° 592, d'une superficie cadastrale de 101 m², sise 21 chemin de Cante Perdrix à Grasse, appartenant à Monsieur [redacted] et Madame [redacted], moyennant le prix de vente de 10 000 euros (*dix mille euros*) ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe Morel, Adjoint délégué, à signer pour le compte de la commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment l'acte authentique correspondant, ainsi que tous les actes préparatoires afférents ;

- **DIRE** que les crédits inhérents à cet acte sont inscrits au budget de la commune, qui présente les disponibilités nécessaires.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-155-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 155 CONVENTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-155-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-155-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 155**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# CONVENTIONS RELATIVES A L'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La présente délibération a pour objet la signature des conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) avec les bailleurs sociaux opérant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT H.T. |
|---|---|---|
| JURIDIQUE/FINANCES | | |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et notamment son article 73,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29, L.2122-21 et L.5216-5,

Vu le Code général des impôts et notamment son article 1388 bis,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Considérant que le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 classe les quartiers du Grand Centre de Grasse et des Fleurs de Grasse comme quartiers prioritaires de la politique de ville.

Considérant que la loi de finances pour l'année 2024 prévoit la reconduction du dispositif d'abattement de la TFPB au bénéfice des bailleurs sociaux opérant au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville pour la période 2025-2030.

Considérant que la loi de finances pour l'année 2024 conditionne la mise en œuvre de cet abattement à la signature par ces bailleurs sociaux d'une convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

Considérant que les bailleurs sociaux concernés sont BATIGERES, 3FSUD, CDC HABITAT, CDC HABITAT ADOMA, COTE D'AZUR HABITAT, ERILIA (ex LOGIREM) et VILOGIA.

Considérant que la CAPG est l'autorité compétente de plein droit en matière de politique de la ville.

Il convient de procéder à la signature de conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB avec la CAPG et chaque bailleur social opérant au sein des quartiers du Grand Centre de Grasse et des Fleurs de Grasse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-155-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature des conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et les bailleurs sociaux opérant au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

- **APPROUVER** les projets de conventions annexés à la présente délibération ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à assurer la bonne exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 38 voix pour et 4 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame Noura Mékia ADDAD (2 voix).

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-156-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 156 RENOUVELLEMENT URBAIN**
**OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES,**
**DES DEVANTURES COMMERCIALES ET DES VOLETS SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE**
**EXTENSION DU PERIMETRE DES FACADES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-156-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-156-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 156**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# RENOUVELLEMENT URBAIN
# OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES, DES DEVANTURES COMMERCIALES ET DES VOLETS SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE
# EXTENSION DU PERIMETRE DES FAÇADES

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades, de restauration des portes anciennes et des portes de garage sur le secteur sauvegardé, ainsi que pour des travaux d'amélioration des devantures commerciales.

Il vous est proposé de délibérer sur la modification du périmètre de rénovation des façades pour y inclure un immeuble situé rue des Augustins.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | INVESTISSEMENTS | |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Dans le cadre de la politique de Rénovation Urbaine, la ville de Grasse a souhaité, dès 2015, soutenir différentes actions sur le centre historique, classé Site Patrimonial Remarquable (anciennement secteur sauvegardé) :

- Pour les propriétaires qui réaliseraient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades sur le périmètre du centre historique,
- Pour les exploitants de commerce qui réaliseraient des travaux d'amélioration de leurs devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola,
- Pour les copropriétés qui restaureraient leurs portes, mascarons et heurtoirs dans le centre historique de Grasse.

Ces soutiens de la part de la commune ont pour objectifs :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de donner une continuité linéaire de vitrines et de façades réhabilitées,
- de valoriser les entrées de ville, mais aussi de créer le lien entre les parties attractives et celles en devenir.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 lançant l'opération Façades et déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola, et les délibérations successives d'élargissement de périmètre.

Vu la délibération n° 2020-202 du Conseil Municipal du 8 décembre 2020 qui a prolongé l'opération Façades, Devantures et Portes jusqu'en 2025. La ville de Grasse a ainsi souhaité continuer à s'appuyer sur les services de la SPL Pays de Grasse Développement dans le cadre d'une mission de prestation de service pour l'animation et le pilotage de ces opérations (constitution des dossiers techniques et financiers, demandes de subventions aux partenaires, ...) du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-156-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Vu la délibération n° 2021-208 du Conseil Municipal du 7 décembre 2021 qui a approuvé l'extension du périmètre du dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeuble à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon.

Vu la délibération n° 2022-110 du Conseil Municipal du 28 juin 2022 qui a approuvé le subventionnement des devantures commerciales, dès lors qu'elles sont intégrées dans un projet de ravalement de façade, la modification de la liste des bénéficiaires des subventions municipales afin d'en exclure les bailleurs sociaux et enfin, l'ajout des portes de garage au dispositif des portes d'entrée et l'augmentation de la subvention maximale à 700 euros.

Vu la délibération n° 2023-82 du Conseil Municipal du 4 juillet 2023 qui a approuvé l'ajout d'une subvention volets pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020, pour un montant de 180 euros maximum par paire de volets et la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des travaux d'office, confiée à la SPL Pays de Grasse Développement pour la durée de l'opération.

Vu la délibération n° 2023-164 du Conseil Municipal du 26 septembre 2023 qui a approuvé l'extension du périmètre de l'opération façades.

Vu la délibération n° 2023- 215 du Conseil Municipal du 7 novembre 2023 qui a approuvé l'extension du périmètre de l'opération devanture commerciale entre la porte neuve et le secteur du Barri.

Vu la délibération n° 2023- 236 du Conseil Municipal du 5 décembre 2023 qui a abrogé la délibération du Conseil Municipal n° 2023-082 du 4 juillet 2023 relative aux subventions attribuées pour les volets.

Vu la délibération n° 2023- 236 du Conseil Municipal du 5 décembre 2023 qui a approuvé la création d'un « plan volet » pour un montant maximal de subvention de 1 000 € par paire de volets en bois.

Vu la délibération n° 2024- 17 du Conseil Municipal du 20 février 2024 qui a approuvé la modification des modalités d'attribution et de versement de la subvention « plan volet ».

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :

- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 3 000 euros.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera 40 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à la surface maximale de 120 m² et selon l'état de dégradation de la façade, à 135 €/m² pour un badigeon simple, 204 €/m² pour un décroûtage partiel et 265 €/m² pour un décroûtage total, avec une mission de maîtrise d'œuvre complète obligatoire subventionnée à 40 %, plafonnée à 9 % du montant des travaux subventionnables HT.

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles et des portes de garage sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé et la totalité du boulevard du Jeu de Ballon : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 700 euros.

- Pour la restauration des volets : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 2 000 euros par paire de volets.

Bien que faisant partie du centre ancien, l'immeuble cadastré BH10 sis 7 rue des Augustins est exclu du périmètre du secteur sauvegardé. De ce fait, cette copropriété ne peut prétendre au bénéfice du dispositif des aides municipales pour les travaux de ravalement des façades côté rue des Augustins.
Aussi, dans la perspective de valoriser la totalité du patrimoine immobilier situé dans le Centre Historique, permettant ainsi de créer une continuité de l'opération façades en cours, il est proposé d'étendre le dispositif d'aides à ladite parcelle cadastrale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-156-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'extension du périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades côté rue des Augustins à l'immeuble cadastré BH 10.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant l'article L 2131-1
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 157 RENOUVELLEMENT URBAIN**
**OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES DES DEVANTURES COMMERCIALES ET DES VOLETS SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE**
**VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 157**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**RENOUVELLEMENT URBAIN**
**OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES, DES DEVANTURES COMMERCIALES ET DES VOLETS SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE**
**VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de ravalement des façades, de restauration des portes anciennes et des portes de garage dans le secteur sauvegardé, ainsi que pour les volets et les devantures commerciales en secteur sauvegardé.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer sur le versement des subventions municipales correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C |
|---|---|---|
| PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT | DEPENSES | **+ 150 631,74 €** |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 déterminant de nouvelles règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 élargissant le périmètre de l'opération façades aux principales rues du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018 élargissant le périmètre de l'opération façades à l'ensemble du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et place aux Aires) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 décembre 2021 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeubles à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 ajoutant les portes de garage au dispositif d'aides « Portes d'entrée » et augmentant la subvention « Portes » à 700 euros maximum ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces à tout le secteur sauvegardé, dès lors que des travaux de ravalement de façades sont entrepris par la copropriété ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2023 ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 180 euros maximum par paire de volets, uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades aux immeubles cadastrés BH3, BH4, BH5, BH6, BH7, BH8, BH9 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces du secteur Barri/Porte Neuve ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 précisant les modalités de versement et d'annulation des subventions municipales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023 annulant les dispositions prises en délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2023, ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 180 euros maximum par paire de volets, uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023 ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 1 000 euros maximum par paire de volets en bois pour les immeubles dont les façades sont en bon état et dès lors que la totalité des volets de l'immeuble est à restaurer ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 février 2024 modifiant les conditions d'attribution et les modalités de versement de la subvention « Volets » ;

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :

- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 3 000 euros.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera 40 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à la surface maximale de 120 m² et selon l'état de dégradation de la façade, à 135 €/m² pour un badigeon simple, 204 €/m² pour un décroûtage partiel et 265 €/m² pour un décroûtage total, avec une mission de maîtrise d'œuvre complète obligatoire subventionnée à 40 %, plafonnée à 9 % du montant des travaux subventionnables HT.

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles et des portes de garage sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé et la totalité du boulevard du Jeu de Ballon : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 700 euros.

- Pour la restauration des volets : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 2 000 euros par paire de volets.

Considérant que le versement des subventions est conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France ;

Les subventions seront versées sur présentation des factures acquittées des entreprises et de la maîtrise d'œuvre.
Sur la base des factures acquittées réceptionnées, la SPL Pays de Grasse Développement contrôle et recalcule si nécessaire le montant de la subvention à verser :

- si le montant des travaux facturés correspond aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé ;
- si le montant des travaux facturés est inférieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention sera recalculé à la baisse, sur le mode de calcul prévu par la DCM cadre ;
- si le montant des travaux facturés est supérieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le délai de versement des subventions est corrélé au délai de validité de l'autorisation d'urbanisme, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée.

Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, sont détaillés ci-après :

- **Façades 1 rue de l'Oratoire- 06130 GRASSE**
  Demandeur : Foncia Sogica, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 1 rue de l'Oratoire
  - Montant travaux : 51.981,05 €
  - Subvention travaux façade sud-est : 4 028,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 362,52 €
  - Subvention travaux façade nord-est : 9 443,41 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 849,91 €
  - Subvention travaux façades nord-ouest : 5 453,36 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 490,80 €

  **Subvention totale façades : 20 628,01 €**

- **Façade 2 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : SCI LEVA, propriétaire unique
  - Montant travaux : 29 720 €
  - Subvention travaux façade rue des Moulinets : 9 792,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 881,00 €

  **Subvention totale façade : 10 673,00 €**

- **Volets 2 rue du Thouron - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Jean-Louis Paumond, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 2 rue du Thouron
  - Montant travaux : 20 803 €
  - Subvention 15 paires de volets : 9 134,00 €

  **Subvention totale volets : 9 134,00 €**

- **Porte 4 place César Ossola - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : copropriété du 4 place César Ossola
  Montant travaux : 4 300,00 €

  **Subvention porte : 700,00 €**

- **Façades 4 passage Vauban - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Alexandre BOUGUEREAU, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 4 passage Vauban
  - Montant travaux : 38 392,43 €
  - Subvention travaux façade principale : 9 242,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 832,00 €
  - Subvention travaux façade cage escalier : 2 317,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 209,00 €
  - Subvention travaux pignon : 1 120,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 101,00 €

  **Subvention totale façades : 13 821,00 €**

- **Devanture commerciale 8/10 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : SOLEAL, exploitant
  Enseigne : Atelier Blanc
  - Montant travaux : 3 850,00 €
  - Subvention travaux devanture commerciale : 1 925,00 €

  **Subvention totale devanture commerciale : 1 925,00 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **Devanture commerciale 16 rue de l'Oratoire - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : ACRI-ST, propriétaire et exploitant
  Montant travaux : 22 329,00 €
  - Subvention travaux devanture commerciale : 3 000,00 €

  **Subvention totale devanture commerciale : 3 000,00 €**

- **Façades 17 rue Amiral de Grasse - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet Roulland, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 17 rue Amiral de Grasse
  - Montant travaux : 50 237,15 €
  - Subvention travaux façades rue Amiral de Grasse : 33 307,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 1 199,00 €
  - Subvention travaux façade rue des Augustins : 16 930,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 609,00 €

  **Subvention totale façade : 21 903,00 €**

- **Devanture commerciale 18 rue de l'Oratoire - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : ACRI-ST, propriétaire et exploitant
  Montant travaux : 12 052,00 €
  - Subvention travaux devanture commerciale : 3 000,00 €

  **Subvention totale devanture commerciale : 3 000,00 €**

- **Façades 24 rue Amiral de Grasse- 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet Roulland, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 24 rue Amiral de Grasse
  - Montant travaux : 47 282,50 €
  - Subvention travaux façade rue Amiral de Grasse : 10 494,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 944,00 €

  **Subvention totale façade : 11 438,00 €**

- **Façades 28-30 rue Tracastel - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Nicole Schmidt, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 28-30 rue Tracastel
  - Montant travaux : 73 157,88 €
  - Subvention travaux façades sud-ouest : 10 527,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 947,00 €
  - Subvention travaux façade sud-est : 5 556,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 500,00 €

  **Subvention totale façades : 17 530,00 €**

- **Façade 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  - Montant travaux : 96,192,97 €
  - Subvention travaux façade Aires : 9 057,60 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 815,18 €
  - Subvention travaux façades Maximin Isnard : 6 731,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 605,79 €
  - Subvention travaux façades courette : 11 580,40 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 1 042,24 €
  - Subvention travaux façade coursive : 4 381,21 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 394,31 €
  - Subvention travaux façade toiture : 800,00 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 72,00 €

  **Subvention totale façades : 35 479,73 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **Porte d'entrée 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  - Montant travaux : 2 720,00 €
  - Subvention travaux : 700 €

  **Subvention totale porte d'entrée : 700,00 €**

- **Porte de garage 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  - Montant travaux : 6 550,00 €
  - Subvention travaux : 700 €

  **Subvention totale porte de garage : 700,00 €**

La commission Equipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessous, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville :

- **Façades 1 rue de l'Oratoire- 06130 GRASSE**
  Demandeur : Foncia Sogica, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 1 rue de l'Oratoire
  **Subvention totale façades : 20 628,01 €**

- **Façade 2 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : SCI LEVA, propriétaire unique
  **Subvention totale façade : 10 673,00 €**

- **Volets 2 rue du Thouron - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Jean-Louis Paumond, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 2 rue du Thouron
  **Subvention totale volets : 9 134,00 €**

- **Porte 4 place César Ossola - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : Copropriété du 4 place César Ossola
  **Subvention porte : 700,00 €**

- **Façade 4 passage Vauban - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Alexandre BOUGUEREAU, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 4 passage Vauban
  **Subvention totale façades : 13 821,00 €**

- **Devanture commerciale 8/10 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : SOLEAL, exploitant
  **Subvention totale devanture commerciale : 1 925,00 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-157-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **Devanture commerciale 16 rue de l'Oratoire - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : ACRI-ST, propriétaire
  **Subvention totale devanture commerciale : 3 000,00 €**

- **Façades 17 rue Amiral de Grasse - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet Roulland, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 17 rue Amiral de Grasse
  **Subvention totale façades : 21 903,00 €**

- **Devanture commerciale 18 rue de l'Oratoire - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : ACRI-ST, propriétaire
  **Subvention totale devanture commerciale : 3 000,00 €**

- **Façades 24 rue Amiral de Grasse- 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet Roulland, syndic professionnel
  Bénéficiaire : Copropriété du 24 rue Amiral de Grasse
  **Subvention totale façade : 11 438,00 €**

- **Façades 28-30 rue Tracastel - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Nicole Schmidt, syndic bénévole
  Bénéficiaire : Copropriété du 28-30 rue Tracastel
  **Subvention totale façades : 17 530,00 €**

- **Façade 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  **Subvention totale façades : 35 479,73 €**

- **Porte d'entrée 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  **Subvention totale porte d'entrée : 700,00 €**

- **Porte de garage 41 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur et bénéficiaire : COMPAGNIE IMMOBILIERE DE RESTAURATION C.I.R, propriétaire unique
  **Subvention totale porte de garage : 700,00 €**

- **DIRE** que les montants précités seront imputés au budget communal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-158-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 158 PLAN DE TRANSFORMATION DES ZONES COMMERCIALES CONTRAT DE SUBVENTIONS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-158-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-158-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 158**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**PLAN DE TRANSFORMATION DES ZONES COMMERCIALES**
**CONTRAT DE SUBVENTIONS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le conseil municipal doit délibérer sur la signature du contrat de subventions relatif au plan de transformation des zones commerciales dont la ville a été désignée lauréate en 2024. Dans un souci de limiter l'étalement urbain, de renouveler le tissu économique de la ville de Grasse, mais aussi afin de renforcer la dynamique grand centre initiée depuis une dizaine d'année avec les politiques publiques d''aménagement (PRU, NPNRU, ACV, Contrat de Ville) et de favoriser l'initiative privé sur le renouvellement du quartier de la gare, la ville et ses partenaires communautaires, souhaitent se doter d'une vision à moyen terme des possibilités d'amélioration urbaine, architecturale, paysagère et fonctionnelles de la zone de la Marigarde.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| Action Cœur de Ville | RECETTES | 75 000 € |

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu les articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

Vu le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2023/1315 de la Commission du 23 juin 2023 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 1231-2 relatif aux missions de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la convention du 17 mai 2023 entre la Direction Générale des Entreprises et l'Agence nationale de la cohésion des territoires et son avenant n° 1 signé le 18 décembre 2023 ;

Vu la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville 2 (2022-2026) et plus particulièrement la fiche action 2.6 « Donner un nouvel horizon à la zone d'activité de la Marigarde »

Considérant que dans un souci de sobriété foncière de renouveler le tissu économique de la ville de Grasse afin de favoriser l'attractivité du territoire, tout en renforçant la dynamique « grand centre » initiée depuis une dizaine d'année avec les politiques publiques d''aménagement (PRU, NPNRU, ACV, Contrat de Ville, territoire d'industrie) et de favoriser l'initiative privé sur le renouvellement du quartier de la gare, la ville et ses partenaires communautaires souhaitent se doter d'une vision à moyen terme des possibilités d'amélioration urbaine, architecturale, paysagère et fonctionnelles de la zone de la Marigarde.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-158-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que la ville de Grasse s''est portée candidate de l'appel à projet relatif à la transformation des zones commerciales piloté par l'Agence Nationale de Cohésion des territoires (ANCT), dans le cadre de sa politique communale de sobriété foncière et d'attractivité commerciale de son territoire ;

Considérant que les objectifs attendus par l'accompagnement en ingénierie seront de définir un programme permettant d'amorcer la recomposition du secteur "carré-Marigarde" notamment par :
- Une diversification des fonctions urbaines, mixité verticale
- Un équilibre économique des opérations de restructuration,
- Un décloisonnement des unités foncières commerciales et économiques pour favoriser la perméabilité des déplacements piétons et vélos
- Une meilleure intégration des constructions et des abords des voies structurantes dans le paysage urbain.
- La désimperméabilisation des espaces non essentiels aux fonctions de desserte et d'activités et le renforcement de la trame verte et bleue par une végétalisation d'espaces proches du vallon Rastigny et de valorisation du canal de la Siagne qui serpente la zone d'activité.

Considérant que la commune ayant été désignée lauréate, elle a sollicité le concours du dispositif de Transformation des Zones Commerciales dans le cadre de ses dépenses d'ingénierie, préalables à la réalisation du projet de requalification d'ensemble de la zone identifiée, à savoir le secteur Carré - Marigarde, à l'est du secteur Gare, couvrant environ 12 ha.

Considérant que le montant de l'aide envisagée s'élève à 75 000 € et qu'il convient dès lors de signer avec l'ANCT le contrat précisant les conditions et modalités d'intervention du fonds de Transformation des Zones Commerciales, au titre de l'ingénierie de projet nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions permettant la requalification d'ensemble de la zone concernée.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes du contrat de subventions relatif au plan de transformation des zones commerciales annexé à la présente délibération ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ledit contrat, ainsi que toute pièce de nature administrative, technique et/ou financière nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-159-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 159 FESTIVITES NOEL 2024**
**ADOPTION DES TARIFS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-159-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-159-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 159**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**FESTIVITES NOEL 2024**
**ADOPTION DES TARIFS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil Municipal l'adoption d'une tarification concernant la location de chalets, stands et food trucks lors du marché de Noël et autour de la patinoire pendant les festivités de fin d'année 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| EVENEMENTIEL | RECETTES ESTIMATION | 13 000 € |

Madame Aline BOURDAIRE expose :

Considérant que la ville de Grasse organise au mois de décembre 2024 les festivités de fin d'année.

A cette occasion :

- Un marché de Noël se tiendra du 13 au 15 décembre 2024 sur le Cours Honoré Cresp ;
- Une patinoire sera installée sur le Cours Honoré Cresp avec à proximité, des commerces de bouche et des chalets de vente d'accessoires pour la pratique du patin à glace, du 20 décembre 2024 au 5 janvier 2025. La patinoire sera accessible à partir de 3 ans accompagné d'un adulte.

Considérant qu'un règlement du Marché de Noël est proposé à cet effet et qu'il sera demandé aux exposants de remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public avec une attestation d'assurance en cours de validité, conformément au modèle joint à la présente délibération.

Considérant qu'il convient de voter une tarification, qui permettra aux régies municipales compétentes de la ville de Grasse d'encaisser les recettes générées par cette occupation du domaine public.

Considérant qu'afin d'éviter les désistements de dernière minute concernant les espaces alloués sur l'esplanade du Cours Honoré Cresp, un chèque de caution de 100 € sera exigé auprès des exposants souhaitant disposer d'un chalet.

Considérant qu'afin de rester attractif, il est proposé comme tarification :

1- **<u>Marché de Noël du 13 décembre 2024 au 15 décembre 2024</u>**
   - Pour les chalets du Marché de Noël, de 3 x 2,40 m soit un espace commercial de 7,20 m² : base forfaitaire de 200 € (deux cent euros) TTC (électricité comprise) pour les 3 jours.
   - Pour les stands (sans mise à disposition de chalet), soit un espace de 4 mètres : base forfaitaire de 110 € TTC (cent dix euros) pour les 3 jours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-159-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

2- **Occupation du 20 décembre 2024 au 5 janvier 2025,** à proximité de la patinoire installée durant la période des vacances scolaires
   - Espaces pour installation de stands, chalet et Food truck, soit 7,20 m² - Tarif de 20 € (vingt euros) TTC (électricité comprise) par jour de présence.

Considérant que les recettes générées par la manifestation seront encaissées via les régies municipales compétentes.

Considérant qu'il pourra être proposé des mises à disposition gracieuses pour certains partenaires (associations, exposants, fournisseurs, presse, administration publique...) ayant collaboré étroitement à l'organisation de cette manifestation. Ils pourront bénéficier d'un emplacement gracieux sous forme de stand ou d'un espace dédié. Il leur sera néanmoins demandé de remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public avec une attestation d'assurance.

Considérant que si le Marché de Noël devait être annulé du fait de l'organisateur, les fonds seraient intégralement remboursés sans intérêt.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les tarifs suivants :

  1/ DROITS D'ENTREE PATINOIRE
   - Entrée tarif normal 3 € TTC
   - Gratuité sur présentation d'un carton d'invitation de la ville de Grasse

  2/ OCCUPATION COMMERCIALE DU DOMAINE PUBLIC
   - Marché de Noël du 13 décembre 2024 au 15 décembre 2024
   - Tarif espace commercial / food trucks de 7,20 m² -chalet de 3 x 2,40 **Forfait 200 € TTC / pour 3 jours (électricité comprise)**
   - Tarif espace commercial, hors chalet **Forfait 110 € TTC / pour 3 jours**
   - Stand commercial / food truck / chalet, Cours Honoré Cresp du 20 décembre 2024 au 5 janvier 2025 (Électricité comprise) **20 € TTC / jour.**
   - Caution pour réservation espace commercial : **100 € TTC.**
   - Gratuité d'occupation du domaine public pour les partenaires ayant collaboré étroitement à la manifestation.

- **VALIDER** le règlement du Marché de Noël, tel qu'annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-160-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 160 DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**
**RENFORCEMENT DU RESEAU AVENUE PIERRE SEMARD A GRASSE**
**DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A LA CAPG**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-160-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-160-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 -160**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**
**RENFORCEMENT DU RESEAU AVENUE PIERRE SEMARD A GRASSE**
**DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A LA C.A.P.G.**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La ville de Grasse souhaite poursuivre le renforcement de son réseau d'eau incendie sur l'avenue Pierre Sémard. La C.A.P.G. ayant des travaux de renouvellement et de renforcement du réseau d'eau potable à réaliser sur le même axe, il est proposé de regrouper l'ensemble de ces travaux et de confier la maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DGST / Direction voiries, réseaux et domaine public | DECI | 15 126,69 euros |

Monsieur François ROUSTAN expose :

Considérant que la ville de Grasse doit renforcer son réseau d'eau incendie sur l'avenue Pierre Sémard afin de garantir les débits normalisés au niveau des poteaux d'incendie ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse envisage la réalisation du renouvellement du réseau d'eau potable avenue Pierre Sémard à Grasse ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement collectif et non collectif et d'eaux pluviales et qu'à ce titre, il lui appartient de procéder au renouvellement du réseau d'eau potable ;

Considérant que l'ensemble de ces travaux de réseaux d'eau doivent être réalisés sur un même axe et en même temps, il parait pertinent de les mutualiser, ce qui représentera de fait une opportunité pour la ville de Grasse et la C.A.P.G. ;

Considérant qu'afin de simplifier la gestion technique de ces travaux, la ville de Grasse souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, qui mènera le chantier dans sa globalité ;

Le montant prévisionnel des travaux de renforcement du réseau d'eau incendie est de 12 605,58 € HT, soit 15 126,69 € TTC.

Considérant qu'à ce titre, une convention ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération conjointe sera menée, doit être signée entre la ville de Grasse et la CAPG,

Il est proposé d'approuver ladite Convention qui détaille les modalités financières, de gestion, d'organisation des études ainsi que l'ensemble des travaux nécessaires.

La ville de Grasse réglera l'ensemble des travaux après attachement contradictoire, puis procédera à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de la CAPG équivalent au montant TTC des travaux réalisés pour celle-ci.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-160-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de la ville de Grasse à la la C.A.P.G. ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-161-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 161** **ESPACES PUBLICS**
**REQUALIFICATION DES PLACES GEORGES MOREL, ROUACHIER, FOUR NEUF ET CAPORAL JEAN VERCUEIL**
**REMBOURSEMENT DES DEPENSES LIEES AUX TRAVAUX DE RESEAUX D'EAUX USEES, D'EAUX PLUVIALES ET D'EAU POTABLE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-161-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-161-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 161**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# ESPACES PUBLICS
# REQUALIFICATION DES PLACES GEORGES MOREL, ROUACHIER, FOUR NEUF ET CAPORAL JEAN VERCUEIL
# REMBOURSEMENT DES DEPENSES LIEES AUX TRAVAUX DE RESEAUX D'EAUX USEES, D'EAUX PLUVIALES ET D'EAU POTABLE

**RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT**

La ville de Grasse a engagé des travaux de requalification des places Georges Morel, Rouachier, Four Neuf et Caporal Jean Vercueil à Grasse. Par souci de simplification, cette dernière a lancé un marché de travaux pour réaliser l'ensemble des travaux de réseaux, y compris ceux relatifs aux réseaux humides. Ces derniers étant de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, il convient de conclure un protocole pour permettre le remboursement des dépenses liées aux réseaux humides.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT H.T. |
|---|---|---|
| DGST / Direction Etudes et Grands Projets | RECETTES | 410 737,80 € |

Monsieur François ROUSTAN expose :

Vu l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la ville de Grasse a engagé des travaux de requalification des places Georges Morel, Rouachier, Four Neuf et Caporal Jean Vercueil à Grasse ;

Considérant que dans un souci de simplification et d'optimisation, la ville de Grasse a inclus dans son marché public de travaux, attribué au groupement d'entreprises Nardelli TP, trois prestations supplémentaires concernant les réseaux humides, à savoir :

- Réseau d'eaux usées, pour un montant de 151 653,40 € HT ;
- Réseau d'eaux pluviales, pour un montant de 129 290,00 € HT ;
- Réseau d'eau potable, pour un montant de 129 794,40 € HT.

Considérant que les travaux relatifs aux réseaux humides relèvent des compétences communautaires suivantes : Assainissement, Gestion des eaux pluviales urbaines et Eau potable ;

Il convient de conclure un protocole d'accord visant à rembourser à la ville de Grasse des dépenses qu'elle a engagées pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse d'une part et de rétrocéder les réseaux ainsi réalisés par la ville, à la Communauté d'Agglomération d'autre part.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-161-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes du protocole de remboursement des travaux de réseaux humides d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable réalisés par la ville de Grasse dans le cadre de la requalification des places Georges Morel, Rouachier, Four Neuf et Caporal Jean Vercueil à Grasse ;
- **AUTORISER** Monsieur François ROUSTAN, Adjoint au Maire, à signer le protocole de remboursement des travaux de réseaux humides d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eau potable réalisés par la ville de Grasse dans le cadre de la requalification des places Georges Morel, Rouachier, Four Neuf et Caporal Jean Vercueil à Grasse.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 162 BUDGET PRINCIPAL**
**REPRISE DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 162**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET PRINCIPAL**
**REPRISE DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaires les dotations aux provisions pour créances douteuses. De plus, cette procédure comptable devient obligatoire avec la mise en place de la nomenclature M57 applicable à la ville de Grasse depuis le 1er janvier 2024.
Le montant total des créances douteuses ayant évolué à la baisse depuis la délibération de constitution prise sur l'exercice budgétaire 2023, il convient d'effectuer une reprise de ces dernières.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES | 7817-4912 | 35 009,80 € |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2 ;

Vu l'article 11 du décret 2022-1008 du 15 juillet 2022 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, à la péréquation des ressources fiscales, à la fiscalité locale et aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable depuis le 1er janvier 2024 au budget principal ;

Vu la délibération n° 2023-218 approuvant la constitution de provisions pour créances douteuses au 31 décembre 2021 ;

Vu la délibération n° 2023-53 adoptant la modification du régime des provisions ;

Considérant que la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire ;

Considérant que par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le code général des collectivités territoriales rend nécessaires les dotations aux provisions pour créances douteuses ;

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable M 57 prévoit la constitution de provision pour créances douteuses, en vertu du principe comptable de prudence.
Dès lors qu'il existe, pour une créance donnée, des indices de difficultés de recouvrement (compte tenu de la situation financière du débiteur) ou une contestation sérieuse de la créance, celle-ci doit être considérée comme douteuse. Il faut alors constater la provision car la valeur des titres de recettes pris en charge dans la comptabilité de la collectivité est supérieure à celle attendue. Il existe donc une charge latente si le risque se révèle, qui doit, selon le principe de prudence, être traitée par le mécanisme comptable de la provision ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-162-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que la comptabilisation des dotations aux provisions pour créances douteuses repose sur des écritures comptables budgétaires suite à la délibération n° 2023-53 du 4 avril 2023 qui confirme l'option pour le régime budgétaire ;

Considérant que le calcul du montant de la provision pour dépréciation des créances douteuses sera basé sur l'application d'un taux forfaitaire de 15 % aux restes à recouvrer supérieurs à 2 ans et aux dossiers, même récents, de redressements et liquidations judiciaires constatés au budget principal de la collectivité ;

Considérant que le montant des créances douteuses au 31 décembre 2022 s'établit à 610 870,03 € ;

Considérant que la répartition des créances douteuses par thème est jointe en annexe à la présente délibération ;

Considérant qu'après application du taux forfaitaire de 15 %, le montant de la provision au 31/12/2022 s'élève à 91 630,50 € ;

Considérant qu'après application du taux forfaitaire de 15 %, le montant de la provision au 31/12/2021 s'élevait à 126 640,30 € ;

Il convient donc d'effectuer une reprise de cette provision pour un montant de 35 009,80 €.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la reprise d'une provision budgétaire pour créances douteuses pour l'année 2024 d'un montant de 35 009,80 € par un titre d'ordre budgétaire au compte 7817 et un mandat d'ordre budgétaire au compte 4912 sur le budget principal de la collectivité ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-163-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 163 MISE A JOUR DE L'ACTIF DE LA VILLE**
**MISE A LA REFORME DES IMMOBILISATIONS COMPTABILISEES**
**AU COMPTE 237**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-163-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-163-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 163**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**MISE A JOUR DE L'ACTIF DE LA VILLE**
**MISE A LA REFORME DES IMMOBILISATIONS COMPTABILISEES AU COMPTE 237**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la gestion et du suivi patrimonial, plusieurs immobilisations très anciennes, présentées en annexe, sont toujours comptabilisées au compte 237 du Comptable Public mais ne sont plus répertoriées dans l'actif de la ville de Grasse.
A ce titre, il convient de réformer les immobilisations comptabilisées au compte 237 par opération d'ordre non budgétaire par l'émission d'un mandat d'ordre au compte 193 et d'un titre d'ordre au compte 237.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | SANS INCIDENCE BUDGETAIRE | |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Considérant que plusieurs immobilisations très anciennes, présentées en annexe, sont toujours comptabilisées au compte 237 du Comptable Public mais ne sont plus répertoriées dans l'actif de la ville de Grasse ;

Considérant que dans le cadre du suivi patrimonial des immobilisations et conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, il convient de réformer ces immobilisations par opérations d'ordre non budgétaire ;

Considérant qu'il s'agit d'une opération non budgétaire ne donnant pas lieu à émission de mandat et titre, le Comptable Public enregistrera comptablement la réforme et procédera à la sortie des biens de l'actif par le débit du compte 193 et le crédit du compte 237.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-163-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le Comptable Public à procéder à la mise à la réforme et à la sortie des biens répertoriés et annexés à la présente délibération ;

- **AUTORISER** le Comptable Public à procéder aux écritures nécessaires à la sortie de ces biens

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-164-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 164 MISE A JOUR DE L'ACTIF DE LA VILLE**
**SORTIE DES BIENS DE FAIBLE VALEUR ET TOTALEMENT AMORTIS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-164-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-164-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 164**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# MISE A JOUR DE L'ACTIF DE LA VILLE SORTIE DES BIENS DE FAIBLE VALEUR ET TOTALEMENT AMORTIS

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

L'instruction budgétaire et comptable M57 Tome I - chapitre 1, « les principes de comptabilisation », précise que par mesure de simplification, les biens de faible valeur peuvent, sur décision de l'assemblée délibérante, être sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur dès qu'ils ont été intégralement amortis.
Il convient donc, dans le cadre de la gestion et du suivi patrimonial, de procéder à la sortie de ces biens selon la liste annexée à la présente délibération.

INCIDENCE FINANCIERE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | SANS INCIDENCE BUDGETAIRE | |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n° 2023-177 en date du 2 avril 2024 fixant le seuil en-deçà duquel les biens seront considérés de faible valeur et amortis à 100 % sur l'année qui suit celle de leurs acquisitions,

Considérant que par délibération n° 2023-177, le conseil municipal a fixé le seuil pour les biens de faible valeur qui font l'objet d'un amortissement sur un an à 500,00 € TTC en valeur unitaire,

Considérant qu'à l'issue de cette période d'un an, la ville a la possibilité de procéder à la sortie comptable de ces biens sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés,

Considérant qu'à ce titre et dans le cadre de la mise à jour de l'inventaire, il convient de sortir de l'actif de la ville de Grasse l'ensemble des biens de faible valeur totalement amortis, répertoriés et annexés à la présente délibération.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-164-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** la sortie de l'actif de la ville de Grasse des biens de faible valeur, réformés, vendus, détruits ou perdus totalement amortis, répertoriés et annexés à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
Suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-165-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 165 BUDGET PRINCIPAL 2024**
**CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE D'IRRECOUVRABILITE SUR COMPTE DE TIERS**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-165-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-165-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 165**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET PRINCIPAL 2024**
**CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUE D'IRRECOUVRABILITE SUR COMPTE DE TIERS**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Selon les principes de prudence et de sincérité budgétaire, il est proposé de constituer une provision liée au risque représenté par le potentiel d'irrécouvrabilité de titres de recettes émis à l'encontre du Casino Victoria, placé sous liquidation judiciaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| AFFAIRES FINANCIERES | 6815-15182 | 216 173,49 € |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57,

Vu l'article 2321-2 du CGCT,

Vu la délibération du 5 décembre 2023 approuvant la cession du contrat de délégation de service public à la société GRAND CASINO DE DINANT,

Considérant qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision lorsque le recouvrement de créances sur compte de tiers est compromis ;

Considérant que l'article 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une provision soit constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité ;

Considérant que par jugement en date du 25 octobre 2023, la SAS du CASINO VICTORIA a été placée en liquidation judiciaire ;

Considérant qu'au terme d'une procédure de transfert du contrat de délégation de service public, le tribunal de commerce sur rapport du liquidateur judicaire a décidé par ordonnance du 29 novembre 2023 de la reprise des activités de la SAS du CASINO VICTORIA par la société GRAND CASINO DE DINANT, sous conditions suspensives du Conseil Municipal de la ville de Grasse et de l'obtention de l'autorisation des jeux par ladite société ;

Considérant que par délibération n° 2023-229 du 5 décembre 2023, le conseil municipal a accepté le transfert de délégation de service public à la société GRAND CASINO DE DINANT ;

Considérant que le montant des restes à recouvrer incombant à la SAS du CASINO VICTORIA s'élève à 216 173,49 €, dont le détail est joint en annexe ;

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse juge le risque potentiel assez important pour qu'il fasse l'objet d'une provision pour risque d'irrécouvrabilité de comptes de tiers ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-165-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que la constitution de cette provision n'est pas incompatible avec les procédures de recouvrement mises en place.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DECIDER** de la constitution d'une provision budgétaire pour risque d'irrécouvrabilité sur compte de tiers d'un montant de 216 173,49 € par un mandat d'ordre budgétaire au compte 6815 et un titre d'ordre budgétaire au compte 15182 sur le budget principal 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 38 voix pour et 4 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame Noura Mékia ADDAD (2 voix).

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

**M. 57**

## Décision modificative 2 (3)
## Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# Sommaire


## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 34
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 37
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 40
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 45

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 48
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024


| | |
|---|---|
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers | 50 |
| B6 - Prêts | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| **C - Annexes budgétaires** | |
| C1.1 - Equilibre budgétaire | 65 |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses | 66 |
| C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes | 67 |
| **D - Autres éléments d'information** | |
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement | Sans Objet |
| D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement | Sans Objet |
| D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |
| **V - Arrêté et signatures** | |
| A - Arrêté et signatures | 69 |


Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 26/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# I – INFORMATIONS GENERALES

## INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

| Informations statistiques | |
|---|---|
| | Valeurs |
| Population totale | 52239 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|---|---|
| | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 0.00 |

| | Informations financières – ratios | Valeurs |
|---|---|---|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1241.00 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1372.00 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 300.00 |
| 4 | Encours de dette / population (2) (3) | 1457.00 |
| 5 | DGF / population | 0.00 |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4) | 56.00 |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 1.02 |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 21.85 |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4) | 1.06 |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4) | |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# I – INFORMATIONS GENERALES

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires 2023-53 du 4 avril 2023 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

C1

| | RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | | Résultat ou solde (A) (2) |
| TOTAL DU BUDGET | 50 072 405,99 | 82 719 393,22 | -3 176 444,03 | A1 | 29 470 543,20 |
| Investissement | 14 770 343,35 | 22 844 208,47 | (3) -6 123 570,82 | A2 | 1 950 294,30 |
| Fonctionnement | 35 302 062,64 | 59 875 184,75 | (4) 2 947 126,79 | A3 | 27 520 248,90 |

| | RESTES A REALISER N-1 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) |
| TOTAL des RAR | I + II | 3 938 341,08 | III + IV | 3 938 341,08 | B1 0,00 |
| Investissement | I | 3 938 341,08 | III | 3 938 341,08 | B2 0,00 |
| Fonctionnement | II | 0,00 | IV | 0,00 | B3 0,00 |

| | | RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) |
|---|---|---|
| TOTAL | A1 + B1 | 29 470 543,20 |
| Investissement | A2 + B2 | 1 950 294,30 |
| Fonctionnement | A3 + B3 | 27 520 248,90 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES

I
C2

## DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | (I) | **3 938 341,08** |
| **018** | **RSA** | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (3)** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **0,00** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | **0,00** |
| **929** | **Opération d'équipement n° 929** | **603 814,01** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)** | **220 073,46** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | **20 273,52** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | **159 654,92** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | **2 154 562,72** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | **779 962,45** |
| 45411109 | PERIL, 32 RUE TRACASTEL | 367,16 |
| 45411113 | PERIL, 8 RUE DES SOEURS | 28 656,00 |
| 45411116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | 10 149,15 |
| 45411120 | PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE | 809,50 |
| 4541195 | PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE | 28 138,55 |
| 4541199 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | 30 205,88 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 343 898,85 |
| 458104 | DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE | 337 737,36 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | (II) | **0,00** |
| **011** | **Charges à caractère général (4)** | **0,00** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés (4)** | **0,00** |
| **014** | **Atténuations de produits** | **0,00** |
| **016** | **APA** | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | **0,00** |
| **65** | **Autres charges de gestion courante (4)** | **0,00** |
| **6586** | **Frais fonctionnement des groupes d'élus** | **0,00** |
| **66** | **Charges financières** | **0,00** |
| **67** | **Charges spécifiques (4)** | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# I – INFORMATIONS GENERALES

## EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

I
C3

## DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre | |
|---|---|---|---|
| **SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL** | | (III) | **3 938 341,08** |
| **018** | **RSA** | | **0,00** |
| **024** | **Produits des cessions d'immobilisations** | | **0,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (3)** | | **162 637,90** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | | **2 256 880,62** |
| **18** | **Cpte de liaison : affectation (BA,régie)** | | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)** | | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (3) (5)** | | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles (3)** | | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (3)** | | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)** | | **0,00** |
| **26** | **Participations et créances rattachées** | | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières (3)** | | **0,00** |
| **45** | **Chapitres d'opérations pour compte de tiers** | | **1 518 822,56** |
| 45412109 | PERIL 32 RUE TRACASTEL | | 367,16 |
| 45412113 | PERIL 8 RUE DES SOEURS | | 28 656,00 |
| 45412116 | PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | | 10 149,15 |
| 45412120 | PERIL 1 PLACE DE LA ROQUE | | 809,50 |
| 4541295 | PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE | | 28 138,55 |
| 4541299 | PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | | 30 205,88 |
| 458203 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | | 1 082 758,96 |
| 458204 | DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE | | 337 737,36 |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL** | | (IV) | **0,00** |
| **70** | **Prod. services, domaine, ventes diverses** | | **0,00** |
| **73** | **Impôts et taxes** | | **0,00** |
| **731** | **Fiscalité locale** | | **0,00** |
| **74** | **Dotations et participations (4)** | | **0,00** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante (4)** | | **0,00** |
| **013** | **Atténuations de charges (4)** | | **0,00** |
| **016** | **APA** | | **0,00** |
| **017** | **RSA / Régularisations de RMI** | | **0,00** |
| **76** | **Produits financiers** | | **0,00** |
| **77** | **Produits spécifiques (4)** | | **0,00** |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

II A

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1) | 3 133 402,85 | 3 133 402,85 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (3) | 3 133 402,85 | 3 133 402,85 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1) | 35 009,80 | 35 009,80 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (4) | 35 009,80 | 35 009,80 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (5) | 3 168 412,65 | 3 168 412,65 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 26/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| Numéro | Libellé | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AP de dépenses imprévues » (2)** | 020 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## PRESENTATION DES AE VOTEES

II
B2

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|---|---|---|---|
| Numéro | Libellé | | |
| **TOTAL** | | | **0,00** |

| | | |
|---|---|---|
| **« AE de dépenses imprévues » (2)** | 022 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **0,00** |

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4) | 1 028 513,06 | 0,00 | -208 120,00 | -208 120,00 | 820 393,06 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9) | 2 570 273,52 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 2 370 273,52 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4) | 1 308 654,92 | 0,00 | -14 000,00 | -14 000,00 | 1 294 654,92 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4) | 10 963 937,13 | 0,00 | 420 513,05 | 420 513,05 | 11 384 450,18 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **15 871 378,63** | **0,00** | **-1 606,95** | **-1 606,95** | **15 869 771,68** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 13 180 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 180 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 250 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 250 000,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **13 430 000,00** | **0,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** | **16 430 000,00** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7) | 1 214 693,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 214 693,45 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **30 516 072,08** | **0,00** | **2 998 393,05** | **2 998 393,05** | **33 514 465,13** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (8)* | *1 255 000,00* | | *35 009,80* | *35 009,80* | *1 290 009,80* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *700 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *800 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***1 955 000,00*** | | ***135 009,80*** | ***135 009,80*** | ***2 090 009,80*** |
| **TOTAL** | | **32 471 072,08** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **35 604 474,93** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **5 101 016,98** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 705 491,91** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600688-20240924-2024-188-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 2 908 637,90 | 0,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | 2 926 637,90 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (5) | 6 505 000,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 505 000,62 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 338 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 338 000,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **9 751 638,52** | **0,00** | **18 000,00** | **18 000,00** | **9 769 638,52** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 2 600 000,00 | 0,00 | 10 393,05 | 10 393,05 | 2 610 393,05 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 5 101 016,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 101 016,98 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 515 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 515 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 165 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 165 000,00 |
| **Total des recettes financières** | | **14 381 016,98** | **0,00** | **3 010 393,05** | **3 010 393,05** | **17 391 410,03** |
| 45… | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 1 953 553,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 953 553,56 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **26 086 209,06** | **0,00** | **3 028 393,05** | **3 028 393,05** | **29 114 602,11** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (10)* | *6 285 880,00* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | *6 074 716,31* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)* | *4 500 000,00* | | *216 173,49* | *216 173,49* | *4 716 173,49* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *700 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *800 000,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***11 485 880,00*** | | ***105 009,80*** | ***105 009,80*** | ***11 590 889,80*** |
| **TOTAL** | | **37 572 089,06** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **40 705 491,91** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **40 705 491,91** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)** | **9 500 880,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (4) | 12 471 113,73 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 12 701 113,73 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 36 320 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 320 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 810 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 810 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 11 178 946,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 10 978 946,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **61 780 059,73** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **61 810 059,73** |
| 66 | Charges financières | 2 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 600 000,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 819 744,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 819 744,25 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **65 199 803,98** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **65 229 803,98** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *6 285 880,00* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | *6 074 716,31* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *4 500 000,00* | | *216 173,49* | *216 173,49* | *4 716 173,49* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***10 785 880,00*** | | ***5 009,80*** | ***5 009,80*** | ***10 790 889,80*** |
| **TOTAL** | | **75 985 683,98** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **76 020 693,78** |
| | | | | | **+** | |
| | | | | | **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |
| | | | | | **=** | |
| | | | | | **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **76 020 693,78** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (4) | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 615 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 615 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 215 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 215 000,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 44 453 347,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 453 347,98 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 7 627 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 627 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 1 587 614,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 587 614,82 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **69 897 962,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **69 897 962,80** |
| 76 | Produits financiers | 678 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 678 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 619 744,25 | | 0,00 | 0,00 | 619 744,25 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **71 275 707,05** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **71 275 707,05** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *1 255 000,00* | | *35 009,80* | *35 009,80* | *1 290 009,80* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***1 255 000,00*** | | ***35 009,80*** | ***35 009,80*** | ***1 290 009,80*** |
| **TOTAL** | | **72 530 707,05** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **72 565 716,85** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **3 454 976,93** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **76 020 693,78** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)** | **9 500 880,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE – DEPENSES

II D1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | | -153 000,00 | | -153 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | | -185 120,00 | *14 000,00* | -171 120,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | | -200 000,00 | *86 000,00* | *-114 000,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | | -14 000,00 | *0,00* | -14 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | | 550 513,05 | *0,00* | *550 513,05* |
| 018 | RSA | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 3 000 000,00 | *0,00* | 3 000 000,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | | *0,00* | 0,00 |
| *198* | *Neutralisation des amortissements* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | *35 009,80* | 35 009,80 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | | **2 998 393,05** | ***135 009,80*** | **3 133 402,85** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **3 133 402,85** |

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (9) | 230 000,00 | | 230 000,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | -200 000,00 | *0,00* | -200 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | *216 173,49* | 216 173,49 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *-211 163,69* | -211 163,69 |
| | **Dépenses de fonctionnement – Total** | **30 000,00** | ***5 009,80*** | **35 009,80** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **35 009,80** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
## BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

## RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | | 10 393,05 | *0,00* | 10 393,05 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | | 18 000,00 | *0,00* | 18 000,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | *216 173,49* | 216 173,49 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | | 0,00 | *0,00* | *0,00* |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | | 0,00 | *81 000,00* | 81 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | | 0,00 | *19 000,00* | *19 000,00* |
| 018 | RSA | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 3 000 000,00 | *0,00* | 3 000 000,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *3…* | *Stocks et en-cours* | | | *0,00* | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | *0,00* | 0,00 |
| *49* | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *59* | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | | | *-211 163,69* | -211 163,69 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 | | 0,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | | **3 028 393,05** | ***105 009,80*** | **3 133 402,85** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **3 133 402,85** |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *0,00* | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | *35 009,80* | 35 009,80 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes de fonctionnement – Total** | **0,00** | ***35 009,80*** | **35 009,80** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **35 009,80** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III A

## DEPENSES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **32 471 072,08** | **0,00** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 005 073,46 | 0,00 | 0,00 | -185 120,00 | -185 120,00 | 0,00 | -185 120,00 | -185 120,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 2 570 273,52 | 0,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 308 654,92 | 0,00 | 0,00 | -14 000,00 | -14 000,00 | 0,00 | -14 000,00 | -14 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 10 291 562,72 | 0,00 | 0,00 | 550 513,05 | 550 513,05 | 0,00 | 550 513,05 | 550 513,05 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 695 814,01 | 0,00 | 0,00 | -153 000,00 | -153 000,00 | 0,00 | -153 000,00 | -153 000,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **15 871 378,63** | **0,00** | **0,00** | **-1 606,95** | **-1 606,95** | **0,00** | **-1 606,95** | **-1 606,95** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 13 180 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **13 430 000,00** | **0,00** | **0,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** | **0,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 1 214 693,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **30 516 072,08** | **0,00** | **0,00** | **2 998 393,05** | **2 998 393,05** | **0,00** | **2 998 393,05** | **2 998 393,05** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)* | *1 255 000,00* | | | *35 009,80* | *35 009,80* | | *35 009,80* | *35 009,80* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *700 000,00* | | | *100 000,00* | *100 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **1 955 000,00** | | | **135 009,80** | **135 009,80** | | **135 009,80** | **135 009,80** |

| | |
|---|---|
| **D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses d'investissement cumulées** | **3 133 402,85** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III
A

### RECETTES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **TOTAL** | | **32 471 072,08** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 2 908 637,90 | 0,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 6 505 000,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 338 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **9 751 638,52** | **0,00** | **18 000,00** | **18 000,00** | **18 000,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 2 600 000,00 | 0,00 | 10 393,05 | 10 393,05 | 10 393,05 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 515 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 165 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **9 280 000,00** | **0,00** | **3 010 393,05** | **3 010 393,05** | **3 010 393,05** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 27/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 1 953 553,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **20 985 192,08** | **0,00** | **3 028 393,05** | **3 028 393,05** | **3 028 393,05** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *6 285 880,00* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | *-211 163,69* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *4 500 000,00* | | *216 173,49* | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *700 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***11 485 880,00*** | | ***105 009,80*** | ***105 009,80*** | ***105 009,80*** |

| | |
|---|---|
| **R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Affectation au compte 1068 (9)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des recettes d'investissement cumulées** | **3 133 402,85** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **32 471 072,08** | **0,00** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 005 073,46 | 0,00 | 0,00 | -185 120,00 | -185 120,00 | 0,00 | -185 120,00 | -185 120,00 |
| 202 | Frais réalisation documents urbanisme | 109 442,00 | 0,00 | | -35 000,00 | -35 000,00 | 0,00 | -35 000,00 | -35 000,00 |
| 2031 | Frais d'études | 720 974,39 | 0,00 | | -150 120,00 | -150 120,00 | 0,00 | -150 120,00 | -150 120,00 |
| 2032 | Frais de recherche et de développement | 4 896,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 12 129,41 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 157 631,66 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 2 570 273,52 | 0,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 2 570 273,52 | 0,00 | | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 308 654,92 | 0,00 | 0,00 | -14 000,00 | -14 000,00 | 0,00 | -14 000,00 | -14 000,00 |
| 2111 | Terrains nus | 38 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 2,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2113 | Terrains aménagés autres que voirie | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2116 | Cimetières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 215 626,41 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2138 | Autres constructions | 4 750,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 94 782,48 | 0,00 | | -10 000,00 | -10 000,00 | 0,00 | -10 000,00 | -10 000,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 65 572,22 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215731 | Matériel roulant | 244 245,07 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215738 | Autre matériel et outillage de voirie | 14 582,76 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel technique | 11 972,32 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 63 304,77 | 0,00 | | -19 000,00 | -19 000,00 | 0,00 | -19 000,00 | -19 000,00 |
| 21611 | Biens sous-jacents | 82 110,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 5 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21828 | Autres matériels de transport | 135 728,97 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 69 828,82 | 0,00 | | 5 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 62 197,09 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 83 737,94 | 0,00 | | -31 000,00 | -31 000,00 | 0,00 | -31 000,00 | -31 000,00 |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 1 286,74 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 115 627,33 | 0,00 | | 41 000,00 | 41 000,00 | 0,00 | 41 000,00 | 41 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 10 291 562,72 | 0,00 | 0,00 | 550 513,05 | 550 513,05 | 0,00 | 550 513,05 | 550 513,05 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 9 170,84 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 6 238 175,38 | 0,00 | | 443 004,00 | 443 004,00 | 0,00 | 443 004,00 | 443 004,00 |
| 2314 | Constructions sur sol d'autrui | 19 920,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 3 938 530,47 | 0,00 | | 10 393,05 | 10 393,05 | 0,00 | 10 393,05 | 10 393,05 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 40 717,23 | 0,00 | | 30 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 2318 | Autres immo. corporelles en cours | 30 080,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 237 | Avances commandes immo incorporelles | 14 968,80 | 0,00 | | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | | 47 116,00 | 47 116,00 | 0,00 | 47 116,00 | 47 116,00 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 695 814,01 | 0,00 | 0,00 | -153 000,00 | -153 000,00 | 0,00 | -153 000,00 | -153 000,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **15 871 378,63** | **0,00** | **0,00** | **-1 606,95** | **-1 606,95** | **0,00** | **-1 606,95** | **-1 606,95** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 13 180 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 8 096 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 84 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 27 | Autres immobilisations financières | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 2745 | Avances remboursables | 240 000,00 | 0,00 | | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **13 430 000,00** | **0,00** | **0,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** | **0,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** |
| 45… | Opérations pour compte de tiers (6) | 1 214 693,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4541101 | PERIL 16 PLACE AUX AIRES | 315 571,41 | 0,00 | | -5 040,00 | -5 040,00 | 0,00 | -5 040,00 | -5 040,00 |
| 45411109 | PERIL, 32 RUE TRACASTEL | 367,16 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411113 | PERIL, 8 RUE DES SOEURS | 28 656,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411114 | PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | 3 360,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411116 | PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | 51 293,56 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411120 | PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE | 809,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411123 | TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | 2 170,68 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411124 | PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | 20 740,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411125 | PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | 5 040,00 | 0,00 | | 5 040,00 | 5 040,00 | 0,00 | 5 040,00 | 5 040,00 |
| 45411126 | PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | 27 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45411127 | TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR | 7 731,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4541195 | PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE | 28 138,55 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4541199 | PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE | 42 179,38 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 343 898,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 458104 | DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE | 337 737,36 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **30 516 072,08** | **0,00** | **0,00** | **2 998 393,05** | **2 998 393,05** | **0,00** | **2 998 393,05** | **2 998 393,05** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7)* | *1 255 000,00* | | | *35 009,80* | *35 009,80* | | *35 009,80* | *35 009,80* |
| | *Reprise sur autofinancement antérieur* | *855 000,00* | | | *35 009,80* | *35 009,80* | | *35 009,80* | *35 009,80* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *13911* | *Subv. transf. Etat et établ. nationaux* | *100 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *13918* | *Autres subventions d'équipement transf.* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *755 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *4912* | *Dépréciation des comptes de redevables* | *0,00* | | | *35 009,80* | *35 009,80* | | *35 009,80* | *35 009,80* |
| | *Charges transférées (8)* | *400 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2313* | *Constructions* | *200 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2315* | *Install., matériel et outill. technique* | *200 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *700 000,00* | | | *100 000,00* | *100 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *0,00* | | | *14 000,00* | *14 000,00* | | *14 000,00* | *14 000,00* |
| *204412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *0,00* | | | *86 000,00* | *86 000,00* | | *86 000,00* | *86 000,00* |
| *2118* | *Autres terrains* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2312* | *Agencements et aménagements de terrains* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2313* | *Constructions* | *480 937,86* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2315* | *Install., matériel et outill. technique* | *219 062,14* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *2318* | *Autres immo. corporelles en cours* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | **1 955 000,00** | | | **135 009,80** | **135 009,80** | | **135 009,80** | **135 009,80** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.1

### Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

| N° Opération | Libellé de l'opération | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 928 | AMENAGEMENTS | | 2 547 053,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 929 | EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS | | 25 781 441,88 | 0,00 | -153 000,00 | -153 000,00 | 0,00 | -153 000,00 |
| **TOTAL** | | | **28 217 463,78** | **0,00** | **-153 000,00** | **-153 000,00** | **0,00** | **-153 000,00** |

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024



## (1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 928
## LIBELLE : AMENAGEMENTS
## NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

### DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| DEPENSES | | 2 547 053,64 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 199 876,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 199 876,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours(sauf 2324) | 2 347 177,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 8 897,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 269 872,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 2 068 407,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

### FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 2 237 113,92 | c 0,00 | 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) | 2 237 113,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 5 540,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 259 468,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 1 272 727,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 699 378,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Solde = (c + d) – (a + b) (5) | 0,00 |
|---|---|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT



## (1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 929
## LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS
## NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

### DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **25 670 410,14** | **a 0,00** | **-153 000,00** | **b -153 000,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf 204)** | **224 115,49** | **0,00** | **-23 000,00** | **-23 000,00** |
| 2031 | Frais d'études | 134 349,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 15 759,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 74 007,00 | 0,00 | -23 000,00 | -23 000,00 |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **2 265 521,51** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 21351 | Bâtiments publics | 2 421,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 6 348,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21568 | Autre matériel, outillage incendie | 7 564,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 9 815,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21621 | Biens sous-jacents | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 500 181,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 1 022 820,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 701 370,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours(sauf 2324)** | **23 180 773,14** | **0,00** | **-130 000,00** | **-130 000,00** |
| 2313 | Constructions | 19 207 624,07 | 0,00 | -130 000,00 | -130 000,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 3 685 597,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2316 | Restaur. des biens histo. et culturels | 114 527,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 173 023,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

### FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)** | | **4 842 830,97** | **c 0,00** | **0,00** | **d 0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)** | **4 839 983,89** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 89 060,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 432 446,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 1 920 691,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 2 397 785,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (4)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles (sauf le 204)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **204** | **Subventions d'équipement versées (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (sauf 2324)** | **2 847,08** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 2 847,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| **Solde = (c + d) – (a + b) (5)** | **153 000,00** |

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A3

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **TOTAL** | | **32 471 072,08** | **0,00** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 2 908 637,90 | 0,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 933 646,33 | 0,00 | 18 000,00 | 18 000,00 | 18 000,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 512 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 551 991,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 311 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1345 | Amendes radars automatiques et de police | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 6 505 000,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 6 505 000,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 338 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 338 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **9 751 638,52** | **0,00** | **18 000,00** | **18 000,00** | **18 000,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 2 600 000,00 | 0,00 | 10 393,05 | 10 393,05 | 10 393,05 |
| 10222 | FCTVA | 1 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10251 | Dons et legs en capital | 0,00 | 0,00 | 10 393,05 | 10 393,05 | 10 393,05 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 515 000,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 2745 | Avances remboursables | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 265 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 165 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **9 280 000,00** | **0,00** | **3 010 393,05** | **3 010 393,05** | **3 010 393,05** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 1 953 553,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **Total des recettes réelles** | | **20 985 192,08** | **0,00** | **3 028 393,05** | **3 028 393,05** | **3 028 393,05** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *6 285 880,00* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | *-211 163,69* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *4 500 000,00* | | *216 173,49* | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | | *216 173,49* | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *192* | *Plus ou moins-values sur cession immo.* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2115* | *Terrains bâtis* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2118* | *Autres terrains* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21318* | *Autres bâtiments publics* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2802* | *Frais liés à la réalisation de document* | *60 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *80 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28033* | *Frais d'insertion* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804132* | *Subv. Dpt : Bâtiments, installations* | *120 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041512* | *Subv. Grpt : Bâtiments, installations* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280415341* | *IC : Bien mobilier, matériel* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280415342* | *IC : Bâtiments, installations* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280422* | *Privé - Bâtiments et installations* | *400 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bât. et installations* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *450 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | *50 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *200 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *400 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *450 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *450 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *500 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *590 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *4817* | *Indemnités de renégociation de la dette* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *700 000,00* | | *100 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *2031* | *Frais d'études* | *550 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2033* | *Frais d'insertion* | *150 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2111* | *Terrains nus* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2112* | *Terrains de voirie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2115* | *Terrains bâtis* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2128* | *Autres agencements et aménagements* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21311* | *Bâtiments administratifs* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21312* | *Bâtiments scolaires* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *21318* | *Autres bâtiments publics* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2138* | *Autres constructions* | *0,00* | | *46 000,00* | *46 000,00* | *46 000,00* |
| *2145* | *Construct° sol autrui - Installat° géné.* | *0,00* | | *21 000,00* | *21 000,00* | *21 000,00* |
| *2151* | *Réseaux de voirie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2152* | *Installations de voirie* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| *21538* | *Autres réseaux* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2188* | *Autres immobilisations corporelles* | *0,00* | | *14 000,00* | *14 000,00* | *14 000,00* |
| *2313* | *Constructions* | *0,00* | | *15 000,00* | *15 000,00* | *15 000,00* |
| *2317* | *Immo. corporelles reçues mise à dispo.* | *0,00* | | *4 000,00* | *4 000,00* | *4 000,00* |
| *2318* | *Autres immo. corporelles en cours* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***11 485 880,00*** | | ***105 009,80*** | ***105 009,80*** | ***105 009,80*** |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **75 985 683,98** | **0,00** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 12 471 113,73 | 0,00 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 36 320 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 810 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 11 178 946,00 | 0,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **61 780 059,73** | **0,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** |
| 66 | Charges financières | 2 600 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 819 744,25 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **3 419 744,25** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **65 199 803,98** | **0,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *6 285 880,00* | | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5)* | *4 500 000,00* | | | *216 173,49* | *216 173,49* | | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **10 785 880,00** | | | **5 009,80** | **5 009,80** | | **5 009,80** | **5 009,80** |

| | |
|---|---|
| **D002 Résultat reporté ou anticipé (6)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses de fonctionnement cumulées** | **35 009,80** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET — III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **72 530 707,05** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **35 009,80** |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 615 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 215 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 44 453 347,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 7 627 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 1 587 614,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **69 897 962,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 678 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 619 744,25 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **1 377 744,25** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **71 275 707,05** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *1 255 000,00* | | *35 009,80* | *35 009,80* | *35 009,80* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **1 255 000,00** | | **35 009,80** | **35 009,80** | **35 009,80** |

| | |
|---|---|
| **R002 Résultat reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des recettes de fonctionnement cumulées** | **35 009,80** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **75 985 683,98** | **0,00** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 12 471 113,73 | 0,00 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 0,00 | 230 000,00 | 230 000,00 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 90 424,54 | 0,00 | | -5 000,00 | -5 000,00 | 0,00 | -5 000,00 | -5 000,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 470 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 2 285 880,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 | Combustibles | 2 697,30 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 266 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 23 191,12 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 7 807,16 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 61 380,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 152 596,73 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 821 059,05 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 45 349,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 107 076,61 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 68 388,64 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6065 | Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.) | 124 103,87 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 1 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 173 626,67 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 26 282,97 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 1 779 815,63 | 0,00 | | 200 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 538 500,59 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61351 | Matériel roulant | 40 611,90 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61358 | Autres | 254 320,03 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 137 482,07 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 127 611,88 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 419 379,46 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 296 869,58 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61524 | Entretien bois et forêts | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 96 396,03 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 178 810,74 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 717 393,88 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 276 404,64 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 116 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 137 007,70 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 42 182,53 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 56 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 2 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 68 874,20 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6225 | Indemnités aux comptable et régisseurs | 10 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 74 106,64 | 0,00 | | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 60 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 77 446,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 110 451,69 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 427 908,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6233 | Foires et expositions | 123 045,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6234 | Réceptions | 32 943,44 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 198 398,74 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 65 592,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 16 754,28 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 237 599,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 67 920,36 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 107 838,97 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 141 534,41 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 11 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 94 666,01 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 53 994,72 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 65 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62876 | Remb. frais à un GFP de rattachement | 19 168,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 9 717,41 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 424 573,82 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 2 450,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6358 | Autres droits | 5 426,18 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 13 651,34 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 36 320 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6216 | Personnel affecté par GFP rattachement | 905 950,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 46 009,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 332 887,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 95 831,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 247 144,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6338 | Autres impôts, taxes sur rémunérations | 60 525,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 17 357 699,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64112 | SFT, indemnité de résidence | 476 130,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 4 085 557,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations | 2 920 331,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64162 | Emplois d'avenir | 55 484,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64168 | Autres emplois aidés | 322 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 3 581 062,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 5 063 925,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 242 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6456 | Versement au F.N.C. supplément familial | 50 437,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 211 837,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6472 | Prestations familiales directes | 25 218,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 201 750,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 37 324,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 810 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739116 | Prél. article 55 de la loi SRU | 1 250 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7391731 | Revers. impôt cercles,maisons jeux(CCAS) | 60 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 500 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 11 178 946,00 | 0,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 65131 | Bourses | 50 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 560 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 21 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65314 | Cotis. sécurité sociale - part patronale | 20 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65316 | Frais de représentation du maire | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 6 206,01 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 274 739,99 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6553 | Service d'incendie | 3 495 931,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65568 | Autres contributions | 43 974,01 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657341 | Subv. fonct. communes membres du GFP | 70 610,62 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 657348 | Subv. fonct. autres communes | 79 389,38 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657361 | Subv. Fonct. CL de rattachement | 40 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657363 | Subv.Fonct. CCAS/CIAS | 3 575 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657364 | Subv.Fonct. Caisse des écoles | 21 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 2 780 000,00 | 0,00 | | -200 000,00 | -200 000,00 | 0,00 | -200 000,00 | -200 000,00 |
| 65811 | Droits d"utilisat° - informatique nuage | 21 600,61 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65818 | Autres | 96,01 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 114 398,37 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **61 780 059,73** | **0,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** |
| 66 | Charges financières | 2 600 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 2 240 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | 40 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6615 | Intérêts comptes courants et de dépôts | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6688 | Autres | 320 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 819 744,25 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 200 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6768 | Neutralisation des dépréciat° et provis° | 619 744,25 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6865 | Dot. prov. risques et charges financiers | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des charges financières et spécifiques** | | **3 419 744,25** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **65 199 803,98** | **0,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** | **0,00** | **30 000,00** | **30 000,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *6 285 880,00* | | | *-211 163,69* | *-211 163,69* | | *-211 163,69* | *-211 163,69* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *4 500 000,00* | | | *216 173,49* | *216 173,49* | | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *675* | *Valeurs comptables immobilisations cédée* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6761* | *Différences sur réalisations (positives)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6811* | *Dot. amort. immos incorporelles* | *3 300 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600638-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *68126* | *Dot.amort. frais d'émission des emprunts* | *30 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *6815* | *Dot. prov. pour risques fonct. courant* | *0,00* | | | *216 173,49* | *216 173,49* | | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *1 170 000,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **10 785 880,00** | | | **5 009,80** | **5 009,80** | | **5 009,80** | **5 009,80** |

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 534 062,30 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 593 308,78 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 40 000,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **72 530 707,05** | **0,00** | **35 009,80** | **35 009,80** | **35 009,80** |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6091 | RRR obtenus sur matières premières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6094 | RRR obtenus sur études et prestations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6459 | Remb.charges sécu.sociale et prévoyance | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 2 615 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7023 | Menus produits forestiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70321 | Stationnement et location voie publique | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70323 | Red. occupation dom. public | 280 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70383 | Redevance de stationnement | 380 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | 235 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 704 | Travaux | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 205 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70632 | Redevances services à caractère loisir | 165 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706888 | Autres | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70845 | Mise à dispo personnel communes du GFP | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70846 | Mise à dispo personnel GFP de rattach. | 125 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70871 | Remb.frais par collectivité rattachement | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70873 | Remb. frais par le CCAS/CIAS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70875 | Remb. frais par les communes du GFP | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70876 | Remb. frais par le GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70878 | Remb. frais par des tiers | 565 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7088 | Produits activités annexes (abonnements) | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 13 215 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 13 058 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73221 | FNGIR | 157 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 44 453 347,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 39 504 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73123 | Taxe com add droit mut ou pub foncière | 2 674 347,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Total (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 73132 | Taxe sur les pylônes électriques | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73141 | Taxe sur la conso. finale d'électricité | 1 430 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73154 | Droits de place | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731721 | Taxe de séjour | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731732 | Prélèvement sur les produits des jeux | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73174 | Taxe locale sur la publicité extérieure | 285 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7318 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 7 627 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | 3 950 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 741127 | DNP des communes | 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74611 | DGD des communes et EPCI | 465 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 130 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7472 | Participation régions | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participation départements | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74741 | Participation communes membres du GFP | 65 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74748 | Participation autres communes | 45 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74751 | Participation GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747888 | Autres | 620 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7482 | Compens. perte taxe add. droits enreg. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748312 | D.C.R.T.P. | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74833 | Etat-Compens.exonération taxes foncières | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74888 | Autres | 1 552 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 1 587 614,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 835 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75813 | Redev. fermiers et concessionnaires | 235 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 517 614,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **69 897 962,80** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 678 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76232 | Remb. intérêts emprunts GFP rattachement | 41 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76811 | Sortie empr. risque avec IRA capital. | 622 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7688 | Autres | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 773 | Mandats annulés (exercices antérieurs) | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 619 744,25 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7815 | Rep. prov. charges fonctionnt courant | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7865 | Rep. prov. risques et charges financiers | 619 744,25 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Total (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **Total des recettes réelles** | | **71 275 707,05** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)* | *1 255 000,00* | | *35 009,80* | *35 009,80* | *35 009,80* |
| *722* | *Immobilisations corporelles* | *400 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *7761* | *Différences sur réalisations (négatives)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *777* | *Rec... subv inv transférées cpte résult* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *7815* | *Rep. prov. charges fonctionnt courant* | *755 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *7817* | *Rep. prov. dépréc. actifs circulants* | *0,00* | | *35 009,80* | *35 009,80* | *35 009,80* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **1 255 000,00** | | **35 009,80** | **35 009,80** | **35 009,80** |

## Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|---|---|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **13 395 626,41** | **10 047 168,75** | **0,00** | **141 053,43** | **663 570,01** | **1 317 285,44** | **121 412,92** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 13 180 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 255 052,30 | 0,00 | 0,00 | 17 640,00 | 3 398,99 | 9 000,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 20 273,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 215 626,41 | 793 495,16 | 0,00 | 3 210,00 | 85 679,98 | 63 935,47 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 5 056 711,56 | 0,00 | 137 843,43 | 560 250,03 | 1 249 950,98 | 112 412,92 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 3 240 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 681 636,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **19 806 017,60** | **6 750 496,32** | **0,00** | **0,00** | **70 000,00** | **855 734,97** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 1 165 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 7 701 016,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 393,05 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 600 000,00 | 1 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 | 645 341,92 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 11 505 000,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 3 065 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 1 420 496,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# IV – ANNEXES — IV

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **5 323 235,40** | **8 694,00** | **24 418,46** | **2 472 000,31** | | **33 514 465,13** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 13 180 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 382 514,67 | 8 694,00 | 2 160,00 | 141 933,10 | | 820 393,06 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 2 350 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 370 273,52 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 7 062,35 | 0,00 | 0,00 | 125 645,55 | | 1 294 654,92 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 2 075 332,14 | 0,00 | 22 258,46 | 2 169 690,66 | | 11 384 450,18 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 250 000,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 498 326,24 | 0,00 | 0,00 | 34 731,00 | | 1 214 693,45 |
| **RECETTES** | | **1 597 622,22** | **0,00** | **0,00** | **34 731,00** | | **29 114 602,11** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 165 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 7 711 410,03 |
| 13 | Subventions d'investissement | 511 295,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 926 637,90 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 11 505 000,62 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 338 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 338 000,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 515 000,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 498 326,24 | 0,00 | 0,00 | 34 731,00 | | 1 953 553,56 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B5

### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

| N° opération : 01 | Intitulé de l'opération : PERIL 16 PLACE AUX AIRES PERIL 16, PLACE AUX AIRES | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **-5 040,00** | **-5 040,00** |
| **45411** PERIL 16 PLACE AUX AIRES (5) | 0,00 | 0,00 | -5 040,00 | -5 040,00 |
| **45411** PERIL 16, PLACE AUX AIRES (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **-5 040,00** | **-5 040,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **-5 040,00** | **-5 040,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | -5 040,00 | -5 040,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **-5 040,00** | **-5 040,00** |

| N° opération : 03 | Intitulé de l'opération : CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **7 520 783,10** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **458** CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (5) | 7 520 783,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **7 520 783,10** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **6 325 312,79** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 458** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 6 325 312,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **6 325 312,79** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

| N° opération : 04 | Intitulé de l'opération : DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **458** DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 458** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 06 | Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 09 | Intitulé de l'opération : PERIL 32 RUE TRACASTEL | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 09 | Intitulé de l'opération : PERIL 32 RUE TRACASTEL | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | | | | |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 10 | Intitulé de l'opération : PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 103 | Intitulé de l'opération : PERIL 174 AV P.SEMARD - 4 CHEMIN DES CAPUCINS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 174 AV P.SEMARD - 4 CHEMIN DES CAPUCINS (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600638-20240924-2024-186-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 103 | Intitulé de l'opération : PERIL 174 AV P.SEMARD - 4 CHEMIN DES CAPUCINS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 104 | Intitulé de l'opération : PERIL 37 BD DU JEU DE BALLON PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 37 BD DU JEU DE BALLON (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 106 | Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 106 | Intitulé de l'opération : PERIL 9 IMPASSE DES CHAUDRONNIERS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 109 | Intitulé de l'opération : PERIL, 32 RUE TRACASTEL PERIL 32 RUE TRACASTEL | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 32 RUE TRACASTEL (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 110 | Intitulé de l'opération : PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 110 | Intitulé de l'opération : PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 113 | Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS PERIL 8 RUE DES SOEURS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 8 RUE DES SOEURS (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 114 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 116 | Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 120 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE PERIL 1 PLACE DE LA ROQUE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 123 | Intitulé de l'opération : TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 123 | Intitulé de l'opération : TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **45411** TRX POUR COMPTE DE TIERS 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 124 | Intitulé de l'opération : PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 125 | Intitulé de l'opération : PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **5 040,00** | **5 040,00** |
| **45411** PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE (5) | 0,00 | 0,00 | 5 040,00 | 5 040,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 125 | Intitulé de l'opération : PERIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **5 040,00** | **5 040,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **5 040,00** | **5 040,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 5 040,00 | 5 040,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **5 040,00** | **5 040,00** |

| N° opération : 126 | Intitulé de l'opération : PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 122 BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 127 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

| N° opération : 127 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX D'OFFICE VOIRIE CHEMIN DU SOUVENIR | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 13 | Intitulé de l'opération : PERIL, 8 RUE DES SOEURS | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** PERIL, 8 RUE DES SOEURS (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 14 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 14 | Intitulé de l'opération : PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 16 | Intitulé de l'opération : PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 20 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600838-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 20 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 23 | Intitulé de l'opération : TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 24 | Intitulé de l'opération : PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 25 | Intitulé de l'opération : PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 45 | Intitulé de l'opération : PERIL 3 RUE FONTETTE PERIL 3 RUE FONTETE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL 3 RUE FONTETTE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 5 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 5 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **4542** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 95 | Intitulé de l'opération : PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 1 PLACE SAINT MARTHE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| N° opération : 99 | Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2) | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4) |
| **DEPENSES (a)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **45411** PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| N° opération : 99 | Intitulé de l'opération : PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE PERIL 3 RUE PORTE NEUVE | | | Date de la délibération : |
|---|---|---|---|---|
| | **Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)** | **RAR N-1 (3)** | **Nouveaux crédits votés** | **Total (4)** |
| ***041*** *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur dépenses (c) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses nettes (a – c)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **RECETTES (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **454 45412** Financement par le mandant et par d'autres tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***040*** *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| ***041*** *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annulations sur recettes (d) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Recettes nettes (b - d)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024



## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### *Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **Solde d'exécution 001 (A)**<br>montant négatif si déficit (D001)<br>montant positif si excédent (R001) | **-5 101 016,98** | **0,00** | **0,00** | **-5 101 016,98** |
| **Solde des RAR (B)**<br>montant négatif si déficit<br>montant positif si excédent | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-5 101 016,98** | **0,00** | **0,00** | **-5 101 016,98** |

### *Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)*

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **Affectation au 1068 (C)** | **5 101 016,98** | **0,00** | **0,00** | **5 101 016,98** |
| **Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)**<br>Solde positif : excédent de financement<br>Solde négatif : besoin de financement | **-5 101 016,98** | **0,00** | **0,00** | **-5 101 016,98** |
| **Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)**<br>Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité<br>Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)** | **8 280 000,00** | **0,00** | **0,00** | **8 280 000,00** |
| **Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)** | **15 065 880,00** | **3 005 009,80** | **3 005 009,80** | **18 070 889,80** |
| **Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)**<br>Solde positif : annuité de la dette couverte<br>Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | **6 785 880,00** | **3 005 009,80** | **3 005 009,80** | **9 790 889,80** |

*(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.*

*(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés*

*(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# IV – ANNEXES

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

IV

C1.2

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B** | | **I 8 280 000,00** | **0,00** | **II 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **8 180 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 8 096 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 84 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **100 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# IV – ANNEXES

IV

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 15 065 880,00** | **3 005 009,80** | **VI 3 005 009,80** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **3 115 000,00** | **3 000 000,00** | **3 000 000,00** |
| 10222 | FCTVA | 1 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (3) | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10227 | Versement pour sous densité | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26… | Participations et créances rattachées | | | |
| 27… | Autres immobilisations financières | | | |
| 2745 | Avances remboursables | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 276351 | Créance GFP de rattachement | 265 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2764 | Créances/particuliers, pers. droit privé | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (4)** | | **11 950 880,00** | **5 009,80** | **5 009,80** |
| *15…* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *15182* | *Autres provisions pour risques* | *0,00* | *216 173,49* | *216 173,49* |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26…* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27…* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28…* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *2802* | *Frais liés à la réalisation de document* | *60 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28031* | *Frais d'études* | *80 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28033* | *Frais d'insertion* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804132* | *Subv. Dpt : Bâtiments, installations* | *120 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28041512* | *Subv. Grpt : Bâtiments, installations* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280415341* | *IC : Bien mobilier, matériel* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280415342* | *IC : Bâtiments, installations* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *280422* | *Privé - Bâtiments et installations* | *400 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804412* | *Sub nat org pub - Bât. et installations* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2804422* | *Sub nat privé - Bât. et installations* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *450 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28088* | *Autres immobilisations incorporelles* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281351* | *Bâtiments publics* | *200 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28152* | *Installations de voirie* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281568* | *Autre matériel, outillage incendie* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815731* | *Matériel roulant* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *2815738* | *Autre matériel et outillage de voirie* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281578* | *Autre matériel technique* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28158* | *Autres inst.,matériel,outil. techniques* | *400 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281828* | *Autres matériels de transport* | *450 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281838* | *Autre matériel informatique* | *450 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *281848* | *Autres matériels de bureau et mobiliers* | *500 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28188* | *Autres immo. corporelles* | *590 000,00* | *0,00* | *0,00* |

Accusé de réception en préfecture
006-210600693-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| *29…* | *Dépréciations des immobilisations* | | | |
| *31…* | *Matières premières (et fournitures) (5)* | | | |
| *33…* | *En-cours de production de biens (5)* | | | |
| *35…* | *Stocks de produits (5)* | | | |
| *39…* | *Dépréciation des stocks et en-cours* | | | |
| *481…*<br>*4817* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices*<br>*Indemnités de renégociation de la dette* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *49…* | *Dépréciation des comptes de tiers* | | | |
| *59…* | *Dépréciation des comptes financiers* | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 165 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *6 285 880,00* | *-211 163,69* | *-211 163,69* |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

# V – ARRETE ET SIGNATURES

## ARRETE ET SIGNATURES

V
A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

**SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL**
**24 SEPTEMBRE 2024**
**2024-166 BUDGET PRINCIPAL – DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

**LE MAIRE**

**Jérôme VIAUD**

Valérie **COPIN**

Christophe **MOREL**

Aline **BOURDAIRE**

François **ROUSTAN**

Catherine **BUTTY**

Gilles **RONDONI**

Claude **MASCARELLI**

Nicolas **DOYEN**

Nicole **NUTINI**

Ali **AMRANE**

Murièle **CHABERT**

Pascal **PELLEGRINO**

Anne-Marie **DUVAL**

Cyril **DAUPHOUD**

Marie **CHABAUD**

Roger **MISSENTI**

Mélanie **ZARRILLO**

Philippe **BONELLI**

Annie **OGGERO-MAIRE**

Jean-Marc **GARNIER**

Karine **GIGODOT**

Serge **PERCHERON**

Dominique **BOURRET**

Laurence **COSTE**

Richard **KISS**

Marie-Madeleine **GUALLINO**

Franck **BARBEY**

Jeannette **GISQUET**

Jean-Pierre **BICAIL**

Jocelyne **BUSTAMENTE**

Jean-François **LAPORTE**

Stéphanie **MANDREA**

Charles **FERRERO**

Levanna **CALATAYUD**

Paul **EUZIERE**

Magali **CONESA**

Philippe-Emmanuel
**de FONTMICHEL**

Mekia Noura **ADDAD**

Stéphane **CASSARINI**

Myriam **LAZREUG**

Patrick **ISNARD**

Bernard **BRUNEAU**

Jean-Paul **CAMERANO**

Alexandre **GAIFFE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 166 BUDGET PRINCIPAL**
**DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

**2024 - 166**

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET PRINCIPAL**
**DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de présenter la Décision Budgétaire Modificative n° 2 - 2024 du budget principal, dont les équilibres sont les suivants :

| | |
|---|---|
| - fonctionnement : | 35 009,80 € |
| - investissement : | 3 133 402,85 € |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 ;

Vu la délibération 2024-36 du 2 avril 2024 approuvant le Compte Administratif 2023 de la Commune ;

Vu la délibération 2024-55 du 2 avril 2024 approuvant l'affectation du résultat 2023 ;

Vu la délibération 2024-57 du Conseil Municipal du 2 avril 2024 approuvant le Budget Primitif 2024 de la Commune ;

Vu la délibération 2024-110 du Conseil Municipal du 25 juin 2024 approuvant la décision budgétaire modificative n° 1 du budget principal de la Commune ;

L'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une première Décision Budgétaire Modificative afin de réaliser les opérations suivantes :

**Section fonctionnement : désaffection / réaffectation**

- Service jeunesse : **200 000,00 €**
  Désaffectation de crédits prévus en subventions et réaffectation des dépenses en prestations avec la mise en œuvre de la Délégation de Service Public des centres de loisirs (**fonctionnement**)

**Section d'investissement : désaffection / réaffectation**

- Direction Générale des Services Techniques : **490 120,00 €**
  Désaffectation et réaffectation de crédits notamment pour la restauration de l'hôtel de ville, des éléments remarquables ayant été découverts, il est donc nécessaire de faire évoluer le projet pour les mettre en valeur(**investissement**)

- Direction générale des services techniques : **5 040,00 €**
  Inscription de crédits nécessaires aux travaux de renforcement de plancher au 7 traverse Font Laugière dans le cadre d'un arrêté de péril (***dépenses et recettes d'investissement***)

- Service des finances (**investissement**) : **73 000,00 €**
  Ce virement entre chapitres a été nécessaire pour répondre aux besoins en équipement des services et à la nature de leurs besoins

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

**Transferts de crédits entre section**

- Service aménagement : **35 000,00 €**
  Désaffectation de crédits d'investissement vers la section de Fonctionnement des dépenses liées aux modifications du plan local d'urbanisme (**investissement/fonctionnement**)

- Service Médiathèque : **5 000,00 €**
  Désaffectation de crédits de la section d'investissement vers la section de fonctionnement pour l'acquisition de matériel pour la conservation des documents de la Médiathèque (**fonctionnement/investissement**)

**Opérations comptables neutralisées budgétairement :**

- Direction Générale des Services Techniques : **10 393,05 €**
  Mécénat affecté aux travaux de raccordements au poteau incendie effectués au 15 chemin de la source 06130 Grasse (***dépenses et recettes d'investissement***)

- Service Médiathèque : **18 000,00 €**
  Inscription d'une subvention accordée par la Bibliothèque Nationale de France à hauteur de 18 000 € pour la numérisation de périodiques (***dépenses et recettes d'investissement***)

- Service des finances : **3 000 000,00 €**

  Inscription de crédits nécessaires à l'avance de trésorerie remboursable consentie à la SPL Pays de Grasse Développement (***dépenses et recettes d'investissement***)

- Service des finances : **216 173,49 €**

  Constitution d'une provision budgétaire pour risque d'irrécouvrabilité sur compte de tiers relative aux créances du Casino Victoria (***dépenses de fonctionnement et recettes d'investissement***)

- Service des finances : **35 009,80 €**

  Reprise d'une provision d'ordre budgétaire pour créances douteuses de plus de 2 ans (***dépenses d'investissement et recettes de fonctionnement***).

- Service des finances : **100 000,00 €**

  Crédits complémentaires nécessaires aux écritures liées aux intégrations des frais d'études et frais d'insertion sur les comptes de travaux en cours (***dépenses et recettes d'investissement***)

- Service des finances : **- 211 163,69 €**

  Modification du prélèvement effectué de la section de fonctionnement vers la section d'investissement suite aux mouvements budgétaires effectués.

Le projet de décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2024 de la commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

La maquette budgétaire complète de cette décision budgétaire modificative a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES CARACTERE GENERAL | 12 471 113,73 | 230 000,00 | **230 000,00** | 12 701 113,73 |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL | 36 320 000,00 | | **0,00** | 36 320 000,00 |
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | 1 810 000,00 | | **0,00** | 1 810 000,00 |
| 65 | CHARGES DE GESTION COURANTE | 11 178 946,00 | -200 000,00 | **-200 000,00** | 10 978 946,00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 600 000,00 | | **0,00** | 2 600 000,00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 819 744,25 | | **0,00** | 819 744,25 |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS | 0 | | **0,00** | 0,00 |
| 023 | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | 6 285 880,00 | -211 163,69 | **-211 163,69** | 6 074 716,31 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 4 500 000,00 | 216 173,49 | **216 173,49** | 4 716 173,49 |
| 002 | RESULTAT NEGATIF REPORTE | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **75 985 683,98** | **35 009,80** | **35 009,80** | **76 020 693,78** |

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 400 000,00 | | **0,00** | 400 000,00 |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 2 615 000,00 | | **0,00** | 2 615 000,00 |
| 73 | IMPOTS ET TAXES (AUTRES QUE 731) | 13 215 000,00 | | **0,00** | 13 215 000,00 |
| 731 | FISCALITE DIRECTE LOCALE | 44 453 347,98 | | **0,00** | 44 453 347,98 |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 7 627 000,00 | | **0,00** | 7 627 000,00 |
| 75 | AUT. PRODUITS GESTION COURANTE | 1 587 614,82 | | **0,00** | 1 587 614,82 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 678 000,00 | | **0,00** | 678 000,00 |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 80 000,00 | | **0,00** | 80 000,00 |
| 78 | REPRISES SUR PROVISIONS | 619 744,25 | | **0,00** | 619 744,25 |
| 042 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 255 000,00 | 35 009,80 | **35 009,80** | 1 290 009,80 |
| | **TOTAL** | **72 530 707,05** | **35 009,80** | **35 009,80** | **72 565 716,85** |
| 002 | RESULTAT POSITIF REPORTE | 3 454 976,93 | | | **3 454 976,93** |
| | **TOTAL GENERAL** | **75 985 683,98** | **35 009,80** | **35 009,80** | **76 020 693,78** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS, RESERVES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 13 180 000,00 | | 0,00 | 13 180 000,00 |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 1 005 073,46 | -185 120,00 | -185 120,00 | 819 953,46 |
| 204 | SUBVENTIONS EQUIPEMENT | 2 570 273,52 | -200 000,00 | -200 000,00 | 2 370 273,52 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 308 654,92 | -14 000,00 | -14 000,00 | 1 294 654,92 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 10 291 562,72 | 550 513,05 | 550 513,05 | 10 842 075,77 |
| 27 | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 250 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 250 000,00 |
| 4541101 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 320 611,41 | -5 040,00 | -5 040,00 | 315 571,41 |
| 45411103 | PERIL 174, AVE PIERRE SEMARD | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 45411104 | PERIL 37, BVD JEU DE BALLON | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 45411109 | PERIL 32, RUE TRACASTEL | 367,16 | | 0,00 | 367,16 |
| 45411110 | PERIL 11, DE L'ORATOIRE | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 45411113 | PERIL 8, RUE DES SŒURS | 28 656,00 | | 0,00 | 28 656,00 |
| 45411114 | PERIL 2,TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | 3 360,00 | | 0,00 | 3 360,00 |
| 45411116 | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 51 293,56 | | 0,00 | 51 293,56 |
| 45411120 | PERIL 1, PLACE DE LA ROQUE | 809,50 | | 0,00 | 809,50 |
| 45411123 | PERIL 19, RUE MOUGINS ROQUEFORT | 2 170,68 | | 0,00 | 2 170,68 |
| 45411124 | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 20 740,00 | | 0,00 | 20 740,00 |
| 45411125 | PERIL 7, TRAVERSE FONT LAUGIERE | 0,00 | 5 040,00 | 5 040,00 | 5 040,00 |
| 45411126 | PERIL 122, BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | 27 000,00 | | 0,00 | 27 000,00 |
| 45411127 | TRAVAUX D'OFFICE CHEMIN DU SOUVENIR | 7 731,00 | | 0,00 | 7 731,00 |
| 4541145 | PERIL 3, RUE DE LA FONTETTE | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 4541195 | PERIL 1, PLACE SAINTE MARTHE | 28 138,55 | | 0,00 | 28 138,55 |
| 4541199 | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 42 179,38 | | 0,00 | 42 179,38 |
| 4541201 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 458103 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 343 898,85 | | 0,00 | 343 898,85 |
| 458104 | DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE | 337 737,36 | | 0,00 | 337 737,36 |
| 929 | EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS | 695 814,01 | -153 000,00 | -153 000,00 | 542 814,01 |
| 040 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 255 000,00 | 35 009,80 | 35 009,80 | 1 290 009,80 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 700 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 800 000,00 |
| | **TOTAL** | **32 471 072,08** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **35 604 474,93** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE | 5 101 016,98 | | | **5 101 016,98** |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **37 572 089,06** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **40 705 491,91** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 10 | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | 7 701 016,98 | 10 393,05 | **10 393,05** | 7 711 410,03 |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 908 637,90 | 18 000,00 | **18 000,00** | 2 926 637,90 |
| 15 | PROVISIONS RISQUES ET CHARGES | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 11 505 000,62 | | **0,00** | 11 505 000,62 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 338 000,00 | | **0,00** | 338 000,00 |
| 27 | AUTRES IMMOB.FINANCIERES | 515 000,00 | 3 000 000,00 | **3 000 000,00** | 3 515 000,00 |
| 4541101 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 4541201 | PERIL 16, PLACE AUX AIRES | 320 611,41 | -5 040,00 | **-5 040,00** | 315 571,41 |
| 45412103 | PERIL 174, AVE PIERRE SEMARD | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 45412104 | PERIL 37, BVD JEU DE BALLON | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 45412109 | PERIL 32, RUE TRACASTEL | 367,16 | | **0,00** | 367,16 |
| 45412110 | PERIL 11, DE L'ORATOIRE | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 45412113 | PERIL 8, RUE DES SŒURS | 28 656,00 | | **0,00** | 28 656,00 |
| 45412114 | PERIL 2,TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN | 3 360,00 | | **0,00** | 3 360,00 |
| 45412116 | PERIL 16, RUE CHARLES NEGRE | 51 293,56 | | **0,00** | 51 293,56 |
| 45412120 | PERIL 1, PLACE DE LA ROQUE | 809,50 | | **0,00** | 809,50 |
| 45412123 | PERIL 19, RUE MOUGINS ROQUEFORT | 2 170,68 | | **0,00** | 2 170,68 |
| 45412124 | PERIL 13, RUE DE LA POISSONNERIE | 20 740,00 | | **0,00** | 20 740,00 |
| 45412125 | PERIL 7, TRAVERSE FONT LAUGIERE | 0,00 | 5 040,00 | **5 040,00** | 5 040,00 |
| 45412126 | PERIL 122, BOULEVARD EMMANUEL ROUQUIER | 27 000,00 | | **0,00** | 27 000,00 |
| 45412127 | TRAVAUX D'OFFICE CHEMIN DU SOUVENIR | 7 731,00 | | **0,00** | 7 731,00 |
| 4541245 | PERIL 3, RUE DE LA FONTETTE | 0,00 | | **0,00** | 0,00 |
| 4541295 | PERIL 1, PLACE SAINTE MARTHE | 28 138,55 | | **0,00** | 28 138,55 |
| 4541299 | PERIL 3, RUE PORTE NEUVE | 42 179,38 | | **0,00** | 42 179,38 |
| 458203 | CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE | 1 082 758,96 | | **0,00** | 1 082 758,96 |
| 458204 | DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE | 337 737,36 | | **0,00** | 337 737,36 |
| 021 | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | 6 285 880,00 | -211 163,69 | **-211 163,69** | 6 074 716,31 |
| 024 | PRODUIT DES CESSIONS | 1 165 000,00 | | **0,00** | 1 165 000,00 |
| 040 | OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS | 4 500 000,00 | 216 173,49 | **216 173,49** | 4 716 173,49 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 700 000,00 | 100 000,00 | **100 000,00** | 800 000,00 |
| | **TOTAL** | **37 572 089,06** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **40 705 491,91** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION POSITIF REPORTE | | | | **0,00** |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **37 572 089,06** | **3 133 402,85** | **3 133 402,85** | **40 705 491,91** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-166-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 27/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Décision Budgétaire Modificative n° 2 de la commune au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2024 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 38 voix pour et 4 voix contre : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame Noura Mékia ADDAD (2 voix).

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-167-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 167 BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-167-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-167-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**2024 - 167**

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de présenter la Décision Budgétaire Modificative n° 2 - 2024 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium dont les équilibres sont les suivants :

| | |
|---|---|
| - fonctionnement : | 0,00 € |
| - investissement : | 300 000,00 € |


Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 4 ;

Vu la délibération n° 2024-41 du 2 avril 2024 approuvant le Compte Administratif 2023 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium ;

Vu la délibération n° 2024-60 du 2 avril 2024 approuvant l'affectation du résultat 2023 ;

Vu la délibération n° 2024-61 du Conseil Municipal du 2 avril 2024 approuvant le Budget Primitif 2024 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium ;

Vu la délibération n° 2024-111 du Conseil Municipal du 25 juin 2024 approuvant la Décision Budgétaire Modificative n° 1 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium.

L'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une deuxième Décision Budgétaire Modificative, afin de réaliser les opérations suivantes :

- **Opérations comptables neutralisées budgétairement chapitre 041 « opérations patrimoniales »**

Passage des écritures liées aux intégrations des frais d'études et des frais d'insertion suivis de travaux sur les imputations dédiées aux travaux en cours : **300 000,00 €**

Le projet de décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2024 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de cette décision budgétaire modificative a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-167-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 5 000,00 | 0,00 | **0,00** | 5 000,00 |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 35 000,00 | 0,00 | | 35 000,00 |
| 023 | VIREMENT A L'INVESTISSEMENT | 55 577,16 | 0,00 | **0,00** | 55 577,16 |
| | **TOTAL GENERAL** | **95 577,16** | **0,00** | **0,00** | **95 577,16** |

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0,00 | 0,00 | **0,00** | 0,00 |
| | **TOTAL** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | | | | | |
| 002 | RESULTAT REPORTE | 95 577,16 | | | **95 577,16** |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **95 577,16** | **0,00** | **0,00** | **95 577,16** |

| DEPENSES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 816 747,00 | 0,00 | **0,00** | 816 747,00 |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 0,00 | 0,00 | **0,00** | 0,00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | 100 000,00 | 0,00 | **0,00** | 100 000,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| | **TOTAL** | **916 747,00** | **300 000,00** | **300 000,00** | **1 216 747,00** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE | 0,00 | | | **0,00** |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **916 747,00** | **300 000,00** | **300 000,00** | **1 216 747,00** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-167-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

| RECETTES INVESTISSEMENT | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CHAPITRE | LIBELLES CHAPITRES | TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1) | PROPOSITIONS NOUVELLES (2) | VOTE (3) | TOTAL (1+3) |
| | | | | | |
| 10 | DOTATIONS ET FONDS DIVERS | 4 424,03 | 0,00 | **0,00** | 4 424,03 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES | 812 934,84 | 0,00 | **0,00** | 812 934,84 |
| 021 | VIREMENT DU FONCTIONNEMENT | 55 577,16 | 0,00 | **0,00** | 55 577,16 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES | 0,00 | 300 000,00 | **300 000,00** | 300 000,00 |
| | **TOTAL** | **872 936,03** | **300 000,00** | **300 000,00** | **1 172 936,03** |
| | | | | | |
| 001 | SOLDE EXECUTION POSITIF REPORTE | 43 810,97 | | | |
| | | | | | |
| | **TOTAL GENERAL** | **916 747,00** | **300 000,00** | **300 000,00** | **1 216 747,00** |

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Décision Budgétaire Modificative n° 2 du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium, au niveau du chapitre, pour la section d'investissement de l'exercice 2024 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXPLOIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-168-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 168 BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**METHODES ET DUREES D'AMORTISSEMENT**
**DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-168-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-168-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE** **2024 - 168**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**BUDGET ANNEXE**
**SERVICE PUBLIC INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU CREMATORIUM**
**METHODES ET DUREES D'AMORTISSEMENT**
**DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le rapport a pour objet de fixer les méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT |
|---|---|---|
| DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2221-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu la délibération n° 2022-176 portant création du budget annexe du service public industriel et commercial du crématorium ;

Considérant que l'instruction budgétaire et comptable M4 rend obligatoire l'amortissement des biens renouvelables pour le service public industriel et commercial du crématorium ;

Considérant qu'à ce titre, les règles de gestion concernant les amortissements sont les suivantes :
- Les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition ;
- Le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans prorata temporis à compter de l'exercice suivant l'acquisition ;
- Tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon les modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction) ;
- Les biens acquis pour un montant inférieur à un certain seuil défini par l'assemblée délibérante seront amortis en une seule année (biens dits de faible valeur) ;

Considérant qu'il appartient ainsi à l'assemblée délibérante de fixer, en application des préconisations règlementaires, les durées d'amortissement par instruction et type de bien ou catégorie de bien ;

Considérant qu'en application de l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de fixer à 500 € TTC le seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faibles valeur s'amortissement sur un an ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-168-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant que les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante, à l'exception :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,

- des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,

- des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,

- des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,

- des subventions d'équipement versées qui sont amorties :

. sur une durée maximale de 5 ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;

. sur une durée maximale de 30 ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;

. sur une durée maximale de 40 ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national ;

Considérant que pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation ;

Le présent projet propose, pour les autres catégories de dépenses non encadrées par la réglementation, d'harmoniser les durées d'amortissement.

Il s'agit des catégories de dépenses suivantes :

| catégories | Durées amortissement votées (années) | Articles budgétaires concernés |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | |
| Frais d'établissement | 5 | 201 |
| Frais d'études, recherche et développement<br>Frais d'insertion non suivis de réalisation | 5 | 203X |
| Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires | 2 | 205X |
| Autres immobilisations incorporelles | 10 | 208X |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | |
| Autres agencement et aménagement de terrains | 20 | 212X |
| Installations générales, agencement | 15 | 213X |
| Constructions bâtiments | 50 | 213X |
| Installations à caractère spécifique ou spécialisées | 40 | 215X |
| Autres installations matériel outillage technique | 10 | 215X |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | 10 | 218X |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-168-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

| | | |
|---|---|---|
| Véhicules légers | 5 | 2182 |
| Véhicules lourds | 8 | 2182 |
| Matériel de bureau et matériel informatique | 5 | 2183 |
| Coffre-fort | 20 | 2188 |
| Mobilier | 15 | 2184 |
| Autres immobilisations corporelles | 10 | 2188 |
| Biens de faible valeur inférieure à 500 euros TTC | 1 | 20XXX-21XXX |

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les durées et méthodes d'amortissements applicables au budget annexe du service industriel et commercial du crématorium ;
- **FIXER** à 500,00 TTC le seuil en dessous duquel les biens de faible valeur seront amortis en une seule année ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-169-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 169 DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**
**ORGANISATION DU SALON DU LIVRE D'HISTOIRE DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-169-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-169-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 169**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**
**ORGANISATION DU SALON DU LIVRE D'HISTOIRE DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le rapport a pour objet l'autorisation de signature pour l'organisation du salon du livre d'histoire de Grasse et du concours de lettres proposé en parallèle du salon.
L'engagement de la ville de Grasse à préserver et à promouvoir son patrimoine et l'histoire à travers la littérature confère au salon du livre d'histoire une dimension nationale et une ouverture au grand public. Forte du succès de la première édition de 2024 dont la direction artistique était confiée à l'autrice et historienne de renom Cécile Berly, la commune souhaite ancrer ce rendez-vous annuel au sein de sa programmation culturelle. En parallèle de ce salon, un concours d'écriture de lettres sera organisé en amont pour venir compléter la programmation du salon du livre d'histoire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| CULTURE | DEPENSES | 26 000 € |

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Grasse, labellisée Ville d'art et d'histoire, véritable musée à ciel ouvert, jouit d'un patrimoine d'une inestimable richesse, incarné notamment par des édifices remarquables. Ici plus qu'ailleurs, la mission de préservation et de valorisation revêt une importance singulière. C'est donc en toute logique que le "Salon du Livre d'Histoire" participe à cette démarche et voit le jour en 2024 pour sa première édition au Palais des Congrès de Grasse. Cet événement littéraire consacré à l'Histoire ancre profondément notre identité territoriale et correspond à une thématique forte dont notre ville est imprégnée depuis des siècles, symbolisant une fierté collective et une volonté de célébrer le patrimoine culturel, mais également une mémoire d'histoire qui est un devoir de tous. Cet évènement est l'occasion d'établir un rendez-vous annuel incontournable, positionnant naturellement Grasse aux côtés de villes ayant des manifestations similaires en France, telles que les villes de Versailles, Blois ou encore Bourges.

L'engagement de la ville de Grasse à préserver et à promouvoir l'histoire à travers la littérature confère une dimension grand public à ce nouvel évènement ambitieux, en choisissant d'inviter une trentaine d'auteurs et autres intervenants de premier plan, mais également des auteurs locaux de grande qualité sans oublier les associations du territoire qui traitent de l'histoire. Ainsi, historiens, biographes, essayistes, romanciers, politiques, comédiens, illustrateurs et auteurs jeunesse, tous vous feront découvrir l'histoire sous toutes ses époques et sous différents aspects.

L'organisation du Salon du Livre d'Histoire nécessite les compétences de différents acteurs, dont un directeur artistique qui aura pour principale mission de mobiliser des auteurs de renom. De plus, en concertation avec la municipalité, il complètera la programmation avec l'organisation de nombreuses actions et animations proposées par les acteurs éducatifs et culturels locaux.

Cet événement se veut un moment accessible à tous visant à promouvoir la lecture, un des piliers de l'accès à la culture, le tout dans un cadre 100 % EAC (Éducation Artistique et Culturelle). A ce titre et dans le cadre du salon, un concours de lettres est organisé. Ce concours s'adresse aux enfants de CM2 jusqu'aux lycéens des établissements

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-169-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

scolaires de la commune et aux adultes amateurs domiciliés à Grasse. Ce concours sera lancé chaque année en amont du salon afin que la remise de prix soit intégrée à la programmation. Un règlement intérieur spécifique définit les modalités de participation, ainsi que les fonctions des membres du jury composé de 3 à 7 personnes dont le directeur artistique, des membres du milieu éducatif et littéraire et des élus de la commune.

Considérant le succès de la première édition de 2024 mobilisant des acteurs nationaux et locaux avec un coût global de 26 000 € (vingt-six mille euros), hors déduction des subventions et mécénats.

Considérant l'intérêt et la volonté municipale d'ancrer cet évènement au rayonnement national au sein de la programmation culturelle de la commune.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document permettant la tenue annuelle du Salon du livre d'Histoire ainsi que tout avenant au règlement du concours de lettres organisé en parallèle ;

- **AUTORISER** Monsieur le maire ou son représentant à solliciter auprès des organismes financeurs des subventions et mécénats pour l'ensemble de la programmation du salon du livre d'histoire et du concours ;

- **ADOPTER** le règlement intérieur du concours de lettres ;

- **DIRE** que les dépenses relatives à la programmation de cet évènement et au concours annexé seront imputées sur les crédits inscrits aux budgets successifs.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-170-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 170 ESPACES PUBLICS**
**HOMMAGES PUBLICS POUR LES ESPACES : BATIMENT, PLACE, VOIE, RUE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-170-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-170-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE** **2024 - 170**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**ESPACES PUBLICS**
**HOMMAGES PUBLICS POUR LES ESPACES : BATIMENT, PLACE, VOIE, RUE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

La ville de Grasse, à l'initiative de Monsieur le Maire, souhaite rendre un hommage public aux personnalités locales qui se sont illustrées, en dénommant des places, voies, rues et autres espaces publics.
La Commission des Hommages Publics, réunie en séance plénière le 26 mars 2024, a fait la proposition d'apposer une plaque en hommage à Messieurs Pierre et Michel APPOLLOT au droit de la façade de l'immeuble située 23 boulevard Victor Hugo. La présente délibération a pour objet de valider cette proposition.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DGST / Direction voiries, réseaux et domaine public/ Service gestion du domaine public | / | / |

Madame Nicole NUTINI expose :

Vu le décret n° 94-112 du 19 décembre 1994,

Vu la question écrite n° 00534 au Sénat, Journal Officiel du 8 mai 2003,

Vu l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et conformément au 1° dudit article, le Maire veille, au titre de son pouvoir de police générale, à la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques. L'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif,

Vu les attributions prévues à l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune,

Vu l'article L2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales en matière de numérotation des immeubles sur la Commune,

Vu l'avis de la Commission des Hommages Publics de la Ville réunie en séance plénière le 28 juin 2023 afin d'établir de nouvelles propositions d'hommages. Pour mémoire, ces hommages doivent être rendus pour des hommes et des femmes disparus mais ayant contribué de leur vivant au rayonnement de la ville de Grasse. En aucun cas, ces hommages ne doivent porter atteinte à l'ordre public, heurter la sensibilité des personnes ou bien altérer l'image de la ville.

Afin de rendre un hommage à deux personnalités grassoises, la Commission des Hommages Publics a étudié la proposition d'apposer une plaque en hommage à Messieurs Pierre et Michel APPOLLOT.

La ville de Grasse, sur proposition de Monsieur le Maire, souhaite en effet rendre hommage à ces deux personnalités.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-170-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Pierre APPOLLOT, né le 24 décembre 1911 à Saint-Germain-en-Laye, a créé en 1940 un studio photographique sis Traverse Victor Hugo. À partir de 1942, il s'est engagé en qualité de volontaire, au sein du réseau de Résistance TARTANE-MASSÉNA, rattaché aux Forces Françaises Libres. Sa mission consistait à photographier les ouvrages fortifiés défensifs allemands sur la côte, de Saint-Raphaël à Menton. Son courage lui valut d'être décoré de la Croix de guerre.

Michel APPOLLOT, fils de Pierre APPOLLOT, né à Grasse en 1942, reprendra l'activité de son père. Il sera également élu à plusieurs reprises Maire-adjoint.

Les photographies du studio APPOLLOT constituent encore aujourd'hui un témoignage des évolutions paysagères et urbanistiques de la ville de Grasse dans la seconde moitié du XX$^{ème}$ siècle.

La proposition de texte pour la plaque commémorative est la suivante :

« **Dans cette traverse en 1940, Pierre Appollot, grand résistant, créa son atelier de photographie. Son fils, Michel Appollot, adjoint au Maire, poursuivit avec talent l'activité photographique. Leurs travaux demeurent de précieux témoignages pour Grasse et sa région.** »

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'apposition d'une plaque en hommage à Monsieur Pierre APPOLLOT et Monsieur Michel APPOLLOT au droit de la façade du 23 boulevard Victor Hugo à Grasse.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-171-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 171 RETIREE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-171-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-172-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 172 RESTAURATION COLLECTIVE**
**MODIFICATION DE LA MISE A DISPOSITION D'AGENTS MUNICIPAUX - AVENANT N° 10**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-172-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-172-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 172**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**RESTAURATION COLLECTIVE**
**MODIFICATION DE LA MISE A DISPOSITION D'AGENTS MUNICIPAUX**
**AVENANT N° 10**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet d'autoriser la ville de Grasse à modifier la mise à disposition auprès d'ELIOR RESTAURATION FRANCE d'agents municipaux

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANTT.T.C |
|---|---|---|
| SERVICE VIE SCOLAIRE | / | / |

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu la délibération numéro n° 2021-192 du 9 novembre 2021,

Vu la délibération numéro n° 2022-63 du 29 mars 2022, avenant n° 1,

Vu la délibération numéro n° 2022-122 du 28 juin 2022, avenant n° 2,

Vu la délibération numéro n° 2022-159 du 27 septembre 2022, avenant n° 3,

Vu la délibération numéro n° 2022-205 du 6 décembre 2022, avenant n° 4,

Vu la délibération numéro n° 2023-21 du 28 février 2023, avenant n° 5,

Vu la délibération numéro n° 2023-106 du 4 juillet 2023, avenant n° 6,

Vu la délibération numéro n° 2023-251 du 5 décembre 2023, avenant n° 7,

Vu la délibération numéro n° 2024-26 du 20 février 2024, avenant n° 8,

Vu la délibération numéro n°2024-64 du 2 avril 2024, avenant n° 9.

Considérant le contrat signé le 29 novembre 2021, par lequel la ville de Grasse a confié à ELIOR RESTAURATION FRANCE la gestion de son service public de restauration pour une durée de 7 ans et 8 mois.

Considérant qu'à l'article 25.2 « personnel en mise à disposition » il a été convenu qu'un puis deux agents ont été mis à disposition d'Elior pour assurer les missions d'encaissement, d'accueil des familles, de gestion des appels et mails, des pointages et des inscriptions.

Considérant que les agents qui ont pu être placés à disposition de la société ne seront pas repositionnés sur ces missions et que la commune n'est pas satisfaite de cette organisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-172-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Considérant qu'une nouvelle solution est mise en place séparant les inscriptions annuelles des missions d'encaissement, d'accueil des familles, de gestion des appels et mails, du pointage et des inscriptions de septembre à juin, qui sont des missions qui seront assurées dorénavant directement par un ou plusieurs salariés d'ELIOR RESTAURATION FRANCE.

Considérant que pour la seule période d'inscriptions (juillet et août), le service Vie Scolaire prendra en charge les inscriptions chaque année en mettant à disposition cinq (5) agents.

Considérant que ces agents recevront une prime exceptionnelle de 300 euros nets par agent et par mois (juillet et août) en contrepartie du temps consacré à cette mission et que cette prime pourra être versée aux agents par le biais d'une IFSE complémentaire exceptionnelle.

Considérant que cette prime exceptionnelle sera remboursée par ELIOR RESTAURATION FRANCE lors de la compensation annuelle.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 10 au contrat de Délégation de Service Public relatif à la restauration collective conclu avec la société ELIOR RESTAURATION France ;

- **APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition de fonctionnaires territoriaux du service Vie Scolaire de la ville de Grasse au profit du délégataire ELIOR.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant l'un des alinéas
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-173-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 173 PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE AUX CLASSES DECOUVERTE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-173-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-173-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 173**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE AUX CLASSES "DECOUVERTE"

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de définir la participation aux séjours des classes "découverte" : classe de neige, de mer, d'altitude, environnement ou de découverte des nouvelles technologies.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| VIE SCOLAIRE | DEPENSES | 25 000 € |

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que la ville de Grasse participe, comme le Conseil départemental des Alpes-Maritimes, au financement des séjours des classes "découverte" des enfants scolarisés à Grasse : classe de neige, de mer, d'altitude, environnement ou de découverte des nouvelles technologies pour les enfants des écoles maternelles ou élémentaires publiques.

Considérant que la participation financière de la ville s'harmonise avec celle du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, la participation municipale aux séjours en classes "découverte" sera de 11,50 € par jour et par enfant, étant bien précisé qu'elle sera limitée à 25 000 euros (soit 2 173 jours maximum).

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la participation de 11,50 € par jour et par enfant aux séjours des classes "découverte" pour un montant maximum de 25 000 € ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-174-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 174 ATTRIBUTION DES CREDITS DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-174-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-174-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 174**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**ATTRIBUTION DES CREDITS DIRECTEURS**
**ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de définir le montant des crédits dits « directeurs » alloués aux écoles maternelles et élémentaires pour l'achat de fournitures scolaires.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| VIE SCOLAIRE | DEPENSES | 155 000 € (estimation) |

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville de Grasse, il convient de prévoir, pour chaque exercice budgétaire, les modalités relatives à la répartition des crédits de fonctionnement et de soutien aux équipes pédagogiques.

Considérant que les crédits sont répartis selon des forfaits calculés par élève ou par classe.

Considérant que les forfaits sont calculés sur les effectifs validés et affectés dans les classes au mois d'octobre pour chaque année scolaire.

Considérant que les enveloppes ainsi déterminées pour chaque école sont attribuées chaque année.

Considérant qu'un ajustement pourra être fait pour le dernier trimestre dans le cas d'une ouverture de classe.

Considérant que ces enveloppes sont gérées par la Direction de l'Education qui établit les bons de commande, sur proposition des directeurs d'écoles et règle les factures.

LES CREDITS ANNUELS :

1- Crédits fournitures scolaires :
- a) Pour les écoles élémentaires :
  11,11 € par élève
- b) Pour les écoles maternelles :
  10,61 € par élève

2- Crédits directeurs (livres scolaires, papier, photocopies exécutées à l'école, articles ludiques, jouets) :
- a) Pour les écoles élémentaires et maternelles
  24,39 € par élève
- b) Pour les classes spécialisées ULIS (Unités Localisées d'Inclusion Scolaires et UEEA (Unité d'Enseignement en Elémentaire Autisme) :
  27,44 € par élève

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-174-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

c) Pour les achats du bureau des directeurs des écoles élémentaires et maternelles :
forfait de 150 euros
d) Pour le rééducateur présent dans l'école
forfait de 400 euros
e) Pour l'enseignant surnuméraire – CRI (Classe Rattrapage Intégré) – UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones nouvellement Arrivés), présent dans l'école
forfait de 182,94 euros

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'attribution des crédits tels que proposés ci-dessous, qui seront appliqués chaque année :

1- Crédits fournitures scolaires :
a) Pour les écoles élémentaires :
11,11 € par élève
b) Pour les écoles maternelles :
10,61 € par élève

2- Crédits directeurs (livres scolaires, papier, photocopies exécutées à l'école, articles ludiques, jouets) :
a) Pour les écoles élémentaires et maternelles
24,39 € par élève
b) Pour les classes spécialisées ULIS – UEEA :
27,44 € par élève
c) Pour les achats du bureau des directeurs des écoles élémentaires et maternelles :
forfait de 150 euros
d) Pour le rééducateur présent dans l'école
forfait de 400 euros
e) Pour l'enseignant surnuméraire – CRI – UPE2A, présent dans l'école
forfait de 182,94 euros

- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-175-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 175 CREDITS DE FONCTIONNEMENT DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES ANNEE 2024-2025**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-175-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-175-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 175**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT**
**DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES**
**ANNEE SCOLAIRE 2024-2025**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de définir la participation des communes de la circonscription de Grasse qui profitent pour leurs élèves de visites du psychologue scolaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| VIE SCOLAIRE | DEPENSES | 3 660 € |

Madame Murièle CHABERT expose :

Considérant que les psychologues scolaires exercent leurs activités dans les écoles publiques maternelles et élémentaires de Grasse.

Considérant que le matériel nécessaire à l'exercice de leur fonction n'étant plus pris en charge depuis 1994 par le Conseil départemental, la commune de Grasse assume cette charge et fait les avances de trésorerie pour les autres communes.

Considérant que l'Inspection Académique indique que l'action des psychologues s'exerce exclusivement sur des enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires, qu'ils font partie des équipes pédagogiques d'école et qu'à ce titre, la prise en charge de leur fonctionnement incombe aux communes selon les dispositions des lois de décentralisation.

Considérant que les psychologues interviennent sur plusieurs communes, la charge financière est répartie entre les communes qui bénéficient du service, au prorata du nombre d'élèves concernés, qui sera communiqué en fin d'année scolaire par chaque intervenant.

Le montant nécessaire au fonctionnement des trois postes de psychologue s'élève à 3 660 € par an.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention avec les communes qui utilisent les services des psychologues ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-175-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **APPROUVER** le montant de 3 660 € nécessaire au fonctionnement des 3 postes de psychologue ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-176-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 176 CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-176-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-176-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 176**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la ville d'Antibes Juan-les-Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2024/2025.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT TTC |
|---|---|---|
| VIE SCOLAIRE | RECETTES<br>DEPENSES | 4 900,50 €<br>1 782,00 € |

Madame Muriële CHABERT expose :

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant que la convention passée entre nos deux communes pour la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024 pour un montant annuel par enfant de 851 € est arrivée à échéance.

Considérant qu'il convient de délibérer pour définir le coût moyen d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire pour l'année scolaire 2024/2025, qui s'élève à un montant de 891,00 € par enfant.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune d'Antibes Juan-les-Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2024/2025 ;

- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les prescriptions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-177-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 177 CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE DE LA COLLE SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE POUR L'ANNEE SCOLAIRE ECOULEE COUT D'UN ELEVE GRASSOIS CALCULE SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2022**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-177-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-177-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 177**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE DE LA COLLE SUR LOUP RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE POUR L'ANNEE SCOLAIRE ECOULEE COUT D'UN ELEVE GRASSOIS CALCULE SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2022

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet de définir le coût d'un enfant hors commune scolarisé dans une école publique grassoise pour l'année 2023/2024 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la ville de la Colle sur Loup, concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023/2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT TTC |
|---|---|---|
| VIE SCOLAIRE | RECETTES<br>DEPENSES | 1 980,52 €<br>/ |

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de définir chaque année le coût moyen annuel d'un élève, calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, celui de l'année 2022 s'élève à 1 980,52 € par enfant scolarisé à Grasse, selon le calcul annexé à la présente délibération.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de La Colle sur Loup concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023/2024 ;

- **DIRE** que les crédits en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

VILLE DE GRASSE A.M

**PROTOCOLE D'ACCORD**

---

**ENTRE LES SOUSSIGNEES**

**La Commune de Grasse,** agissant en la personne de son maire, Monsieur Jérôme Viaud dûment habilité et domicilié en cette qualité à l'Hôtel de Ville, Place du petit Puy, 06130 Grasse, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du _____, rendue exécutoire par sa transmission au contrôle de légalité le _____,

De première part,

Ci-après désignée « la Ville » ou « la Commune »

**ET**

**La société Indigo Infra**, Société par Actions Simplifiée au capital de 210 497 264 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 642 020 887, dont le siège social est situé Tour Voltaire, 1, place des Degrés – 92800 PUTEAUX, représentée par son Président, Monsieur Sébastien FRAISSE,

De deuxième part,

**La société des Parkings souterrains du huitième arrondissement (SPS8ème),** Société par Actions Simplifiée au capital de 975 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 652 008 368, dont le siège social est situé Tour Voltaire, 1, place des Degrés – 92800 PUTEAUX, représentée par son Président, la société INDIGO INFRA ci-dessus désignée, elle-même représentée par son Président, Monsieur Sébastien FRAISSE,

De troisième part,

**La société Unigarages,** Société Anonyme au capital de 450 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 722 054 186, dont le siège social est situé Tour Voltaire, 1, place des Degrés – 92800 PUTEAUX, représentée par son Président, Monsieur Frédéric DEMAZEAU,

De quatrième part,

Ci-après désignées ensemble « les Sociétés concessionnaires »

La Commune de Grasse et les Sociétés concessionnaires étant ci-après désignées les « **Parties** ».

**IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :**

1. La Commune de Grasse a confié en 1971 la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain « Honoré Cresp » à la Société des Parkings Souterrains du huitième arrondissement (SPS8ème).

Deux conventions ont été conclues :

- Un bail emphytéotique (visée à l'article 1 de la convention ayant pour objet la construction du parc), d'une durée minimum de 30 ans à compter du 1er janvier 1973 (article 2), prévoyant que la société SPS8ème et la société des Garages du Cour Honoré Cresp auront l'entière jouissance du terrain en vue d'y construire un parc de stationnement dont ils seront propriétaires pendant la durée du bail (article 3).

- Une convention (visée à l'article 3 du bail) visée en sous-préfecture le 21 avril 1972 relative à la construction du parc de stationnement (environ 2000 m² et 375 places, article 3), pour une durée de 30 ans à compter de la mise en service.

Un avenant n°1 du 2 mai 1985 a modifié la durée du bail, l'article 2 relatif à sa durée étant remplacé par les termes suivants, les autres stipulations demeurant inchangées (article 2 de l'avenant) :

- pour les places de parc public, pour une durée de 60 ans qui commencera à courir le 1er janvier 1985 pour finir au plus tard le 31 décembre 2044, à condition que les travaux définis dans l'exposé liminaire aient été réalisés d'ici le 31 décembre 1986,

- pour les places privées affectées actuellement à la "Société des Garages du Cours Honoré CRESP", pour une durée allant, selon le cas visé à l'article 2 de la convention du 4 septembre 1971 et de son avenant n° 1, du 1er mai 2003 au 31 décembre 2044 ou du 1er mai 2018 au 31 décembre 2044."

Un avenant n°1 à la convention est également venu modifier la durée de celle-ci en prévoyant une reconduction de sa durée pour 15 ans jusqu'au 30 avril 2018.

Un avenant n°2 au bail conclu le 23 mai 1985 est venu « mutualiser » la gestion de ce parc avec les parcs de stationnement « La Foux » et « Notre - Dame des Fleurs » (la gestion du Parc Notre Dame des Fleurs étant depuis arrivée à échéance).

Cet avenant n°2 prévoit donc d'aménager la durée du bail et de l'exploitation d'Honoré Cresp du 4 septembre 1971, en portant sa durée à 60 ans à compter du 1er janvier 1985 (article 1).

2. La Commune de Grasse a confié en 1985 la construction et l'exploitation des parcs de stationnement « La Foux » et « Notre Dame des Fleurs » aux sociétés GTM-

Entrepose et Midi Parc Azur, aux droits de laquelle est venue la société Indigo Infra, pour une durée de soixante ans.

Deux conventions non détachables ont été conclues :

- Un bail emphytéotique « Parc de stationnement de la Foux » en date du 2 mai 1985 a été conclu par la Ville avec la société Midi Parc Azur, aux droits de laquelle est venue la société Indigo Infra, portant sur un terrain de 1 500 m², pour une durée de 60 ans moyennant un loyer annuel de 10 F prévoyant que la société Midi Parc Azur a l'entière jouissance du sous-sol du terrain en vue d'y construire un parc de stationnement (dont elle est propriétaire pendant la durée du bail et renvoyant à une convention ad hoc pour la réalisation des travaux et l'exploitation du parc (article 3).

Une convention de concession *« Parc de stationnement de la Foux »* reçue en sous-préfecture le 16 septembre 1986 est venue *« résilier la convention de bail et lui substituer la présente convention »*, notamment dans les conditions de la convention de construction et d'exploitation (article 1), portant sur le *« parc de la Foux »* (article 2, pour une durée de soixante ans à partir du 1er mai 1986 (article 4).

- Une convention de construction et d'exploitation des parcs de stationnement « La Foux » et « Notre Dames des Fleurs ».

Cette convention prévoit l'extension d'un parc existant (Notre-Dame des Fleurs, pour 132 places) et l'exploitation de son ensemble, pour une durée de 30 ans, ainsi que la construction et l'exploitation du Parc de La Foux (sur trois niveaux pour 203 places) pour une durée de 60 ans. Elle prévoit également le *« regroupement de ces exploitations avec celle du Parc Honoré Cresp sur le plan financier »* qui *« est justifié par la nécessité d'atteindre un équilibre global tenant compte des investissements nécessaires et de la participation de la Ville de Grasse définie ci-après »*.

Plusieurs avenants ont été conclus, dont l'avenant n°18 reçu en préfecture le 18 janvier 2013 qui est venu procéder à la résiliation de la convention en ce qu'elle porte sur le parc de stationnement « Notre-Dame des Fleurs » à compter du 31 mars 2013.

3. La commune de Grasse a confié en 1990 la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain, devenu « Hôtel de Ville – Cathédrale », à la société SPS 8ème et à la société UNIGARAGES.

3.1 La première société devait construire et exploiter la partie publique du parc, comprenant 54 places de stationnement, tandis que la société UNIGARAGES devait s'attacher à la construction et l'exploitation de la partie privée du parc, comprenant 29 places de stationnement destinées à être amodiées (article 1er de la convention ayant pour objet la construction et l'exploitation du parc).

La durée de la convention a été fixée à 40 ans à compter de la mise en service du parc, celle-ci étant intervenue en avril 1993.

3.2 Différents avenants sont venus modifier les dispositions de la convention initiale.

4. Il découle de ce qui précède que :

- le parc de stationnement souterrain « Honoré Cresp » doit être exploité jusqu'au 31 décembre 2044 par la société SPS8ème (filiale du Groupe INDIGO) ;

- le parc de stationnement La Foux doit être exploité jusqu'au 30 avril 2046 par la société Indigo Infra (filiale du groupe INDIGO), venue aux droits de la société Midi Parc Azur ;

- le parc de stationnement « Hôtel de Ville – Cathédrale » doit être exploité jusqu'au 16 avril 2033 par la société SPS8ème (filiale du groupe INDIGO) s'agissant de la partie publique et par la société UNIGARAGES (filiale du groupe INDIGO) s'agissant du garage.

La Commune de Grasse a décidé courant 2019 de procéder à un audit de ces conventions relatives à ces trois parcs de stationnement. Cet audit a suscité chez la Ville de fortes interrogations sur l'équilibre financier des conventions et leur régularité juridique, en particulier quant à leur durée, qui pouvait lui apparaître excessivement longue. La chambre régionale des comptes, dans un rapport d'observations provisoires relatives à la gestion communale en 2021, a d'ailleurs relevé l'existence de conventions anciennes et de longue durée avec un niveau bas de redevance versée à la Ville.

La Ville a donc été amenée à envisager une résiliation anticipée des conventions au 31 décembre 2026. Les Sociétés concessionnaires ont, quant à elles, contesté toute possibilité pour la Ville de remettre en cause la validité des conventions, au motif tiré de leur prétendue irrégularité juridique, notamment pour ce qui concerne leur durée. Par ailleurs, les Sociétés concessionnaires ont estimé le montant du manque à gagner dans l'hypothèse d'une résiliation au 31 décembre 2026 à la somme de 2.981.000 €.

Au vu de ces différends apparus en cours d'exécution des conventions susvisées, les Parties se sont rapprochées pour y mettre un terme définitif dans le cadre d'un protocole d'accord transactionnel prévoyant une fin anticipée des conventions relatives aux parcs de stationnement « Hôtel de Ville – Cathédrale », « Honoré Cresp » et « La Foux » **au 31 décembre 2026,** en en tirant l'ensemble des conséquences.

**ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent protocole d'accord transactionnel a pour objet, d'une part, de procéder à la résiliation anticipée des conventions visées dans le préambule au 31 décembre 2026 et d'en tirer les conséquences notamment financières, et, d'autre part, de fixer les modalités tarifaires d'exploitation des trois parcs jusqu'au terme anticipé des conventions ainsi fixé.

**ARTICLE 2 - FIN ANTICIPEE DES CONVENTIONS**

Les conventions mentionnées en préambule prendront fin le 31 décembre 2026 à minuit.

**ARTICLE 3 - CONCESSIONS DES SOCIETES CONCESSIONNAIRES**

3.1 Les Sociétés concessionnaires acceptent de renoncer, chacune pour ce qui la concerne, à l'application et l'exécution complète des conventions dont elles sont titulaires dans toute leur durée ainsi qu'à toute réclamation financière en découlant et toute action en justice à l'encontre de la Commune de Grasse du fait de la fin anticipée au 31 décembre 2026 des différentes conventions visées en préambule des présentes.

Au vu des sommes dont le versement est prévu à l'article 4, les Sociétés concessionnaires acceptent, par la conclusion du présent protocole, que la Commune de Grasse ne leur soit pas redevable de la moindre somme au titre de la fin anticipée des conventions au 31 décembre 2026 autre que celles dont le versement est prévu à l'article 4.

Les Sociétés concessionnaires s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à ne pas rechercher la responsabilité de la Commune de Grasse et à ne pas solliciter, par quelque moyen que ce soit, de paiement au titre de la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions dont elles sont titulaires visées en préambule des présentes autre que le paiement des sommes dues en application des dispositions de l'article 4.

Le présent protocole implique ainsi, sous réserve du complet paiement par la Ville des sommes dues en l'application des dispositions de l'article 4, le renoncement par les Sociétés concessionnaires à toute action et instance pendante ou à venir contre la Commune de Grasse, au titre de la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions visées en préambule des présentes.

3.2 Les Sociétés concessionnaires s'engagent à respecter, jusqu'au 31 décembre 2026, l'ensemble de leurs obligations contractuelles relatives à l'entretien des biens faisant l'objet des contrats de concession, afin de permettre un fonctionnement normal du service public.

Il est par ailleurs d'ores et déjà précisé que les sociétés SPS8ème et INDIGO INFRA procèderont aux investissements suivants d'ores et déjà identifiés dans les parcs de stationnement dont elles assurent l'exploitation :

- Changement du matériel de péage et de contrôle d'accès (sans lecteurs de billets sur les caisses automatiques), mise en place de lecteurs de plaques d'immatriculations aux Entrées et aux Sorties, dans les trois parcs de stationnement ;

- Remplacement complet de l'ascenseur (cabinet, machinerie, électronique) dans le parc de stationnement « Honoré Cresp » ;

- Travaux de reprise des poutres du parc « Honoré Cresp » ;

- Travaux de peinture sur les deux niveaux les plus bas (Niveaux -3 et -4) du parc « Honoré Cresp ».

Par ailleurs, la Commune souhaitant faire sa propre installation des bornes de recharges pour véhicules électriques, suivant le type de borne qu'elle préfèrera, lorsqu'elle reprendra le service le 1er janvier 2027, il n'y aura pas d'installation par les Sociétés concessionnaires dans les trois parcs des bornes de recharge pour véhicules électriques au titre des dispositions de l'article 118-2 de de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Dans l'intervalle et jusqu'à l'échéance des conventions, la Commune garantira les Sociétés concessionnaires en cas de sanction prononcée par l'Etat à leur encontre pour défaut d'installation des bornes de recharge pour véhicules électriques.

En cas de contrôle, la Commune indiquera aux services instructeurs de l'Etat que c'est à sa demande que les bornes de recharge pour véhicules électriques n'ont pas été installées, en vue de la reprise de la gestion des parcs de stationnement au 1er janvier 2027, pour garantir l'harmonisation avec les équipements des autres parcs de stationnement gérés en régie.

En cas de sanction prononcée par l'Etat pour défaut d'installation des bornes de recharge pour véhicules électriques, la Commune supportera toutes les conséquences financières subies par les Sociétés concessionnaires et directement liées à cette absence d'installation des bornes de recharge pour véhicules électriques (amendes, astreintes…).

## ARTICLE 4 – CONCESSIONS DE LA COMMUNE DE GRASSE

**4.1.** La Commune de Grasse accepte de fixer la fin anticipée des conventions visées en préambule au 31 décembre 2026 à minuit.

En contrepartie de la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions visées en objet, la Commune de Grasse accepte de verser :

- Au titre de la valeur nette comptable au 31/12/2026 des biens de retour :

- à la Société Indigo Infra, la somme de 925 071 euros au titre de la valeur nette comptable des biens non encore amortis ressortant du parc de stationnement « La Foux » ;

- à la Société SPS8ème, la somme de 955 639 euros, au titre de la valeur nette comptable des biens non encore amortis ressortant des parcs de stationnement « Hôtel de Ville – Cathédrale » et « Honoré Cresp ».

Ces montants prévisionnels seront éventuellement complétés au vu des montants de valeurs nettes comptables figurant au 31 décembre 2026 en comptabilité des sociétés considérées dûment visées par le commissaire aux comptes, incluant les investissements visés à l'article 3.2 ainsi que ceux dont la réalisation s'avèrerait indispensable au bon fonctionnement du service public.

Toute augmentation de la Valeur nette comptable prévisionnelle au 31 décembre 2026, portant sur des investissements autres que ceux mentionnés à l'article 3.2 devra être dûment justifiée par les Sociétés concessionnaires et pour tout investissement supérieur à 5.000 euros HT, agréée implicitement ou explicitement par la Ville. Cet agrément sera réputé donné par la Ville en cas de silence de cette dernière 15 (quinze) jours calendaires après notification par la Société concessionnaire ou les Sociétés concessionnaires concernée(s) d'une information précise sur la nature et le montant des investissements à réaliser. En cas de refus d'agrément injustifié de la Ville, de nature à perturber les conditions d'exploitation et/ou le bon entretien des ouvrages, sa responsabilité contractuelle sera alors engagée. Il est précisé qu'en cas d'urgence impérieuse, la Société concessionnaire ou les Sociétés concessionnaires concernée(s) pourront réaliser ces investissements sans agrément préalable, en informant cependant sans délai la Ville.

Un tableau d'évaluation du montant prévisionnel de la Valeur nette comptable au 31 décembre 2026 due par la Commune est annexé à la présente convention (Annexe 1).

- Au titre du manque à gagner :

- A la société SPS 8ème, la somme de 298 140 euros.

Ces sommes étant perçues à titre d'indemnité et non au titre de la contrepartie directe d'une prestation de service à titre onéreux, elles sont réputées hors champ d'application de la T.V.A., tel que précisé ci-après :

L'indemnité relative au manque à gagner ayant en effet pour objet exclusif de réparer le préjudice commercial subi par la société SPS8ème, c'est-à-dire son manque à

gagner futur, elle n'a donc pas être soumise à la TVA dès lors qu'elle ne constitue pas la contrepartie d'une prestation de service ou d'une livraison de biens.

L'indemnité relative à la valeur nette comptable au 31 décembre 2026 des biens de retour n'étant pas la contrepartie du transfert de propriété des biens faisant retour à la Ville mais couvrant spécifiquement le préjudice financier subi par les sociétés SPS8ème et Indigo Infra qui tient à l'impossibilité de pouvoir amortir les investissements réalisés dans le cadre des conventions résiliées à effet du 31 décembre 2026, elle n'a donc pas être soumise à la TVA. Par ailleurs, les Parties conviennent que le transfert des biens considérés devrait être dispensé de TVA et de régularisation de TVA sous réserve que le précédent et le nouvel exploitant soient tous deux redevables de la TVA au titre de la transmission à titre onéreux d'une universalité totale ou partielle de biens au 31 décembre 2026.

Le montant de la valeur nette comptable, majoré le cas échéant de la régularisation de TVA à reverser par les Sociétés concessionnaires au Trésor, sera mandaté par la Commune dans un délai de quinze jours suivant la présentation par les sociétés SPS8ème et Indigo Infra de la demande de paiement comportant une facture correspondante dont le montant sera attesté par le commissaire aux comptes.

Le montant de l'indemnité ci-dessus fixé au titre du manque à gagner sera mandaté par la Commune au plus tard le 31 décembre 2026.

**4.2.** La Commune de Grasse accepte de renoncer à toute action en justice relative à la fin anticipée des conventions de délégation de service public visées en préambule.

Elle s'engage à ne pas rechercher la responsabilité des Sociétés concessionnaires par quelque moyen que ce soit et sur quelque fondement que ce soit au titre de la fin anticipée des conventions visées en préambule.

## ARTICLE 5 – CLAUSES DIVERSES

### 5.1 Nouvelle grille tarifaire

Une nouvelle griffe tarifaire, pour chacun des trois parcs de stationnement, applicable au 1er janvier 2025 est annexée au présent protocole (Annexe 2).

Au 1er janvier 2026, il sera fait application dans chacun des trois parcs de stationnement d'une nouvelle grille tarifaire résultant de l'application de la formule d'indexation définie à l'article 3 de l'avenant n° 18 pour le parc Hôtel de Ville – Cathédrale, à l'article 3 de l'avenant n° 20 pour le parc Honoré Cresp et à l'article 3 de l'avenant n° 21 pour le parc La Foux, avec :

- Pour SHO-HZ0, 04510o et FSD20, les dernières valeurs connues au 01/07/2024,
- Pour SHO-HZn, 04510n et FSD2n, les dernières valeurs connues au 01/07/2025.

Le pourcentage d'augmentation de la nouvelle grille tarifaire ne saurait en tout état de cause excéder 3%.

### 5.2 Amodiations dans le parc Hôtel de Ville – Cathédrale

A compter du 1er janvier 2027, la Commune fait son affaire, à ses frais et sous sa responsabilité, des contrats d'amodiation consentis par la société UNIGARAGES dans le parc Hôtel de Ville – Cathédrale. A ce titre, après transmission de la liste des amodiataires par la société UNIGARAGES, elle procèdera en temps opportun, préalablement au 31 décembre 2026, à toute démarche vis-à-vis des amodiataires concernés en vue, selon son choix, de résilier ou poursuivre les contrats considérés et dans ce dernier cas, de sorte à se substituer à la Société UNIGARAGES à effet du 1er janvier 2027. La société UNIGARAGES procèdera auprès des amodiataires aux appels de charges dues jusqu'au 31 décembre 2026.

### 5.3 Respect des principes de la République

Les Conventions visées en préambule confient aux Sociétés concessionnaires, chacune pour ce qui la concerne, l'exécution du service public du stationnement dans les parcs de stationnement Honoré Cresp, La Foux et Hôtel de Ville – Cathédrale.

Dans le cadre de la mise en conformité des Conventions avec les dispositions de l'article 1er de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les Parties conviennent d'intégrer dans chacune d'elle la clause ci-après :

« Conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 (article 1 – paragraphe II) confortant le respect des principes de la République, les Sociétés concessionnaires sont tenues d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Elles prennent les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier :

- Elles veillent à ce que leurs salariés ou les personnes sur lesquelles elles exercent une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.
- Elles veillent également à ce que toute autre personne à laquelle elles confient pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

Pour permettre le contrôle de ces obligations, les Sociétés concessionnaires communiqueront à la Commune les mesures qu'elles mettent en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations.

Les Sociétés concessionnaires communiqueront également à la Commune les clauses concernées des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de

faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

En cas de manquement constaté au respect de l'égalité des usagers devant le service public et aux principes de laïcité et de neutralité du service public, et si les Sociétés concessionnaires n'ont pas pris les mesures adaptées pour faire cesser ce manquement, il pourra être appliqué à la société concessionnaire concernée, dans les conditions définies ci-après, une pénalité de 500 € par manquement constaté. Si toutefois les Sociétés concessionnaires rencontrent des difficultés particulières dans la mise en œuvre des mesures et sous réserve d'en apporter la justification, elles devront en informer la Commune pour que la pénalité ne soit éventuellement pas appliquée.

L'application de toute pénalité sera précédée d'un courrier de mise en demeure, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception, qui précisera les motifs de la sanction et fixera un délai aux Sociétés concessionnaires pour qu'elles fassent part de leurs observations. Ce délai ne pourra être inférieur à cinq (5) jours ouvrés. Au terme de ce délai, la Commune appréciera la pertinence des arguments présentés par les Sociétés concessionnaires et décidera de l'application éventuelle à la société concessionnaire concernée de la pénalité prévue ci-avant. »

### 5.4 Abonnements

Les Sociétés concessionnaires ne commercialiseront aucun abonnement permettant de stationner au-delà du 31 décembre 2026 et procèderont à la résiliation à effet du 31 décembre 2026 des abonnements en cours de validité.

Les Sociétés concessionnaires informeront en temps opportun l'ensemble des abonnés (i) de la fin de leur contrat d'abonnement au 31 décembre 2026 du fait de l'expiration à cette date du contrat de concession et (ii) de la reprise à compter du 1er janvier 2027 de l'exploitation des parcs par la Ville. Les abonnés seront également informés à cette occasion des coordonnées du service de la Ville à contacter pour souscrire un nouvel abonnement à compter du 1er janvier 2027, la Ville devant communiquer aux Sociétés concessionnaires ces coordonnées au plus tard le 15 octobre 2026.

## ARTICLE 6 RENONCIATIONS RECIPROQUES A UN RECOURS

La Commune de Grasse et les Sociétés concessionnaires déclarent expressément qu'en acceptant le présent protocole d'accord transactionnel, elles renoncent à toute réclamation, instance ou action, existante ou future, de quelque nature que ce soit, relative à la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions visées en préambule.

## ARTICLE 7 – LOYAUTE

Chaque partie s'engage à exécuter de bonne foi le présent protocole, s'interdit tout dénigrement privé ou public vis-à-vis des autres parties, sous peine de dommages et intérêts.

En outre, toutes les clauses des conventions visées en préambule et de leurs avenants non affectées par le présent protocole ou non contraires aux stipulations de ce dernier demeurent applicables jusqu'à leur échéance désormais fixée au 31 décembre 2026.

Les annexes au protocole ont également valeur contractuelle.

Chacune des parties juge accomplie l'ensemble des formalités contractuellement requises afin de mettre un terme anticipé aux conventions visées en objet.

## ARTICLE 8 –TRANSACTION (ART. 2044 ET S. DU CODE CIVIL)

Les Parties reconnaissent expressément que les stipulations du présent protocole d'accord transactionnel seront exécutées à titre transactionnel, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et en particulier de l'article 2052 dudit Code.

Le présent protocole d'accord transactionnel a pour effet de remplir les Parties dans leurs droits et de mettre fin à tous différends nés ou à naître des rapports de droit ou de fait ayant donné lieu au litige rappelé ci-dessus jusqu'au jour de la signature des présentes. En conséquence, chacune des Parties renonce irrévocablement à toute réclamation, prétention, action ou instance passée, présente ou future relative au différend énoncé en préambule des présentes. Pour l'avenir, les Parties s'interdisent d'engager l'une envers l'autre toute nouvelle instance et action relatives au différend énoncé en préambule.

Le présent protocole d'accord transactionnel aura entre les Parties le même effet juridique qu'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée. Il ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Le présent protocole, dûment signé et paraphé par l'ensemble des Parties, prendra effet à compter de sa réception par le contrôle de légalité. Il sera ensuite notifié par la Commune de Grasse aux Sociétés concessionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le présent protocole clôt tous les comptes relatifs à la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions entre la Commune de Grasse et les Sociétés concessionnaires, les Parties, sous réserve de l'exécution intégrale du présent accord, se déclarant intégralement remplies de leurs droits et obligations réciproques au titre de la fin anticipée au 31 décembre 2026 des conventions visées en préambule.

Compte tenu des concessions réciproques que les Parties se sont consenties au titre de la présente transaction, les clauses de celle-ci présentent un caractère indivisible.

Chaque Partie reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces articles et en avoir mesuré la portée.

**ARTICLE 9 – FRAIS ET DEPENS**

Chacune des Parties supportera seule les frais et honoraires de ses conseils de quelque nature qu'ils soient, engagés du fait des pourparlers ou pour la rédaction du présent protocole.

**ARTICLE 10 – ETAT DES LIEUX DES TROIS PARCS DE STATIONNEMENT**

10.1 Dans le cadre des visites semestrielles effectuées par la Ville relatives au contrôle de l'état des parcs de stationnement et de l'audit qu'elle a diligenté en octobre 2023 auprès du cabinet BETEK, la Ville a pu constater l'état normal d'entretien et de fonctionnement des parcs de stationnement. Un état des lieux sera initié postérieurement à la conclusion du présent protocole, dans un délai de trois mois à compter de son entrée en vigueur

A cette fin, une visite contradictoire sera organisée pour chaque parc de stationnement, à l'initiative de la Commune, les Sociétés concessionnaires devant être convoquées au minimum quinze jours calendaires avant la date fixée.

L'état des lieux aboutira à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire signé par les Parties relatif aux trois parcs de stationnement objet des conventions susvisées.

Cet état des lieux constituera le référentiel sur la base duquel s'opérera la remise des parcs.

10.2 Etat des lieux contradictoire final au 30 juin 2026

Une visite contradictoire sera organisée pour chaque parc de stationnement, à l'initiative de la Commune, les Sociétés concessionnaires devant être convoquées au minimum quinze jours avant le 30 juin 2026.

L'état des lieux aboutira à l'établissement d'un procès-verbal d'état contradictoire signé par les Parties relatif aux trois parcs de stationnement objet des conventions susvisées.

Dans l'hypothèse où, à l'échéance des conventions, l'état des parcs serait substantiellement différent des constats opérés dans le procès-verbal visé à l'article 10.1 en raison d'un déficit d'entretien du cocontractant de la Commune, les Sociétés concessionnaires procéderont aux remises en état et réfactions nécessaires, à leurs frais.

Dans l'hypothèse où tout ou partie des trois parcs de stationnement ne serait pas en état normal de fonctionnement ou pour toute autre cause découlant d'un déficit d'entretien du cocontractant de la Commune, les Sociétés concessionnaires concernées procéderont aux remises en état et réfactions nécessaires, à leurs frais.

10.3 Ces états des lieux sont effectués sans préjudice des états des lieux semestriels.

**ARTICLE 11 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Le présent protocole d'accord transactionnel est soumis à la loi et au droit français.

En cas de difficulté d'exécution, les parties font expressément attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nice.

Fait à GRASSE, le _____

en 5 (cinq) exemplaires originaux,

**Pour la Commune de Grasse**

**Pour la société SPS8ème**

**Pour la société Indigo Infra**

**Pour la société UNIGARAGES**

*Parapher chaque page et signer la dernière page en faisant précéder la signature de la mention manuscrite : « Bon pour transaction, renonciation à toute instance ou action ».*

Annexe 1 : Mode de calcul de la Valeur Nette Comptable prévisionnelle projetée à fin 2026 compte tenu des investissements visés à l'article 3.2 du Protocole /

Projection de la VNC fin 2026 compte tenu des investissements visés à l'article 3.2 du Protocole et des hypothèses prévisionnelles prises en compte pour leur réalisation

| DA | Parc | VNC au 24/05/2024 | Amortissements complémentaires d'ici fin 2026 | Immobilisations en cours au 24/05/2024 | Amortissements des IEC d'ici fin 2026 | VNC à fin 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BIENS DE RETOUR** | | | | | | |
| 060601 | Honoré Cresp | 699 419 € | -194 066 € | 80 096 € | -7 409 € | 578 038 € |
| 060104 | La Foux | 990 728 € | -161 643 € | 7 183 € | -1 197 € | 835 071 € |
| 060106 | Hôtel de ville | 121 525 € | -41 091 € | 17 400 € | -2 900 € | 94 934 € |
| **Total biens de retour** | | **1 811 671 €** | **-396 800 €** | **104 679 €** | **-11 507 €** | **1 508 043 €** |
| **INVESTISSEMENTS ADDITIONNELS** * | | | | | | |
| Péages | H. Cresp + HDV | 200 000 | -20 000 | | | 180 000 € |
| Péages | La Foux | 100 000 | -10 000 | | | 90 000 € |
| Peinture | Honoré Cresp | 110 000 | -7 333 | | | 102 667 € |
| **Total investissements additionnels** | | **410 000 €** | **-37 333 €** | | | **372 667 €** |
| VNC totale estimée à fin 2026 des biens de retour - société SPS 8ème | | | | | | 955 639 € |
| VNC totale estimée à fin 2026 des biens de retour - société INDIGO INFRA | | | | | | 925 071 € |
| **VNC totale estimée à fin 2026 des biens de retour** | | | | | | **1 880 710 €** |

* *Hypothèses retenues pour les investissements additionnels*

| | *Durée amortissement* | *Date mise en service* | *Nb mois amort. à fin 2026* |
|---|---|---|---|
| *Péages* | *10 ans* | *01.01.2026* | *12* |
| *Peinture* | *15 ans* | *01.01.2026* | *12* |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BIENS DE REPRISE** | | | | | | |
| 060601 | Honoré Cresp | 12 679 € | -8 914 € | 4 782 € | -1 195 € | 7 351 € |
| 060104 | La Foux | 14 634 € | -7 723 € | | | 6 911 € |
| 060106 | Hôtel de ville | 4 875 € | -4 052 € | | | 822 € |
| **Total biens de reprise** | | **32 187 €** | **-20 689 €** | **4 782 €** | **-1 195 €** | **15 084 €** |
| **VNC totale estimée à fin 2026 des biens de reprise** | | | | | | **15 084 €** |

## Annexe 2 : Nouvelle grille tarifaire TTC applicable dans les trois parcs au 1er janvier 2025

## VILLE DE GRASSE / PARC HOTEL DE VILLE – CATHEDRALE -

**A - TARIF PAR TRANCHES DE 15 MN (€ TTC)**

| **Tarifs de** | | | **de 8h00 à 19h00** | | **de 19h00 à 8h00** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de | | | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** |
| 0mn | à | 15mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,30 €** |
| 16mn | à | 30mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,60 €** |
| 31mn | à | 45mn | 1,20 € | **1,20 €** | 0,30 € | **0,90 €** |
| 46mn | à | 1h | 1,20 € | **2,40 €** | 0,20 € | **1,10 €** |
| 1h01 | à | 1h15 | 1,10 € | **3,50 €** | 0,10 € | **1,20 €** |
| 1h16 | à | 1h30 | 1,10 € | **4,60 €** | 0,10 € | **1,30 €** |
| 1h31 | à | 1h45 | 0,70 € | **5,30 €** | 0,10 € | **1,40 €** |
| 1h46 | à | 2h | 0,70 € | **6,00 €** | 0,10 € | **1,50 €** |
| 2h01 | à | 2h15 | 0,70 € | **6,70 €** | 0,10 € | **1,60 €** |
| 2h16 | à | 2h30 | 0,70 € | **7,40 €** | 0,10 € | **1,70 €** |
| 2h31 | à | 2h45 | 0,70 € | **8,10 €** | 0,10 € | **1,80 €** |
| 2h46 | à | 3h | 0,70 € | **8,80 €** | 0,10 € | **1,90 €** |
| 3h01 | à | 3h15 | 0,30 € | **9,10 €** | 0,10 € | **2,00 €** |
| 3h16 | à | 3h30 | 0,30 € | **9,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h31 | à | 3h45 | 0,30 € | **9,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h46 | à | 4h | 0,30 € | **10,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h01 | à | 4h15 | 0,30 € | **10,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h16 | à | 4h30 | 0,30 € | **10,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h31 | à | 4h45 | 0,30 € | **10,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h46 | à | 5h | 0,30 € | **11,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h01 | à | 5h15 | 0,30 € | **11,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h16 | à | 5h30 | 0,30 € | **11,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h31 | à | 5h45 | 0,30 € | **12,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h46 | à | 6h | 0,30 € | **12,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 6h01 | à | 6h15 | 0,30 € | **12,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h16 | à | 6h30 | 0,30 € | **13,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h31 | à | 6h45 | 0,30 € | **13,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h46 | à | 7h | 0,30 € | **13,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h01 | à | 7h15 | 0,30 € | **13,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h16 | à | 7h30 | 0,30 € | **14,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h31 | à | 7h45 | 0,30 € | **14,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h46 | à | 8h | 0,30 € | **14,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h01 | à | 8h15 | 0,30 € | **15,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h16 | à | 8h30 | 0,30 € | **15,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h31 | à | 8h45 | 0,30 € | **15,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h46 | à | 9h | 0,30 € | **16,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h01 | à | 9h15 | 0,10 € | **16,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h16 | à | 9h30 | 0,10 € | **16,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h31 | à | 9h45 | 0,10 € | **16,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h46 | à | 10h | 0,10 € | **16,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h01 | à | 10h15 | 0,10 € | **16,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h16 | à | 10h30 | 0,10 € | **16,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h31 | à | 10h45 | 0,10 € | **16,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h46 | à | 11h | 0,10 € | **16,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h01 | à | 11h15 | 0,10 € | **16,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h16 | à | 11h30 | 0,10 € | **17,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h31 | à | 11h45 | 0,10 € | **17,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h46 | à | 12h00 | 0,10 € | **17,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| | | Tarif 24 heures cumulées | | **17,20 €** | | |
| | | Ticket perdu/J | | **17,20 €** | | |
| | | Carte perdue | | **30,00 €** | | |

**B - ABONNEMENT DE PASSAGE** 3 jours **31,40 €**

jour

**Cartes Congrès** suivant **6,20 €**

**C - TARIF LONGUE DUREE**

| | Flexigo | MOIS | TRIMESTRE | ANNEE |
|---|---|---|---|---|
| **Abonnement sans place réservée** | | | | |
| - Abonnement simple | | **125,60 €** | **350,00 €** | **1 301,30 €** |
| - Abonnement simple annuel avec P.M.A | **99,90 €** | | | **1 198,80 €** |
| - Abonnement zone fermée | | | | |

## VILLE DE GRASSE / PARC HONORE CRESP - 01 01 2025

**A - TARIF PAR TRANCHES DE 15 MN (€ TTC)**

| **Tarifs de** | | | **de 8h00 à 19h00** | | **de 19h00 à 8h00** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de | | | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** |
| 0mn | à | 15mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,30 €** |
| 16mn | à | 30mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,60 €** |
| 31mn | à | 45mn | 1,20 € | **1,20 €** | 0,30 € | **0,90 €** |
| 46mn | à | 1h | 1,20 € | **2,40 €** | 0,20 € | **1,10 €** |
| 1h01 | à | 1h15 | 1,10 € | **3,50 €** | 0,10 € | **1,20 €** |
| 1h16 | à | 1h30 | 1,10 € | **4,60 €** | 0,10 € | **1,30 €** |
| 1h31 | à | 1h45 | 0,70 € | **5,30 €** | 0,10 € | **1,40 €** |
| 1h46 | à | 2h | 0,70 € | **6,00 €** | 0,10 € | **1,50 €** |
| 2h01 | à | 2h15 | 0,70 € | **6,70 €** | 0,10 € | **1,60 €** |
| 2h16 | à | 2h30 | 0,70 € | **7,40 €** | 0,10 € | **1,70 €** |
| 2h31 | à | 2h45 | 0,70 € | **8,10 €** | 0,10 € | **1,80 €** |
| 2h46 | à | 3h | 0,70 € | **8,80 €** | 0,10 € | **1,90 €** |
| 3h01 | à | 3h15 | 0,30 € | **9,10 €** | 0,10 € | **2,00 €** |
| 3h16 | à | 3h30 | 0,30 € | **9,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h31 | à | 3h45 | 0,30 € | **9,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h46 | à | 4h | 0,30 € | **10,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4h01 | à | 4h15 | 0,30 € | **10,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h16 | à | 4h30 | 0,30 € | **10,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h31 | à | 4h45 | 0,30 € | **10,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h46 | à | 5h | 0,30 € | **11,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h01 | à | 5h15 | 0,30 € | **11,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h16 | à | 5h30 | 0,30 € | **11,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h31 | à | 5h45 | 0,30 € | **12,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h46 | à | 6h | 0,30 € | **12,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h01 | à | 6h15 | 0,30 € | **12,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h16 | à | 6h30 | 0,30 € | **13,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h31 | à | 6h45 | 0,30 € | **13,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h46 | à | 7h | 0,30 € | **13,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h01 | à | 7h15 | 0,30 € | **13,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h16 | à | 7h30 | 0,30 € | **14,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h31 | à | 7h45 | 0,30 € | **14,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h46 | à | 8h | 0,30 € | **14,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h01 | à | 8h15 | 0,30 € | **15,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h16 | à | 8h30 | 0,30 € | **15,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h31 | à | 8h45 | 0,30 € | **15,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h46 | à | 9h | 0,30 € | **16,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h01 | à | 9h15 | 0,10 € | **16,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h16 | à | 9h30 | 0,10 € | **16,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h31 | à | 9h45 | 0,10 € | **16,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h46 | à | 10h | 0,10 € | **16,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h01 | à | 10h15 | 0,10 € | **16,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h16 | à | 10h30 | 0,10 € | **16,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h31 | à | 10h45 | 0,10 € | **16,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h46 | à | 11h | 0,10 € | **16,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h01 | à | 11h15 | 0,10 € | **16,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h16 | à | 11h30 | 0,10 € | **17,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h31 | à | 11h45 | 0,10 € | **17,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h46 | à | 12h00 | 0,10 € | **17,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |

| | |
|---|---|
| Tarif 24 heures cumulées | **17,20 €** |
| Ticket perdu/J | **17,20 €** |
| Carte perdue | **0,00 €** |

**B - ABONNEMENT DE PASSAGE**

| | | |
|---|---|---|
| **Cartes Congrès** | 3 jours | **31,40 €** |
| | jour suivant | **6,20 €** |

**C - TARIF LONGUE DUREE**

| | Flexigo | MOIS | TRIMESTRE | ANNEE |
|---|---|---|---|---|
| **Abonnement sans place réservée** | | | | |
| - Abonnement simple | | **114,40 €** | **332,20 €** | **1 239,70 €** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| - Abonnement simple annuel avec P.M.A | **98,20 €** | | | **1 178,40 €** |
| - Abonnement multiparc (avec La Foux, HdV Cathéd.) | | **119,90 €** | **345,00 €** | **1 357,40 €** |
| - Abonnement multiparc avec P.M.A | **107,00 €** | | | **1 284,00 €** |
| **Location avec place réservée** | | | | |
| - Location simple | | | **419,90 €** | **1 608,20 €** |
| - Location simple avec PMA | **131,40 €** | | | **1 576,80 €** |
| **Abonnement moto** simple | | **62,80 €** | **194,80 €** | **629,40 €** |
| Abonnement MOTO simple en PMA | **49,10 €** | | | **589,20 €** |
| **Abonnement nuit** (du lundi au vendredi de 18 heures | | **55,00 €** | **154,80 €** | **589,10 €** |
| à 9 heures + les week-end et jours fériés) | | | | |
| Abonnement de nuit avec P.M.A. | **38,10 €** | | | **457,20 €** |

** P.M.A : prélèvement mensuel automatique*

# VILLE DE GRASSE / PARC LA FOUX – 01 01 2025

**A - TARIF PAR TRANCHES DE 15 MN (€ TTC)**

**Tarifs de**

| | | | **de 8h00 à 19h00** | | **de 19h00 à 8h00** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tranche de | | | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** | **Tarif par 1/4h** | **Tarif cumulé** |
| 0mn | à | 15mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,30 €** |
| 16mn | à | 30mn | Franchise | **0,00 €** | 0,30 € | **0,60 €** |
| 31mn | à | 45mn | 1,00 € | **1,00 €** | 0,30 € | **0,90 €** |
| 46mn | à | 1h | 0,90 € | **1,90 €** | 0,20 € | **1,10 €** |
| 1h01 | à | 1h15 | 1,00 € | **2,90 €** | 0,10 € | **1,20 €** |
| 1h16 | à | 1h30 | 0,90 € | **3,80 €** | 0,10 € | **1,30 €** |
| 1h31 | à | 1h45 | 0,70 € | **4,50 €** | 0,10 € | **1,40 €** |
| 1h46 | à | 2h | 0,70 € | **5,20 €** | 0,10 € | **1,50 €** |
| 2h01 | à | 2h15 | 0,60 € | **5,80 €** | 0,10 € | **1,60 €** |
| 2h16 | à | 2h30 | 0,60 € | **6,40 €** | 0,10 € | **1,70 €** |
| 2h31 | à | 2h45 | 0,50 € | **6,90 €** | 0,10 € | **1,80 €** |
| 2h46 | à | 3h | 0,50 € | **7,40 €** | 0,10 € | **1,90 €** |
| 3h01 | à | 3h15 | 0,50 € | **7,90 €** | 0,10 € | **2,00 €** |
| 3h16 | à | 3h30 | 0,30 € | **8,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h31 | à | 3h45 | 0,30 € | **8,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 3h46 | à | 4h | 0,30 € | **8,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h01 | à | 4h15 | 0,30 € | **9,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h16 | à | 4h30 | 0,30 € | **9,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h31 | à | 4h45 | 0,30 € | **9,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 4h46 | à | 5h | 0,30 € | **10,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h01 | à | 5h15 | 0,30 € | **10,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h16 | à | 5h30 | 0,30 € | **10,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h31 | à | 5h45 | 0,30 € | **10,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 5h46 | à | 6h | 0,30 € | **11,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h01 | à | 6h15 | 0,30 € | **11,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h16 | à | 6h30 | 0,30 € | **11,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h31 | à | 6h45 | 0,30 € | **12,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 6h46 | à | 7h | 0,30 € | **12,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h01 | à | 7h15 | 0,30 € | **12,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h16 | à | 7h30 | 0,30 € | **13,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h31 | à | 7h45 | 0,30 € | **13,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 7h46 | à | 8h | 0,30 € | **13,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h01 | à | 8h15 | 0,30 € | **13,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 8h16 | à | 8h30 | 0,30 € | **14,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h31 | à | 8h45 | 0,30 € | **14,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 8h46 | à | 9h | 0,30 € | **14,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h01 | à | 9h15 | 0,10 € | **14,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h16 | à | 9h30 | 0,10 € | **15,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h31 | à | 9h45 | 0,10 € | **15,10 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 9h46 | à | 10h | 0,10 € | **15,20 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h01 | à | 10h15 | 0,10 € | **15,30 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h16 | à | 10h30 | 0,10 € | **15,40 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h31 | à | 10h45 | 0,10 € | **15,50 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 10h46 | à | 11h | 0,10 € | **15,60 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h01 | à | 11h15 | 0,10 € | **15,70 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h16 | à | 11h30 | 0,10 € | **15,80 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h31 | à | 11h45 | 0,10 € | **15,90 €** | 0,00 € | **2,00 €** |
| 11h46 | à | 12h00 | 0,10 € | **16,00 €** | 0,00 € | **2,00 €** |

| | |
|---|---|
| Tarif 24 heures cumulées | **16,00 €** |
| Ticket perdu/J | **16,00 €** |
| Carte perdue | **30,00 €** |

**B - ABONNEMENT DE PASSAGE**

| | | |
|---|---|---|
| **Cartes Congrès** | 3 jours | **31,40 €** |
| | jour suivant | **6,20 €** |

**C - TARIF LONGUE DUREE**

| | Flexigo | MOIS | TRIMESTRE | ANNEE |
|---|---|---|---|---|
| **Abonnement sans place réservée** | | | | |
| - Abonnement simple | | **97,00 €** | **283,80 €** | **1 057,10 €** |
| - Abonnement simple annuel avec P.M.A | **80,90€** | | | **970,80 €** |
| - Abonnement zone fermée | | | | |
| -Abonnement Nuit et Week End | | **55,00 €** | **154,80 €** | **589,10 €** |
| - Abonnement Nuit et Week End PMA | **38,10€** | | | **457,20 €** |
| **Location avec place réservée** | | | | |
| - Location simple | | | | |
| - Location zone fermée | | | | |
| Abonnement moto simple | | **62,70 €** | **176,00 €** | **634,70 €** |
| - Abonnement moto en PMA | **50,10€** | | | **601,20 €** |

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 178 PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL POUR LA RESILIATION ANTICIPEE DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARCS DE STATIONNEMENT DU COURS HONORE CRESP, LA FOUX ET HOTEL DE VILLE-CATHEDRALE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 178**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

# PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL POUR LA RESILIATION ANTICIPEE DES PARCS DE STATIONNEMENT DU COURS HONORE CRESP, LA FOUX ET HOTEL DE VILLE-CATHEDRALE

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel pour la résiliation anticipée des parcs de stationnement du cours Honoré Cresp, la Foux et hôtel de ville-cathédrale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DGST | Dépenses | 2 178 850 €<br>non assujettis à la TVA |

Monsieur Pascal Pellegrino expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L1411-1 et R1411-1 et suivants,

Vu l'article L1411-4 du CGCT disposant que « Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

Vu le Code de la Commande Publique et notamment sa troisième partie relative aux contrats de concession.

Vu le rapport informatif ci-annexé sur la fin anticipée des conventions relatives aux parcs de stationnement « Hôtel de ville – Cathédrale », « Honoré Cresp » et la « Foux ».

Vu le procès-verbal de la commission visée à l'article L1411-5 du CGCT en date du 13 Novembre 2023 portant avis sur l'information du protocole de fin anticipée des conventions relatives aux parcs de stationnement « Hôtel de ville – Cathédrale », « Honoré Cresp » et la « Foux ».

## 1/ Historique des liens contractuels :

a/ Considérant que la commune de Grasse a confié en 1971 la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain **« Honoré Cresp »** à la société STS 8°, depuis absorbée par la société Vinci Park (Indigo).

Deux conventions non détachables ont été conclues :

- Un bail emphytéotique (visé à l'article 1 de la convention ayant pour objet la construction du parc), d'une durée minimum de 30 ans à compter du 1er janvier 1973 (article 2), prévoyant que les sociétés STS8° et Garages Honoré Cresp auront l'entière jouissance du terrain en vue d'y construire un parc de stationnement dont ils seront propriétaires pendant la durée du bail (article 3).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Une convention (visée à l'article 3 du bail) visée en sous-préfecture le 21 avril 1972 relative à la construction du parc de stationnement (environ 2000 m² et 375 places, article 3), pour une durée de 30 ans à compter de la mise en service. Il est précisé qu'« en raison de l'importance des investissements nécessaires à la construction de cet ensemble immobilier, au regard du nombre de places créées, il est reconnu que l'amortissement de l'ouvrage ne pourrait normalement être assuré que pour 45 années d'exploitation, alors que l'exploitation n'est accordée que pour 30 ans » (article 2).

Un avenant n°1 du 2 mai 1985 a modifié la durée du bail, motivé comme suit :

La Ville de GRASSE a confié à GTM-ENTREPOSE le soin de mener à bien une opération qui consiste :

1° à concevoir et construire le parc de stationnement souterrain DE LA FOUX d'environ 200 places et la surélévation du parc NOTRE DAME DES FLEURS d'environ 120 places,

2° à exploiter les nouveaux parcs ainsi créés et le parc NOTRE DAME DES FLEURS existant,

3° à regrouper la gestion des parcs
- DE LA FOUX
- NOTRE DAME DES FLEURS dans son intégralité
- HONORE CRESP.

Pour équilibrer l'opération décrite ci-dessus, GTM-ENTREPOSE a demandé que sa filiale "La Société des Parkings Souterrains du 8e arrondissement" bénéficie d'un nouveau bail de 60 ans qui commencera à courir le 1er janvier 1985. Il se substituera, en ce qui concerne la durée, au bail signé le 4 septembre 1971.

L'article 1 stipule donc que l'article 2 du bail relatif à sa durée est remplacé par les termes suivants, les autres stipulations demeurant inchangées (article 2 de l'avenant) :

- pour les places de parc public, pour une durée de 60 ans qui commencera à courir le 1er janvier 1985 pour finir au plus tard le 31 décembre 2044, à condition que les travaux définis dans l'exposé liminaire aient été réalisés d'ici le 31 décembre 1986,

- pour les places privées affectées actuellement à la "Société des Garages du Cours Honoré CRESP", pour une durée allant, selon le cas visé à l'article 2 de la convention du 4 septembre 1971 et de son avenant n° 1, du 1er mai 2003 au 31 décembre 2044 ou du 1er mai 2018 au 31 décembre 2044."

Considérant qu'un avenant n°1 à la convention est également venu modifier la durée de celle-ci en prévoyant une reconduction de sa durée pour 15 ans jusqu'au 30 avril 2018. Le montant annuel de l'avance remboursable est fixé à 408.029,85 F. Les conditions de remboursement de l'avance sont également modifiées en permettant notamment à l'exploitant d'amortir cette avance en 22 ans.

Considérant qu'un avenant n°2 au bail conclu le 23 mai 1985 est venu « mutualiser » la gestion de ce parc du Cours honoré Cresp avec les parcs de stationnement « Notre - Dame des Fleurs » (dont la gestion est depuis arrivée à échéance), aux motifs suivants :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

La Ville de GRASSE a confié à GTM-ENTREPOSE le soin de mener à bien une opération qui consiste :

1°) à concevoir et construire le parc de stationnement souterrain de LA FOUX d'environ 200 places et la surélévation du parc NOTRE DAME DES FLEURS d'environ 120 places;

2°) à exploiter les nouveaux parcs ainsi créés et le parc NOTRE DAME DES FLEURS existant;

3°) à regrouper la gestion des parcs,
- DE LA FOUX
- NOTRE DAME DES FLEURS dans son intégralité
- HONORE CRESP

4°) à pré-financer et éventuellement exécuter en partie les déviations des réseaux nécessaires à la construction du parc de LA FOUX

5°) à financer les travaux d'aménagement de jardins sur les planchers-terrasses du parc DE LA FOUX et de l'extension du parc NOTRE DAME DES FLEURS.

En incorporant l'exploitation du parc HONORE CRESP aux exploitations des autres parcs, GTM-ENTREPOSE peut alors financer intégralement la construction des nouveaux ouvrages et leur exploitation, à condition toutefois d'aménager le bail d'HONORE CRESP du 4 Septembre 1971, en portant sa durée à 60 ans à compt du 1er Janvier 1985 et la Convention annexée selon les modalité ci-après.

Cet avenant n°2 prévoit donc d'aménager la durée du bail et de l'exploitation d'Honoré Cresp du 4 septembre 1971, en portant sa durée à 60 ans à compter du 1er janvier 1985 (article 1) :

"La durée de l'exploitation est fixée, comme celle de l'Avenant "n° 1 au Bail du 4 Septembre 1971, à 60 ans, à compter du 1er "Janvier 1985."

L'exploitation de l'ouvrage défini à l'Article 3 se fera conformément aux dispositions de la Convention du 4 Septembre 1971 et de ses Avenants n° 1 et 2, et aux lois et règlements en vigueur régissant les activités des parcs publics de stationnement et des garages.

L'exploitation sera assurée par la Société A sous le régime du parc public selon les modalités de l'Article 14 de la Convention du 4 Septembre 1971, sauf pour 77 places qui pourront être exploitées en garage jusqu'au terme normal du bail du 4 Septembr 1971 et faire l'objet de cession à longue durée par l'intermédiaire de la Société B, pour être ensuite exploitées en parc public par la Société A entre le terme normal et le 31 Décembre 2044. "

b/ Considérant que la commune de Grasse a confié en 1985 la construction et l'exploitation de parcs de stationnement **« La Foux »** et « Notre Dame des Fleurs » aux sociétés GTM-Entrepose, Midi Parc Azur et Parking Souterrains du 8ème arrondissement pour une durée de soixante ans. Deux conventions non détachables ont été conclues :

- Un bail emphytéotique « Parc de stationnement de la Foux » en date du 2 mai 1985 a été conclu par la Ville avec la société Midi Parc Azur, portant sur un terrain de 1 500 m², pour une durée de 60 ans moyennant un loyer annuel de 10 F prévoyant que la société Midi Parc Azur a l'entière jouissance du sous-sol du terrain en vue d'y construire un parc de stationnement (dont elle est propriétaire pendant la durée du bail et renvoyant à une convention ad hoc pour la réalisation des travaux et l'exploitation du parc (article 3).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Une convention de concession « Parc de stationnement de la Foux » reçue en sous-préfecture le 16 septembre 1986 vient « résilier la convention de bail et lui substituer la présente convention », notamment dans les conditions de la convention de construction et d'exploitation (article 1), portant sur le « parc de la Foux » (article 2, pour une durée de soixante ans à partir du 1er mai 1986 (article 4).

Une convention de construction et d'exploitation des parcs de stationnement « La Foux » et « Notre Dame des Fleurs ».

Considérant que cette convention prévoit l'extension d'un parc existant (Notre-Dame des Fleurs, pour 132 places) et l'exploitation de son ensemble, pour une durée de 30 ans, ainsi que la construction et l'exploitation du Parc de La Foux (sur trois niveaux pour 203 places) pour une durée de 60 ans. Elle prévoit également le « regroupement de ces exploitations avec celle du Parc Honoré Cresp sur le plan financier » qui « est justifié par la nécessité d'atteindre un équilibre global tenant compte des investissements nécessaires et de la participation de la ville de Grasse définie ci-après ».

L'article 13 (Equilibre de l'exploitation) de la convention prévoyait un concours financier de la Ville évalué en fonction de certains critères (recette d'équilibre annuelle garantie pendant les 18 premières années d'exploitation, recette d'exploitation annuelle effective et estimée) et plafonnée (« La participation de la Ville destinée à garantir la recette d'équilibre de l'exploitant sera plafonnée à la valeur… »). Un mécanisme d'actualisation était prévu pour la recette d'équilibre et la participation.

La convention prévoyait le versement d'une redevance annuelle à la Ville (1% de la recette brute annuelle pendant les 18 premières années, 5% au-delà), déduction faite des impôts et taxes dont l'exploitant serait redevable à l'égard de cette dernière (article 18).

L'article 24 organisait la déchéance de la convention (en précisant les conditions indemnitaires).

Plusieurs avenants ont été conclus.

L'avenant n°18 reçu en préfecture le 18 janvier 2013 est ensuite venu procéder à la résiliation de la convention en ce qu'elle porte sur le parc de stationnement « Notre-Dame des Fleurs » à compter du 31 mars 2013.

c/ Considérant que la commune de Grasse a confié en 1990 la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain, devenu **« Hôtel de Ville – Cathédrale »**, à la société STS 8° et à la société UNIGARAGES.

La première société devait construire et exploiter la partie publique du parc, comprenant 54 places de stationnement, tandis que la société UNIGARAGES devait s'attacher à la construction et l'exploitation de la partie privée du parc, 29 places de stationnement destinées à être amodiées (article 1er de la convention ayant pour objet la construction et l'exploitation du parc).

Les travaux de construction, évalués à la somme de 14.900.000 francs HT et réalisés par l'entreprise GTM-ENTREPOSE, se décomposaient en deux parties distinctes (article 4 de la convention).

La durée de la convention a été fixée à 40 ans à compter de la mise en service du parc. Celle-ci datant d'avril 1993, le contrat s'achèvera en 2033.

Différents avenants sont ensuite venus modifier les stipulations de la convention initiale.

Considérant qu'en résumé, l'état contractuel de ces trois conventions est le suivant :

- Le parc de stationnement souterrain « Honoré Cresp » doit être exploité jusqu'au 31 décembre 2044 par la société SPS8ème (filiale du groupe INDIGO) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- Le parc de stationnement La Foux doit être exploité jusqu'au 30 avril 2046 par la société Indigo Infra (filiale du groupe INDIGO), venue aux droits de la société Midi Parc Azur ;

- Le parc de stationnement « Hôtel de Ville – Cathédrale » doit être exploité jusqu'au 16 avril 2033 par la société SPS8ème (filiale du groupe INDIGO) s'agissant de la partie publique et par la société UNIGARAGES (filiale du groupe INDIGO) s'agissant du garage.

Considérant qu'un cabinet financier et des avocats spécialisés ont mené, à la demande de la Commune, des études et analyses relatives à ces trois délégations de service public, à partir de 2019 (volet financier) et 2020 (volet juridique).

Il en est ressorti plusieurs interrogations quant à la régularité juridique des conventions, notamment en ce qui concerne leur durée qui pouvait apparaître excessive.

En outre, la chambre régionale des comptes, dans un rapport d'observations provisoires relatives à la gestion communale en 2021, a relevé l'existence de conventions anciennes et de longue durée avec un niveau bas de redevance versée à la Ville :

(77) De fait, la gestion déléguée de trois parkings grassois (Hôtel de Ville/Cathédrale, Honoré Cresp et La Foux, soit 657 places de stationnements), qui procède de contrats antérieurs à la loi Sapin (1971 et 1990), courant jusqu'en 2046 pour le plus long et non assortis de comptes d'exploitation prévisionnels permettant une contrôlabilité réelle de l'équilibre financier, génère des recettes très modestes. En 2019[42], elles se sont fixées à 15 K€ suite à la renégociation, à l'initiative de la commune, des redevances forfaitaires exigibles au titre des parkings « Hôtel de Ville » et « *Honoré Cresp* ». Témoin *a minima* d'un suivi peu rigoureux de la délégation depuis l'origine, le nouveau régime répond ainsi essentiellement à la nécessité de « *régulariser* » l'absence de paiement de redevances dues depuis la conclusion-même des contrats[43] ou de compenser l'exploitation commerciale par le délégataire de 28 places amodiées qui étaient censément réservées à l'usage unique de la commune[44].

(78) Le compte 757 enregistre une recette encore plus dérisoire de 544 € en 2020, correspondant à la redevance forfaitaire annuelle due, après révision, par le titulaire d'un bail emphytéotique administratif (SAS Fonroche Investissements, filiale du groupe Fonroche) conclu après procédure de mise en concurrence le 29 novembre 2012 pour une durée de 20 ans, portant sur la construction et l'exploitation d'un parc de panneaux photovoltaïques en toiture d'une structure métallique, afin de protéger des intempéries le boulodrome du stade de pétanque Gaston de Fontmichel (sachant que la commune a participé au financement des travaux à hauteur de 171 K€[45], soit 48 % du coût global du projet). La société n'ayant, aux termes du bail, aucune obligation de présentation de résultats à la commune et cette dernière n'en ayant manifestement pas sollicité[46], il est impossible de dire si la très modeste redevance forfaitaire annuelle est en rapport avec les charges exposées et les revenus tirés de l'exploitation par l'emphytéote. Il est observé qu'aux termes de l'article 4.3 du cahier des charges de la consultation initiale, la redevance due à la commune était normalement appréciée *« en pourcentage du montant du rachat d'électricité par EDF chaque année »*.

(79) Enfin, même si les produits afférents à cette délégation de service public sont imputés sur d'autres comptes, on note d'ores et déjà le faible niveau de recettes généré par le casino (cf. *infra*).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

(80) S'il est vrai que la situation constatée procède donc en partie de l'exécution de conventions anciennes de longue durée qu'hérite l'équipe municipale actuelle, la commune doit nécessairement engager une réflexion sur l'optimisation de ses produits de gestion là où des marges de manœuvre existent et rester vigilante dans la conclusion des contrats à venir et les choix de gestion qui y président. En effet, même si la fin de la crise sanitaire devrait marquer un rétablissement des ressources, il n'en reste pas moins que ces dernières, même à leur meilleur niveau en 2019, étaient très inférieures à la moyenne des communes de la strate[47].

Dans ses observations présentées à la Chambre Régionale des Comptes, la commune a fait valoir qu'il s'agissait d'un « héritage du passé » tout en soulignant les différentes mesures mises en œuvre.

Effectivement, pour ces trois délégations de service public, il n'y a pas de compte d'exploitation prévisionnel annexé à la convention initiale. De même, aucun tableau d'amortissement n'a été transmis par le délégataire puis annexé aux conventions puis aux avenants.
Dorénavant et en pratique, les entreprises transmettent régulièrement un compte d'exploitation prévisionnel, détaillé (mentionnant régulièrement et expressément un taux de rentabilité interne du projet) sur la totalité de la durée du contrat, lors de la procédure de passation.
Mais à l'époque, la pratique pouvait être toute autre et il y avait à l'évidence une dissymétrie d'information entre les collectivités territoriales qui n'étaient pas en mesure d'avoir des éléments d'information précis sur le sujet, et les entreprises privées rompues à ce type de contrat.

La commune de Grasse ne disposait donc pas d'informations suffisantes sur l'économie de l'opération en général et l'amortissement des biens en particulier, lors de la conclusion de chaque convention.

En ce qui concerne le niveau de redevance versé actuellement à la ville, la commune de Grasse est contrainte par ses marges de manœuvre et les clauses des conventions, rédigées en des termes anciens, souvent flous.

En outre, s'agissant des parcs « Hôtel-de-ville – Cathédrale », et « La Foux », le résultat courant avant impôt est négatif depuis plusieurs exercices. Une redevance assise sur le résultat d'exploitation n'entrainait donc aucun versement.

Les audits lancés par la Ville ont permis de constater :

Pour le parc de stationnement « Hôtel de Ville - Cathédrale », plus que vingt-huit places censées être amodiées au bénéfice exclusif de la Commune étaient en réalité occupées par d'autres usagers, sans versement à l'autorité délégante.
Il a également été relevé que la redevance due à la commune de Grasse, par emplacement concédé sur la partie privée du parc, n'avait jamais été versée par le délégataire.

La première action a donc abouti, après échanges de correspondances, à un avenant n°18 conclu en 2019, notamment afin de régulariser la situation, prévoyant :

- Le versement, pour l'avenir, d'une redevance forfaitaire annuelle complémentaire à hauteur de 7 000 euros ;
- Le versement d'une somme de 15 000 euros (et non 4 000 euros) au titre de l'exploitation de la partie privée du parc concédé, pour le passé ;
- L'augmentation du montant de la redevance annuelle forfaitaire (fixé à 56 euros par emplacement).

Deuxièmement, concernant la régularité des trois conventions de délégation de service public, si l'administration dispose du pouvoir de mettre unilatéralement fin aux contrats pour tout motif d'intérêt général (en vertu des règles générales applicables aux contrats administratifs), c'est sous réserve des droits à indemnité de son cocontractant. La commune ne pouvant ignorer le risque indemnitaire potentiel, elle s'est donc interrogée sur ce point.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

En effet, la résiliation d'une concession ouvre en principe à indemnisation de la valeur non amortie des investissements de sorte que le délégataire doit être indemnisé de la valeur non amortie des biens de retour. En outre, le cocontractant de l'administration dont le contrat a été résilié a en principe droit à la perte du manque à gagner pour la durée restante du contrat. Le manque à gagner s'entend en bénéfice net et non brut.

C'est dans ce contexte que des discussions ont été entamées avec les sociétés délégataires afin notamment de fixer un terme anticipé à ces conventions.

Même si la commune de Grasse dispose d'arguments pour contester le droit à indemnité des sociétés délégataires, une voie transactionnelle a été envisagée pour éviter tout contentieux (en reprise des relations contractuelles, au fond et en référé, indemnitaires) qui aurait immanquablement été initié par les délégataires et qui pourrait durer plusieurs années.

Dans le cadre de ces échanges avec les sociétés délégataires, la Commune a indiqué qu'elle avait été amenée à envisager une résiliation anticipée des conventions et qu'elle estimait que les droits à indemnité pouvaient être réduits. Les sociétés délégataires ont, quant à elles, contesté toute possibilité pour la Ville de remettre en cause la validité des conventions, au motif tiré de leur irrégularité juridique alléguée, et indiqué que leurs droits indemnitaires ne pouvaient être réduits.

Lors des négociations, des échanges ont eu lieu entre la Commune, d'une part, et les trois sociétés délégataires, d'autre part, quant aux postes indemnitaires que ces dernières seraient théoriquement susceptibles de faire valoir, en matière de valeur nette comptable et de manque à gagner.

Ces valeurs ont fait l'objet d'évaluation et de vérification par le conseil financier de la commune de Grasse. Des tableaux du montant prévisionnel de la valeur nette comptable et du manque à gagner invoqué par les trois sociétés délégataires ont pu être établis (voir pièces jointes).

Différents scenarii de date de fin anticipée ont également été envisagés.

Une transaction devant aboutir à des concessions réciproques, la Commune et la société Indigo Infra, la société des Parkings souterrains du huitième arrondissement et la société Unigarages ont abouti à un accord pour fixer un terme aux trois conventions au 31 décembre 2026.

Au titre de cet accord, la commune de Grasse accepte de verser :

a) Pour la valeur nette comptable au 31 décembre 2026 :

- À la Société Indigo Infra, la somme de 925 071 euros au titre de la valeur nette comptable des biens non encore amortis ressortant du parc de stationnement « La Foux » ;

- À la Société SPS8ème, la somme de 955 639 euros, au titre de la valeur nette comptable des biens non encore amortis ressortant des parcs de stationnement « Hôtel de Ville – Cathédrale » et « Honoré Cresp ».

b) Pour le manque à gagner :

A la société SPS 8ème, la somme de 298 140 euros (ce qui représente une réduction de 90% du montant du manque à gagner que cette dernière faisait valoir jusqu'au 31 décembre 2026).

Les sociétés délégataires ont donc accepté de fixer un terme anticipé aux conventions, d'une part, et de réduire substantiellement le montant du poste indemnitaire relatif au manque à gagner, d'autre part.

c) Les négociations ont également porté sur le taux d'actualisation et sur la non-couverture des frais généraux ainsi que sur la grille tarifaire que les délégataires souhaitaient mettre en place dans l'ensemble des ouvrages concédés

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-178-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

(aucune renégociation tarifaire n'ayant été effectuée depuis de nombreuses années dans un contexte inflationniste pourtant important).

d) Enfin, la commune de Grasse a missionné un cabinet spécialisé afin d'examiner l'état des trois parcs de stationnement. Les résultats des visites et analyses réalisées récemment indiquent que l'état des parcs de stationnement est satisfaisant.

e) Grâce à cette transaction qui prévoit un terme à ces conventions avec un effet différé, la Commune réfléchit activement à la future gestion des parcs de stationnement et à une éventuelle reprise en régie.

La commune s'interroge en effet sur les éléments permettant d'améliorer le service public communal de stationnement et d'atteindre une gestion optimisée des parcs de stationnement tout en garantissant les meilleurs tarifs proposés aux usagers afin de dynamiser le centre-ville dans le cadre d'une politique globale de stationnement.

La Commune se réserve donc une telle possibilité de reprise en régie, raison pour laquelle elle a demandé à ses cocontractant et jusqu'à l'échéance des conventions de ne pas installer de borne de recharge pour véhicules électriques, afin de se réserver la possibilité d'une harmonisation avec les autres équipements des autres parcs de stationnement gérés en régie, quitte à prendre en charge les sanctions susceptibles d'être appliquées.

Pour l'ensemble des motifs exposés, il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser la conclusion du protocole d'accord avec les sociétés Indigo Infra, parkings souterrains du huitième arrondissement (SPS8ème) et Unigarages, à propos de la gestion des parcs de stationnement « Honoré Cresp », « La Foux » et « Hôtel de Ville – Cathédrale », en vue notamment de fixer un terme au 31 décembre 2026 à la durée des trois conventions de délégation de service public relatives à l'exploitation de ces parcs de stationnement.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel joint à la présente pour la résiliation anticipée des parcs de stationnement du cours Honoré Cresp, la Foux et Hôtel de ville-cathédrale ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ledit protocole ainsi que toutes pièces y afférant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 40 voix pour et 2 abstentions : Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-179-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 179 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**
**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024**
**ASSOCIATION HARPEGES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-179-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-179-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 179**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**
**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024**
**ASSOCIATION HARPEGES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet le vote d'une subvention pour l'association Harpèges dans le cadre de la Convention Territoriale Globale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| SERVICE JEUNESSE | DEPENSES | 5 200 € |

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération du 8 décembre 2015, par laquelle le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Vu la délibération du 12 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat enfance-jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que la Convention Territoriale Globale intercommunale a pris effet sur le territoire à compter du 1er janvier 2022 et qu'une nouvelle Convention Territoriale Globale va être signée pour la période 2024-2027.

Considérant que le mode de fonctionnement de la CTG est différent, notamment avec le versement de la partie CAF auprès des opérateurs, sachant que l'intégralité des subventions ne sera versée qu'en fonction des données réelles.

Considérant que conformément aux règles de la commande publique, la ville de Grasse a publié un appel à la concurrence pour la gestion d'une partie des accueils de loisirs péri et extrascolaire à compter de la rentrée de septembre 2024 dans les écoles maternelles et élémentaires de la ville.

Considérant que pour le centre-ville, Harpèges ayant obtenu la prolongation de son agrément centre social par la CAF permettant un accompagnement global notamment auprès de la population dans le cadre des actions en lien avec la parentalité, la scolarité et l'animation, l'association renforcera son activité auprès de la jeunesse et ce pour le bien-être des enfants.

Considérant qu'Harpèges assurera deux accueils de loisirs périscolaires et un accueil extra-scolaire au sein des écoles maternelles et élémentaires Gambetta à compter du lundi 2 septembre 2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-179-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Il vous est demandé de voter l'octroi de la subvention suivante pour le maintien des activités jeunesse jusqu'au 31 décembre 2024 :

- Harpèges accueils périscolaires maternelle et élémentaire et extrascolaire élémentaire : 5 200 €

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le montant de la subvention à l'association Harpèges ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;
- **AUTORISER** le versement de la subvention mentionnée ci-dessous :

Imputation : Service Jeunesse.

- Harpèges accueils périscolaires maternelle et élémentaire et extrascolaire élémentaire : 5 200 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les dispositions
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-180-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 180 CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**
**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024**
**ASSOCIATION LEC LES ASPRES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-180-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-180-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 180**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**
**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024**
**ASSOCIATION LEC LES ASPRES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet le vote de la subvention à l'association LEC les Aspres dans le cadre de la Convention Territoriale Globale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| SERVICE JEUNESSE | DEPENSES | 17 400 € |

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération du 8 décembre 2015, par laquelle le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Vu la délibération du 12 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat enfance-jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que la Convention Territoriale Globale intercommunale a pris effet sur le territoire à compter du 1er janvier 2022 et qu'une nouvelle Convention Territoriale Globale va être signée pour la période 2024-2028.

Considérant que le mode de fonctionnement de la CTG est différent, notamment avec le versement de la partie CAF auprès des opérateurs, sachant que l'intégralité des subventions ne sera versée qu'en fonction des données réelles.

Considérant que par délibération en date du 25 juin 2024, le conseil municipal a voté des montants de subventions afin de financer les activités dans le domaine de la jeunesse jusqu'au 31 août 2024, date à laquelle de nouveau(x) délégataire(s) devaient être choisis à l'issue du marché de la délégation de service public de la Jeunesse.

Considérant que le lot 1 a été attribué à l'association Institut de Formation de l'Animation et de Conseil (IFAC), ce choix ayant été approuvé lors du conseil municipal du 25 juin 2024.

Considérant que la phase de négociation doit être poursuivie afin de préciser l'offre du ou des prestataire(s) pour le lot 2.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-180-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Il vous est demandé de bien vouloir prolonger la convention du LEC jusqu'au 31 décembre 2024, afin d'assurer les accueils péri et extrascolaires des Aspres et des sites de Saint-Vallier-de-Thiey et du Noyer-en-Champsaur durant la phase de négociation et voter l'octroi de la subvention suivante :

- Loisirs Education Culture « Les Aspres » 17 400 €

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le montant de la subvention à l'association LEC Les Aspres ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;
- **AUTORISER** le versement de la subvention mentionnée ci-dessous :

Imputation : Service Jeunesse

- Loisirs Education Culture « Les Aspres » 17 400 €

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-181-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 181 TRANSITION ENERGETIQUE**
**SOLARISATION DE LA SALLE DE TENNIS DE LA PAOUTE**
**PARTICIPATION FINANCIERE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-181-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-181-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 181**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**TRANSITION ENERGETIQUE**
**SOLARISATION DE LA SALLE DE TENNIS DE LA PAOUTE – PARTICIPATION FINANCIERE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à accepter une participation financière d'un montant de 105 000 euros pour le financement des travaux de confortement et de rénovation de la toiture de la salle de tennis de la base sportive de La Paoute à Grasse.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DGST | Recettes | 105 000 € |

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2541-12 ;

Considérant que dans le cadre de sa politique en matière de transition énergétique, la commune de Grasse a engagé une étude stratégique visant à élaborer un Plan de solarisation de son patrimoine bâti ;

Considérant que la commune de Grasse est propriétaire d'une salle couverte de tennis sur le site de la Base sportive de La Paoute implantée sur la parcelle DW 136, qui dispose d'une large toiture ensoleillée à deux versants qui pourrait recevoir avantageusement des panneaux photovoltaïques ;

Considérant que pour installer ces panneaux, il convient au préalable d'engager des travaux de confortement et de rénovation de la toiture de la salle de tennis de La Paoute ;

Considérant que la commune a lancé un appel à manifestation d'intérêt et a, par délibération n° 2023-23 en date du 28 février 2023, approuvé l'offre de la société GREEN ENERGY 06 – SUN & GO visant à installer et à exploiter des panneaux photovoltaïques sur la couverture de la salle de tennis, pour une durée de 30 ans ;

Considérant que la société ALL IN SPORT, qui exploite à ce jour par convention les terrains de padel situés sur ce même site, s'est proposé de participer financièrement aux travaux de confortement et de rénovation de la toiture de la salle de tennis de La Paoute à hauteur de cent-cinq mille euros (105 000 €) afin d'accompagner la commune dans cette démarche de transition énergétique.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** la participation financière de la société ALL IN SPORT d'un montant de 105 000 euros ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-181-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **DIRE** que ce versement sera exclusivement affecté aux travaux de confortement et de rénovation de la toiture de la salle de tennis de La Paoute ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer pour le compte de la commune tous documents à intervenir dans cette affaire, notamment la convention de participation financière.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 182 SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES**
**CONVENTION AVEC LES CRECHES DU CCAS DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 182**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES**
**CONVENTION AVEC LES CRECHES DU CCAS DE GRASSE**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet d'autoriser la signature d'une convention entre le service des crèches du CCAS de Grasse et le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, afin de développer la lecture publique pour des enfants de 0 à 3 ans et leurs accompagnants sur le territoire grassois.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT TTC |
|---|---|---|
| BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Madame Dominique BOURRET expose :

Vu le code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération,

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse souhaite poursuivre et développer ses actions de médiation culturelle, en particulier autour de la lecture publique,

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse dispose d'une section spécialisée petite enfance, mettant en œuvre une politique d'action culturelle afin de promouvoir auprès des enfants de 0 à 3 ans et de leurs accompagnants, la culture, la lecture et la littérature de jeunesse,

Considérant la volonté partagée du service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse et du CCAS de Grasse d'accentuer la transversalité entre la pédagogie des institutions (crèches, crèches familiales, Relais Petite enfance etc.) et la « lecture plaisir »,

Considérant que des actions conjointes sont envisagées afin de favoriser l'accès à la lecture des plus jeunes et de leurs accompagnants,

Considérant qu'une convention afin d'acter les obligations de chaque partie a été rédigée en ce sens et permet de préciser les modalités de ce partenariat ainsi que son cadre juridique et financier,

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec le CCAS de la ville de Grasse ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-182-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative et/ou technique, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-183-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 183 SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES**
**ORGANISATION D'UNE BRADERIE SOLIDAIRE ANNUELLE**
**AU PROFIT D'ASSOCIATIONS CULTURELLES ET SOCIALES GRASSOISES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-183-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-183-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 183**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES**
**ORGANISATION D'UNE BRADERIE SOLIDAIRE ANNUELLE**
**AU PROFIT D'ASSOCIATIONS CULTURELLES ET SOCIALES GRASSOISES**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Organisation d'une braderie solidaire annuelle par le réseau Bibliothèque & Médiathèques de Grasse afin de vendre les documents désherbés, au profit d'une association culturelle et sociale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Madame Dominique BOURRET expose :

Vu la délibération 2024-71 relative à la signature de la convention entre la ville de Grasse et l'entreprise sociale et solidaire Recyclivre.com ;

Considérant que l'entreprise sociale et solidaire Recyclivre ne reprend pas l'intégralité des documents issus des opérations de désherbage du réseau Bibliothèque & Médiathèques (documents trop abîmés, CD, entre autres) ;

Considérant que la ville de Grasse est engagée dans une démarche de développement durable et souhaite valoriser les documents issus des opérations de désherbage des collections du service Bibliothèque & Médiathèques ;

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques a pour objectif de développer l'accès à la culture et particulièrement la lecture publique, y compris pour des publics défavorisés ;

Considérant que le service Bibliothèque & Médiathèques souhaite organiser une fois par an une braderie solidaire sur le parvis de la Médiathèque Charles Nègre, visant à revendre les documents issus du désherbage, que la vente des documents serait organisée en partenariat avec une association grassoise choisie par la commune de Grasse, désignée chaque année par arrêté, que cette association encaisserait directement le produit des ventes ;

Considérant que plusieurs associations grassoises à but non lucratif correspondent aux critères de choix, tels qu'avoir un projet à but social ou humanitaire, favoriser l'accès à la culture de tous les publics, favoriser l'insertion dans l'emploi ou développer l'économie sociale et solidaire ;

Considérant que des tarifs de vente des ouvrages sont établis par une grille tarifaire annexée à la présente délibération ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-183-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'organisation d'une braderie solidaire annuelle par le réseau Bibliothèque & Médiathèques de Grasse, durant laquelle sera organisée la vente des documents désherbés au public, ce qui exclut la vente à des professionnels de type bouquinistes ou brocanteurs ;

- **APPROUVER** les tarifs de vente des ouvrages désherbés lors de ces braderies solidaires ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération ;

- **AUTORISER** l'association choisie à réaliser les ventes le jour de la braderie solidaire et à en encaisser le produit.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A.M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-184-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 184 SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES**
**ACCEPTATION D'UN MECENAT**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-184-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-184-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE** **2024 - 184**

**CONSEIL MUNICIPAL**
**DU 25 SEPTEMBRE 2024**

**SERVICE BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES**
**ACCEPTATION D'UN MECENAT**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet d'accepter un mécénat portant sur une œuvre littéraire en 5 volumes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES | RECETTES | 500 € |

Madame Dominique BOURRET expose :

Considérant que la Villa Saint-Hilaire est une bibliothèque patrimoniale qui conserve des fonds patrimoniaux d'une richesse importante, ainsi qu'une collection exceptionnelle d'environ 150 ouvrages recouverts de papier dominoté ;

Considérant que Monsieur Yves CRUCHET, ancien conservateur du réseau Bibliothèque & Médiathèques de la ville de Grasse, détient dans son patrimoine propre un document écrit en italien intitulé « Il Decameron » écrit par Giovanni Boccaccio (1313-1375), édité à Venise en 1813 sur les presses de Vitarelli (en 5 volumes In-18) et recouvert de papier dominoté, document destiné à la conservation qu'il souhaite offrir pour alimenter le fonds patrimonial de la Villa Saint-Hilaire, l'ensemble des documents ayant une valeur de 500 € ;

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Monsieur Yves CRUCHET doit être signée.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de mécénat en nature concernant les œuvres offertes par Monsieur Yves CRUCHET ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A. M

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-185-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 185 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-185-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-185-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE** **2024 - 185**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
**EXERCICE 2024**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**
Le présent rapport a pour objet le vote de versements de subventions de fonctionnement et exceptionnelles aux associations ci-dessous désignées pour l'exercice 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| DAF | DEPENSES | 48 776 € |

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Il est proposé de verser une subvention de fonctionnement ou exceptionnelle aux associations suivantes :

- **Ecole grassoise de judo** 5 921 €
  Subvention de fonctionnement dont 4 101 € d'aide au paiement des fluides
  Dossier incomplet pour le Conseil d'avril

- **Association ADRIEN** 600 €
  Subvention de fonctionnement
  Dossier déposé en retard

- **Association France Espagne Amérique Latine** 300 €
  Subvention exceptionnelle (participation à la conférence du 14 septembre au Palais des Congrès)

- **COF de Saint-François** 455 €
  Subvention exceptionnelle

- **Courir en Pays de Grasse** 1 500 €
  Subvention exceptionnelle (participation d'une athlète aux championnats du monde de semi-marathon en août et du marathon en octobre à Bucarest.

- **Loisirs Education Culture** 40 000 €
  Subvention complémentaire de fonctionnement

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement de subventions de fonctionnement pour un montant de 48 776 € ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-185-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes pour les associations bénéficiant d'une subvention ;

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2024.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-186-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Le goût de l'essentiel
Grasse

**EXTRAIT**
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**
**séance du 24 septembre 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES | | |
|---|---|---|
| Afférents au Conseil Municipal | en exercice | qui ont pris part à la Délibération |
| 45 | 45 | 42 |

**2024 - 186 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE**
**AUTORISATION DE SIGNATURE D'AVENANT**
**A LA CONVENTION CHAM SAINT EXUPERY**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 septembre 2024, s'est réuni le mardi 24 septembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-186-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

ABSENTS EXCUSES :

Madame Karine GIGODOT
Madame Laurence COSTE
Madame Magali CONESA
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°166 à N°186)

PROCURATION :

Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Laurence COSTE à Madame Nicole NUTINI
Madame Magali CONESA à Madame Mekia Noura ADDAD
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 25 juin 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2024 - 171 CONCESSION DE MOBILIER URBAIN ABRIS VOYAGEURS, DISPOSITIFS 2 ET 8 M² CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-186-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

**VILLE DE GRASSE**
**CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 186**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

**CONSERVATOIRE DE MUSIQUE**
**AUTORISATION DE SIGNATURE D'AVENANT A LA CONVENTION CHAM SAINT ÉXUPÉRY**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le rapport a pour objet l'autorisation de signature d'un avenant à la convention signée le 5 juillet 2023 concernant les classes à horaires aménagés musicales du 1er degré.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT T.T.C. |
|---|---|---|
| CONSERVATOIRE | SANS INCIDENCE FINANCIERE | |

Madame Jocelyne BUSTAMENTE expose :

Vu la délibération n° 2023-148 relative à la signature de la convention entre la ville de Grasse et l'Etat, direction des services départementaux de l'Education Nationale des Alpes-Maritimes (DSDEN).

Considérant que depuis 1998, le Conservatoire de Musique à Rayonnement Communal de Grasse accueille des élèves de classes à aménagements d'horaires de l'école Saint-Exupéry.

Considérant qu'une première convention « Classes à Horaires Aménagés Musicales » (CHAM) a été signée avec l'Education Nationale en 2014. Cette convention a été remplacée par une nouvelle convention en date du 5 juillet 2023.

Considérant que cette convention relative à l'organisation et au fonctionnement des CHAM à l'école élémentaire Saint-Exupéry ne prévoit pas l'entrée dans le dispositif au CE2, CM1 ou CM2.

Considérant l'intérêt de permettre à ces élèves d'intégrer à tout moment les classes CHAM dans la mesure des possibilités.

Considérant qu'il convient donc de mettre à jour l'article 4 de la convention par la signature d'un avenant pour une mise en œuvre dès la rentrée scolaire 2024-2025.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 3 septembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240924-2024-186-DE
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le maire à signer l'avenant n° 1 ci-joint, ainsi que tout document permettant d'assurer la bonne exécution de la convention du 5 juillet 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 25 SEP. 2024
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE A. M

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 25 SEP. 2024